

Couleur  
nation  
ethnie  
caste...

# Pourquoi le racisme ?

Des enfants,  
chair à canon  
dans 41 pays

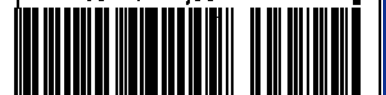
Les OGM  
nourriront-ils  
le Sud ?

Le « patrimoine  
intangible »  
s'impose

Adam Michnik :  
la démocratie  
jamais achevée

Afrique CFA:1000 F.CFA, Belgique:140 FB, Canada:\$4.65 Can,  
Espagne:550Ptas, Maroc:20 DH, Portugal-Cont:700 Esc,  
Suisse:6,20 FS, United Kingdom:£2.5, USA:\$4.25.

M 1205 - 20 - 22,00 F





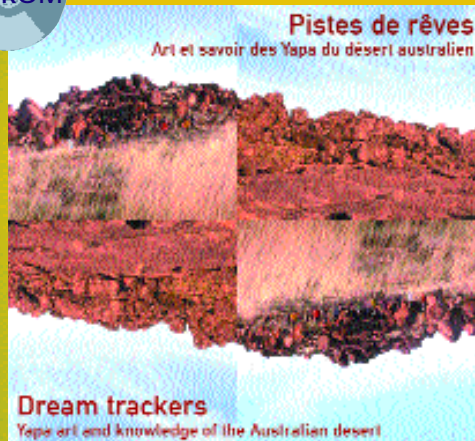
Éditions UNESCO

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

Fax: +33 1 45 68 57 37

Internet: [www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)

E-mail: [publishing.promotion@unesco.org](mailto:publishing.promotion@unesco.org)



## Pistes de rêves

### Art et savoir des Yapa du désert australien

Version française et version anglaise  
dans le même CD-ROM

- Artistes et conteurs aborigènes nous font voyager à travers leurs peintures rituelles, leurs chants et leurs danses, sur la piste de leurs "rêves" ou ancêtres spirituels réincarnés sur terre.
- Riche et complexe, le savoir culturel, rituel et écologique du peuple warlpiri trouve ici une présentation certes partielle mais infiniment riche.

Destiné aux musées et aux bibliothèques

Conditions spéciales d'acquisition à

[publishing.promotion@unesco.org](mailto:publishing.promotion@unesco.org)

## Déontologie des médias

Institutions, pratiques et nouvelles approches  
dans le monde

Par Henri Pigeat et Jean Huteau

- « Une presse indépendante, pluraliste et libre (est) indispensable au progrès et à la préservation de la démocratie dans un pays, ainsi qu'au développement économique ». Déclaration de Windhoek de mai 1991, endossée par la 26<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'UNESCO.
- Nouvelles techniques de l'information, avancées du libéralisme et de l'économie de marché définissent un monde des médias entièrement nouveau.
- Les graves questions qui surgissent concernent tous les pays du monde, quel que soit leur degré de développement et quel que soit leur régime politique.
- Le point sur les solutions proposées, les pratiques, les dispositifs et les institutions destinés à définir et à encourager une conduite déontologique et démocratique des médias.
- Des problèmes essentiels pour l'avenir des démocraties.



220,00 FF / 33,54 €

574 p., 17 x 24 cm

Version électronique disponible à [www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)

## D'ICI ET D'AILLEURS

### 4 L'utopie Jérusalem

L'antique capitale de la Judée est aujourd'hui un microcosme des cultures, des religions et des hommes de l'univers. Photos de David Sauveur, texte d'André Chouraqui

## NOTRE PLANÈTE

### 10 Les OGM nourriront-ils le Tiers-Monde?

Pour les uns, les biotechnologies viendront à bout de la malnutrition; pour les autres, elle ne feront qu'aggraver la pauvreté. Philippe Demenet

## EDUCATION

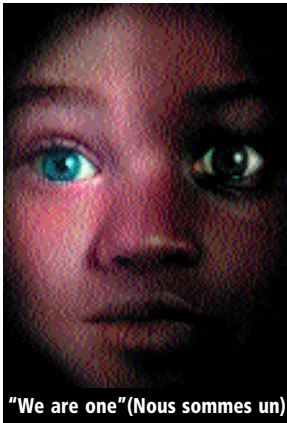
### 13 Nouvelle-Zélande: une expérience modèle

Une ONG néo-zélandaise redonne confiance, par l'alphabétisation, à des personnels non qualifiés d'origine Maori. Libby Middlebrook

### 15 L'hébreu, avec peine

## Dossier

### Couleur, nation, ethnie, caste: pourquoi le racisme?



© Fang Chen, Shanghai

"We are one" (Nous sommes un)

Combattre la discrimination raciale, qu'elle soit fondée, au sens traditionnel, sur la «race», mais aussi, au sens contemporain, sur la couleur, la nation (la xénophobie), l'ethnie, la caste... exige d'en saisir les ressorts. Ce dossier examine ses origines et ses effets vis-à-vis de peuples indigènes et de communautés noires en Amérique latine, de «basses castes» en Asie, d'étrangers en Afrique noire et en Europe de l'Ouest. Il donne ainsi la parole aux centaines de millions de victimes de la discrimination dans le monde, en écho à la conférence mondiale contre le racisme (Durban, Afrique du Sud, 31 août - 7 septembre).

Le sommaire détaillé est en page 16

## DROITS HUMAINS

### 38 Dressés pour tuer...

Au Myanmar, ancienne Birmanie, 50 000 enfants prendraient part aux affrontements entre l'armée et les divers groupes ethniques. Bertil Lintner

### 40 Comment libérer les enfants-soldats de leur passé?

## CULTURES

### 41 Immatériel, mais bien réel

L'UNESCO a décidé d'inventorier et de protéger 19 premiers chefs-d'œuvre – danses, chants, rites, et langues –, des éléments immatériels de la culture. Richard Kurin

### 43 Des retombées bénéfiques pour les chefs-d'œuvre

## MÉDIAS

### 44 Publicitaires, lâchez les enfants!

La Suède interdit la publicité télévisée pour les moins de 12 ans et veut promouvoir son modèle. L'offensive commence en Europe. Pascaline Dumont

## ENTRETIEN

### 47 Adam Michnik: la démocratie, éternelle inachevée...

Pour l'ancien dissident, la démocratie est une recherche incessante du compromis.

## DANS CE NUMÉRO

### Démocratie

Un perpétuel inachèvement: c'est ainsi que l'ancien dissident polonais Adam Michnik se réjouit de voir fonctionner la démocratie (dans son interview, pp. 47-51). A l'exact opposé des utopies perfectionnistes et totalitaires, la démocratie doit s'accommoder des contraires et ne peut imposer aucune discrimination. Or, malgré le déclin du racisme «scientifique», la discrimination raciale, dans ses voies multiples, continue de faire des centaines de millions de victimes partout dans le monde (pp. 16-37). Autant de défis pour la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance, qui se tient à Durban, en Afrique du Sud.

### Education

On l'avait oublié... 300 000 enfants servent, aujourd'hui, de chair à canon, au sein de guérillas ou d'armées régulières. Comment aider ces vétérans de 15 ans à s'en sortir? En rattrapant d'abord les années d'école qu'ils ont perdues (pp. 38-40). Sans quoi, ils viendront grossir les rangs des 900 millions d'adultes analphabètes. La Journée internationale de l'alphabétisme, le 8 septembre, célèbre le travail d'organisations qui refusent de baisser les bras, comme en Nouvelle-Zélande et en Israël (pp. 13-15).

### Malnutrition

Les plantes génétiquement modifiées permettront-elles de nourrir le Tiers-Monde? Bon nombre de chercheurs, d'experts, d'industriels le croient et le proclament. Sur le terrain, pourtant, d'autres spécialistes se montrent plus sceptiques: sans équité, sans réformes, une nouvelle technologie ne peut qu'enrichir un peu plus... les plus riches (pp. 10-12).

D'ICI ET D'AILLEURS

# L'utopie Jérusalem

PHOTOS DE DAVID SAUVEUR, TEXTE D'ANDRÉ CHOURAQUI

DAVID SAUVEUR EST UN PHOTOGRAPHE FRANÇAIS; ANDRÉ CHOURAQUI, TRADUCTEUR DE LA BIBLE, A NOTAMMENT ÉCRIT JÉRUSALEM, VILLE SANCTUAIRE (ÉDITIONS DU ROCHER, 1997), ET LE FEU DE L'ALLIANCE (BAYARD PRESSE, 2001).

Le Saint-Sépulcre, reconstruit au XI<sup>e</sup> siècle, après la prise de Jérusalem par les Croisés.





Sous le tunnel du Mur des lamentations, unique vestige du Temple détruit en 70 par les Romains.

« Jérusalem surtout, dont le nom éveille tant de mystères et effraie l'imagination: il semble que tout doive être extraordinaire dans cette ville extraordinaire. »

Chateaubriand, Itinéraire de Paris à Jérusalem.

A LA MÉMOIRE DU PRÉSIDENT RENÉ CASSIN,  
RÉDACTEUR PRINCIPAL DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME.

Jérusalem, l'antique capitale de la Judée, ressuscite de nos jours en un microcosme de l'univers entier avec ses contrastes et ses plus graves contradictions. Postez-vous à un carrefour de la ville: vous y verrez défiler les types d'hommes les plus divers, venus de tous les siècles et de tous les pays.

Depuis 1950, je suis témoin de ce rassemblement que nul n'avait imaginé ni préparé. Le gouvernement d'Israël avait ouvert toutes grandes les portes de Jérusalem à tous les Juifs qui désiraient s'y établir. On les vit y affluer du monde entier. Ils voi-

sinent désormais, dans la ville du Christ, avec des Makuyas japonais<sup>1</sup>, des membres de 45 confessions chrétiennes différentes et des musulmans représentant tous les rites et toutes les origines géographiques de l'islam.

Les marchands de la vieille ville vantent leurs produits pour attirer le chaland, là où le marchandage demeure l'âme du commerce. Selon les saisons, les étalages regorgent d'oranges, de raisins, de dattes, de tous les fruits et de tous les légumes qui proviennent des multiples jardins et vergers de la ville. ►

# L'utopie Jérusalem

Les épices de toutes sortes, les encens, les gâteaux, la *pita* et les sucreries abondent sur les étalages, près des objets de piété et des œuvres d'artisans locaux, travailleurs du bois et du fer aux talents traditionnels, dans leurs petites échoppes qui se nichent dans les ruelles étroites de la vieille ville. Là, pour contempler le tombeau du Christ, des dizaines de milliers de pèlerins déferlent de tous les horizons de la chrétienté.

Après du judaïsme et du christianisme, une autre religion née des fécondités de la Bible, l'islam, exprime un intérêt réel pour la cité d'où le Prophète Muhammad a pris son envol pour rencontrer, dans le ciel d'Allah, Abraham, Moïse et Jésus. L'univers de Jérusalem, ses 30 siècles d'histoire passionnée, se concentrent ainsi sur les 90 hectares auxquels ses remparts servent d'écrin.

Ville aux racines de la Bible hébraïque (ou Livre de l'Alliance), du Nouveau Testament (ou Livre de la Nouvelle Alliance) et du Coran (ou Livre de la réalisation de toutes les Alliances depuis celle d'Abraham), Jérusalem ressuscitée est devenue le lieu du retour d'Israël au lendemain de la Déclaration Balfour (1917) et des résolutions des Nations unies (du 29 novembre 1947), qui recommandent la création – sur le territoire du mandat britannique –, de deux Etats israélien et palestinien autour de la ville de Jérusalem placée sous le contrôle des Nations unies. Ce retour donne vocation aux trois religions abrahamiques réconciliées de réaliser, ensemble, leur grand idéal commun: celui de l'Alliance universelle de l'humanité.



Parmi les vestiges du quartier hérodien (1<sup>er</sup> siècle av. J.-C.).

## Que Jérusalem devienne enfin la capitale exemplaire de la paix universelle.

Le conflit, que les Nations unies avaient l'espoir de résoudre, se poursuit de nos jours par la guerre qui oppose l'Etat d'Israël aux représentants du monde palestinien. La création d'un Etat palestinien aiderait à mettre fin à ce conflit qui ensangante toujours la Ville de la paix. La réunion des deux Etats, israélien et palestinien, réconciliés au sein d'une confédération ouverte à d'autres Etats du Proche-Orient, pourrait réserver à tous un avenir de paix et de progrès<sup>2</sup>.

Pourtant, nul ne saurait parler de Jérusalem sans évoquer ses prophètes, les tragédies de son histoire, l'exil deux fois millénaire de son peuple, son retour au lendemain de la *Shoa*, la fondation de l'Etat d'Israël et ses conséquences tragiques sur la population musulmane, le refus arabe de créer l'Etat palestinien, le conflit inextricable qui en résulte, le blocage consécutif aggravé par une guerre larvée qui n'ose pas dire son nom.

Cependant nulle guerre ne pourrait résoudre l'affrontement des deux nationalismes et des trois religions qui se partagent et ensangantent Jérusalem. Reconnaissons donc et proclamons que cette ville est la capitale historique des trois religions qui y ont leurs racines. Unissons les hommes qui y vivent en séparant leurs compétences. Les Lieux saints sont déjà administrés par les religions qui s'en réclament.

Faisons de la Bible hébraïque, du Nouveau Testament hellénistique et du Coran arabe, les armes nouvelles de leur vraie culture, celle de la paix et de la réconciliation. Que Jérusalem devienne enfin la capitale exemplaire de la paix universelle, ainsi que les prophètes des trois religions abrahamiques l'ont toujours rêvée.



Un Chrétien orthodoxe au Saint-Sépulcre.

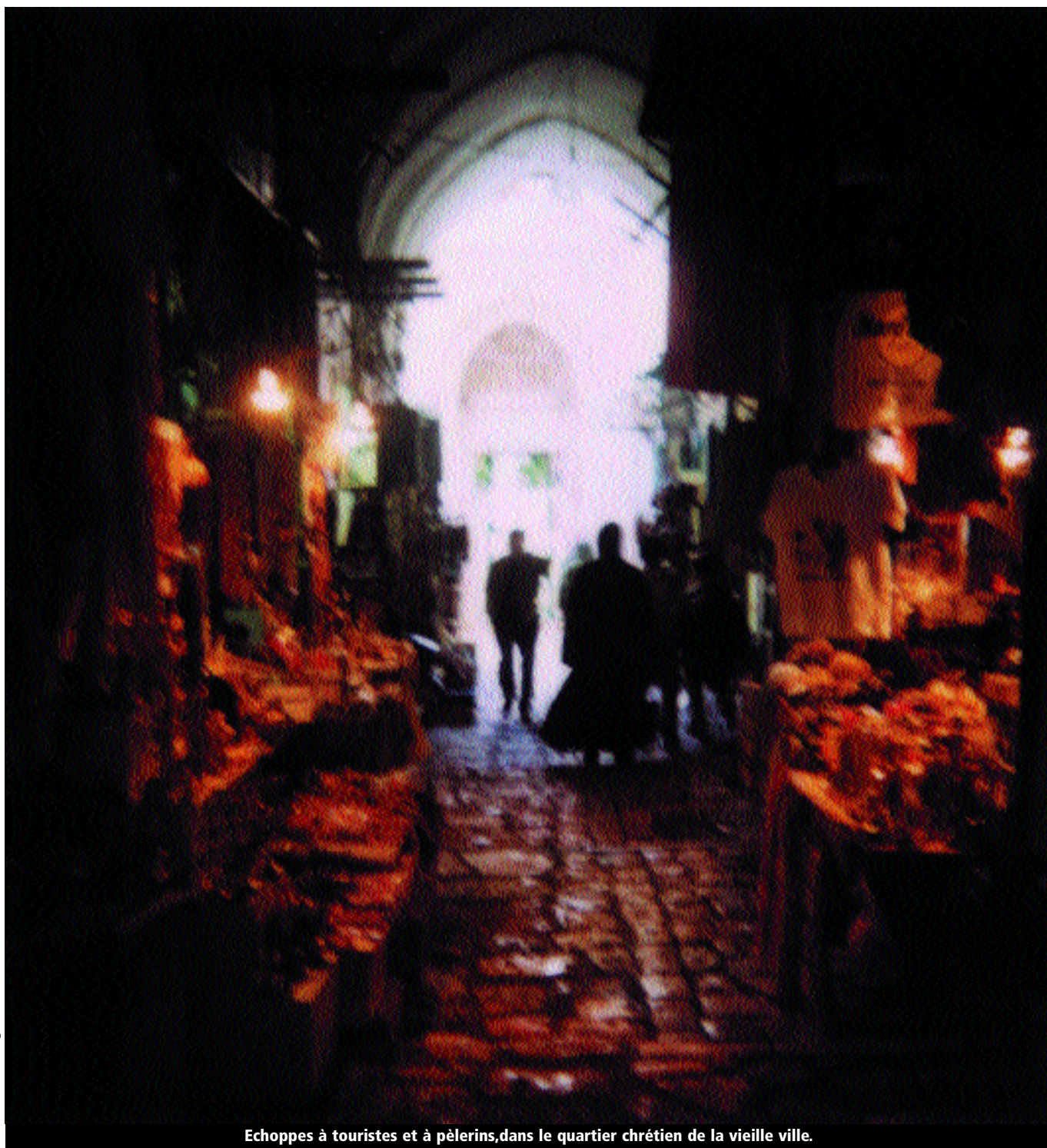
Est-il utopique de croire que dans le Nouvel Israël, dans sa capitale ressuscitée, Musulmans, Chrétiens et Juifs puissent vivre en paix? Si vous le pensez, sachez que la réalisation de cette utopie engage l'avenir de la paix dans le monde. Et sans doute est-ce pour cela aussi que les psaumes attribués au roi David demandaient déjà:

*Priez pour la paix de Jérusalem!*<sup>3</sup>

Pourquoi spécialement Jérusalem? Parce que cette ville est celle de la rencontre des cultures, des religions et des hommes de tous les âges et de toutes les langues. Oui, prions pour la paix

de Jérusalem, une paix qui puisse préfigurer celle des cultures de l'univers, quand, plus simplement, tout homme se reconnaîtra pour frère de tout homme. ■

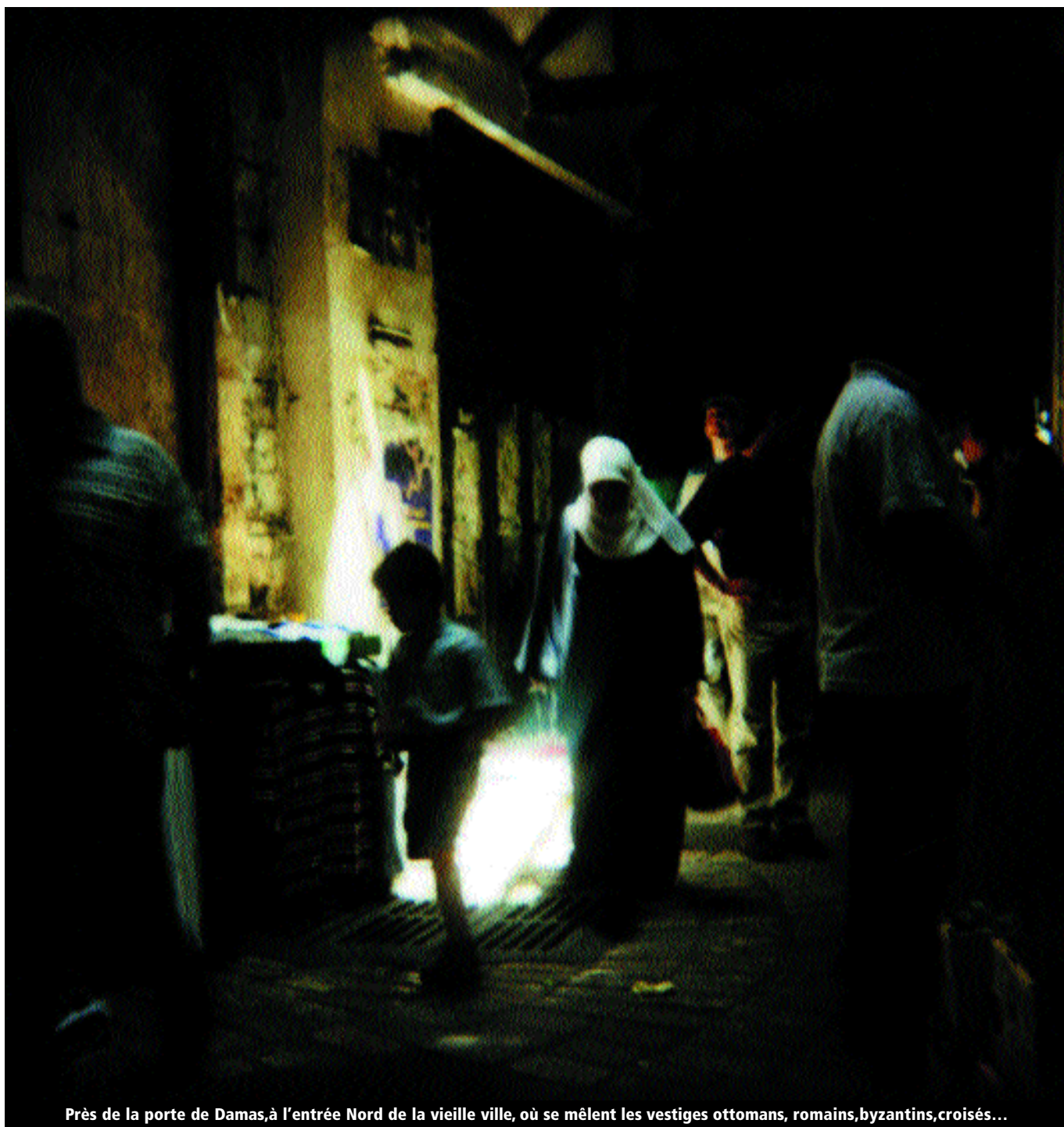
1. *Groupe de chrétiens japonais, qui, dans l'après-guerre, ont éprouvé le besoin de se rapprocher du christianisme originel, du «peuple de la Bible» et du judaïsme.*
2. *Cf. André Chouraqui, Lettre à un ami arabe, Ed. J.C. Lattès, 1994, et Jérusalem revisitée, Ed. du Rocher, 1995.*
3. *Psaume 122.6*



Echoppes à touristes et à pèlerins, dans le quartier chrétien de la vieille ville.

# L'utopie Jérusalem

Cette ville est celle de la rencontre des cultures, des religions et des hommes, de tous les âges et de toutes les langues.



Près de la porte de Damas, à l'entrée Nord de la vieille ville, où se mêlent les vestiges ottomans, romains, byzantins, croisés...

© David Sauveur/Agence VU, Paris





De sucre et de miel:les pâtisseries de la Jérusalem arabe.

# Les OGM nourriront-ils le Tiers-Monde?

La polémique fait rage. Pour les uns, seules les biotechnologies viendront à bout de la malnutrition. Pour les autres, le mil résistant à la sécheresse et autres patates douces vaccinées contre les virus ne feront qu'aggraver la pauvreté.

PHILIPPE DEMENET

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

**D**rès du grand fleuve Niger, sur le continent africain, des hommes attendent avec angoisse que tombe la pluie pour semer le mil, sarcler, récolter, se nourrir et regarnir les greniers à grain. Pendant ce temps, dans des laboratoires japonais, chinois, philippins, européens et américains, des chercheurs progressent dans le séquençage des 12 chromosomes et des 50 000 gènes qui composent le riz, matrice de toutes les céréales, aliment quotidien de trois milliards d'humains. D'ici cinq à dix ans, ils espèrent en savoir assez sur ce génome pour

intervenir non seulement dans l'intimité génétique du riz, mais aussi dans celle du maïs, du mil, du sorgho, du manioc ou de la canne à sucre. Objectif: les rendre «naturellement» résistants à la sécheresse, à la salinité des sols, aux virus, aux maladies...

Ces organismes génétiquement modifiés (OGM) permettront-ils à court terme d'assurer une vraie «sécurité alimentaire» aux 826 millions d'êtres humains mal nourris<sup>1</sup>? Aideront-ils les petits agriculteurs des terres rèches et poudreuses du Niger à s'alimenter? La polémique fait rage. Dans son

Rapport 2001, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) rallie la bannière des «oui», en soulignant le «potentiel unique» des OGM pour l'alimentation du monde.

Dans 50 ans, la Terre aura neuf milliards d'habitants, soit trois milliards de plus qu'aujourd'hui<sup>2</sup>. Et la plupart de ces nouveaux venus viendront alourdir la pression déjà écrasante qui pèse sur des terres épuisées et rares, au Sud de la planète. L'alerte rouge est déjà déclenchée pour l'Afrique sub-saharienne où – contrairement à l'Inde



Seule la recherche publique s'intéresse aux «biotechnologies du pauvre». Mais elle manque de moyens.

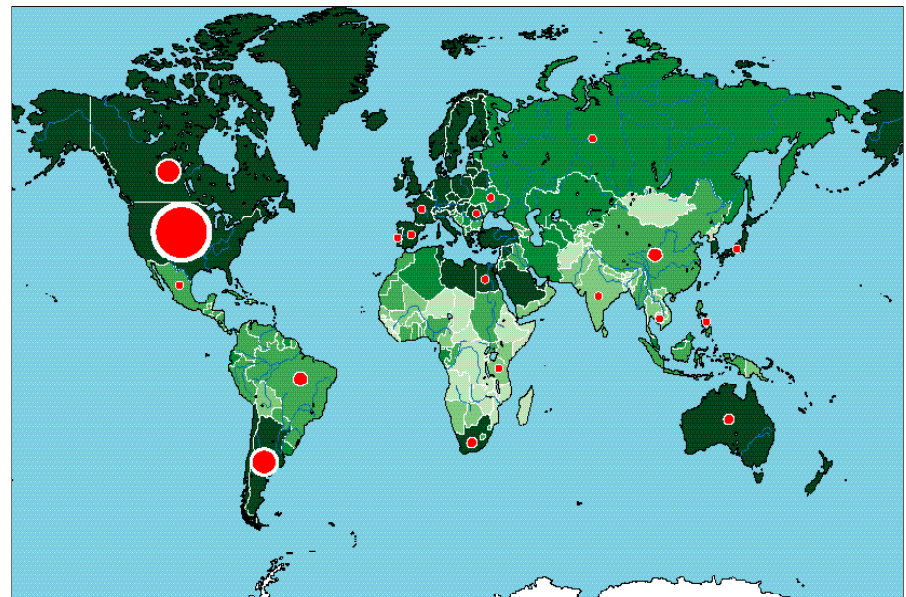
et à la Chine – le taux de croissance de la population reste explosif et celui des mal nourris n'est qu'en très lente régression. Pour les partisans des OGM, seul un «saut technologique» majeur, révolutionnaire, permettra à la planète de ravitailler tous ses enfants.

## Scepticisme sur le terrain

Hérésie, rétorque le camp du «non»: la malnutrition n'est pas une affaire de sous-production alimentaire. Il y a bien assez à manger ici-bas. Mais les plus pauvres, sans argent ou sans terre, dans des Etats déstructurés, ravagés par les conflits, n'ont tout simplement pas accès aux garde-manger. Avant d'exporter dans le Tiers-Monde des technologies à haut risque, qui sont loin d'être maîtrisées et dont les brevets appartiennent, dans leur immense majorité, à quelques multinationales hégémoniques, réformons plutôt les conditions d'exploitation des sols, offrons aux plus pauvres un accès au crédit et aux marchés locaux, libérons les petits paysans des usuriers, apprenons leur à éviter les pertes et à utiliser correctement les semences classiques...

Les partisans de la révolution OGM peuplent les laboratoires de biogénétique, les multinationales de la semence, de l'agrochimie, de la génomique, les fondations américaines et certaines agences de l'Onu. Les sceptiques, eux, sont plutôt des gens de terrain. Ainsi, Kanayo Nwanzé, un docteur en agronomie qui dirige l'ADRAO (Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest), à Bouaké, Côte-d'Ivoire. «Les OGM seront-ils mis au point pour les besoins des petits paysans ou pour ceux des multinationales? s'interroge-t-il. Si l'on parvient à négocier avec ces multinationales, détentrices des brevets, la mise au point d'une technologie qui réponde aux besoins des petits cultivateurs et qui ne soit pas sous licence, alors, oui, les OGM auront un rôle à jouer en Afrique. Mais encore faudrait-il étudier soigneusement leur impact et que les pays de la région se dotent de règles de sécurité et des moyens pour les faire appliquer».

Les chercheurs de l'ADRAO ont l'expérience des semences miracles. Sur financement international, ils viennent d'élaborer une variété de riz révolutionnaire qu'ils ont baptisée Nerica. Non OGM, issu d'un croisement (classique) entre un riz asiatique très performant mais fragile et une variété locale, qui a eu 35 siècles pour s'adapter au stress africain, le Nerica offre d'immenses possibilités. Il arrive à maturité



### Les plantes transgéniques et la malnutrition: deux univers qui ne se rencontrent pas

#### Les degrés de la malnutrition

- Faibles prévalence et gravité
- Faible prévalence et gravité modérée (et vice versa)
- Prévalence et gravité modérées
- Forte prévalence et gravité modérée (et vice versa)
- Fortes prévalence et gravité

#### Les OGM dans le monde [●]

Les Etats-Unis concentrent, à eux seuls, 70% des surfaces cultivées en OGM, suivis par l'Argentine (14%) et le Canada (10%). Le soja (huile, farines pour l'alimentation animale) occupe 54% de ces surfaces, devant le maïs, le colza et le coton.

Sources: FAO (1996-98) / Soléjal - Unesco (1999)

en 90 jours au lieu des 120 à 150 habituels, résiste aux insectes, fournit trois tonnes à l'hectare, sans engrais ni irrigation – contre 1,5 tonne pour les variétés traditionnelles –, et pousse comme du chiendent. Dans l'idéal, il devrait améliorer la vie de centaines de milliers de petits cultivateurs «qui pratiquent la riziculture pluviale sur 20 à 200 m<sup>2</sup>» et permettre aux pays d'Afrique de l'Ouest de réduire drastiquement leurs importations de riz, sinon d'en exporter.

## Les projets les plus fous

Pourtant, cette innovation a beaucoup de mal à franchir le sas des laboratoires. Le Nerica compte environ 3000 variantes et Kanayo Nwanzé s'efforce, depuis quatre ans, d'impliquer les petits agriculteurs dans le choix de ces variétés. Mais à l'été 2001, seul un millier de paysans ivoiriens cultivaient ce «riz miracle» sur... 1 hectare! Résistance à l'innovation, inexistence de relais entre les ministères et les paysans, d'organismes compétents de certification des semences, d'établissements de crédit rural... Ce n'est pas un «saut technologique» qui risque d'améliorer les choses. Au contraire: «si l'on présente à un paysan une semence modifiée génétiquement, il dira "non merci, je ne veux pas me tuer!"», affirme le directeur de l'ADRAO.

Plusieurs pays africains, asiatiques et sud-américains se sont déjà dotés d'une législation encadrant la production d'OGM. Mais pourront-ils la faire appliquer? Quels laboratoires, et avec quels financements, contrôleront l'évolution de la biodiversité menacée par les échanges possibles de gènes entre OGM et espèces sauvages apparentées? Qui veillera à la non-dissémination des pollens d'OGM capables de communiquer aux mauvaises herbes leurs moyens de défense contre les insectes et les virus? Les chercheurs rétorquent qu'on aurait tort de se focaliser sur la première génération d'OGM, forcément imparfaite. «Bientôt apparaîtront ceux de la deuxième, troisième, quatrième génération, qui répondront de mieux en mieux aux besoins du Tiers-Monde», affirme Jean-Claude Prot, qui dissèque actuellement le 12<sup>e</sup> chromosome du riz à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), un organisme public français affilié à l'International Rice Genome Sequence Project (IRGSP).

Avec la biogénétique, qui permet, par exemple, d'implanter le gène d'un insecte dans une plante, pourquoi s'interdire d'échafauder les projets les plus fous? Un riz qui serait sobre comme un chameau (au lieu de boire 4 à 5000 litres d'eau pour produire

un kilo), des bananes ou des pommes de terre porteuses de vaccins, des plantes enrichies en vitamines et en sels minéraux, d'autres qui régénéreraient les sols acides, dévastés par la surexploitation...

On comprend l'enthousiasme de certains chercheurs ou d'institutions philanthropiques, comme la Rockefeller Foundation, qui voient dans ce qu'ils appellent la «Double Révolution verte», fondée sur les biotechnologies, une manière de pallier les erreurs et les tragédies de la première Révolution verte. Certes, elle a permis, par la création de variétés de blé et de riz à haut rendement dans les années 60, de multiplier par deux la production de nourriture, tandis que la population mondiale doublait elle aussi. Mais ces semences, assoiffées d'intrants (irrigation, engrais, herbicides, pesticides), ont surtout profité à ceux qui avaient les moyens d'investir. L'Afrique et les terres les plus pauvres d'Asie et d'Amérique latine ont été sacrifiées. Pour ses bénéficiaires, comme en Chine et au Vietnam, le bilan reste mitigé: disparition de variétés traditionnelles, augmentation de la salinité des terres par l'irrigation, recours abusif aux herbicides, aux insecticides, au détriment de l'environnement et de la santé des agriculteurs...

### L'affaire du riz doré

Pour les partisans de cette future «Double Révolution verte», les OGM devraient permettre une nouvelle explosion des rendements, sans intrants et dans des conditions extrêmes de culture. Mais cela profitera-t-il aux plus pauvres? Jusqu'ici, les multinationales du secteur – des compagnies agrochimiques reconverties dans les «sciences de la vie» – consacrent la quasi totalité de leurs investissements aux cultures intensives intégrées à une filière industrielle. Autour de leurs découvertes, elles ont édifié des murailles de brevets, aux coûts prohibitifs. Seule, la recherche publique s'intéresse aux paysans insolubles de la zone tropicale. Démuni de moyens, le secteur public est contraint de passer des accords de coopération avec le privé, au risque d'y perdre son indépendance.

Pour leur part, les *majors* de la biotechnologie, accusées, surtout en Europe, de produire de la *frankenfood*, ont vite

perçu leur intérêt, en termes d'image, à contribuer au développement d'OGM pour le Tiers-Monde. Au terme de longues négociations, elles ont fini par accorder, à grand renfort de publicité, l'usage gratuit de 70 brevets pour permettre la mise au point, du «riz doré», un riz transgénique enrichi en bêta carotène. Trop vite annoncé comme un «riz miracle», destiné à lutter contre les carences en vitamine A qui tuent, chaque année, 1 à 2 millions d'enfants, le riz doré était pourtant loin d'être au point. Un institut de recherche public, l'International Rice Research Institute (IRRI) basé aux Philippines, estime qu'il lui faudra encore cinq à dix ans de recherche avant de pouvoir distribuer gratuitement des semences



Le Nerica, un riz miracle qui a du mal à s'implanter.

© A. Dudes/Gamma, Paris

aux agriculteurs dont les revenus n'excèdent pas 10000 \$ par an, selon les accords passés avec l'industrie.

Pour les ONG de défense de l'environnement et celles qui entendent préserver la biodiversité, comme le réseau RAFI (Rural Advancement Foundation International), cette «gigantesque opération de relations publiques... conforte l'emprise du régime de la propriété intellectuelle sur les pauvres» et «pourrait porter un coup fatal à d'autres solutions, plus efficaces, comme la réintroduction de fruits et légumes riches en vitamine, autrefois disponibles et bon marché».

Les OGM permettront-ils d'éradiquer la malnutrition? L'affaire du riz doré a campé les termes du débat. D'un côté, les «pour», selon lesquels il serait utopique d'attendre l'avènement d'un monde meilleur, alors que la technologie nous permet, ici et maintenant, de pallier ses défauts. «Si les pauvres n'étaient pas pauvres, ils pourraient s'acheter la nourriture dont ils ont besoin», argumente Gordon Conway, président de la Rockefeller Foundation. C'est

vrai, mais c'est aussi très simplificateur. Aucun signe n'indique que le monde s'engage dans la voie d'une vaste redistribution des richesses.»

### L'équité d'abord

Chez les opposants à la «Révolution OGM», les priorités sont exactement inverses: l'équité d'abord, la technologie ensuite. Sinon, on ne fera que répéter les erreurs de la Révolution verte, qui a «augmenté à la fois la production... et le nombre de pauvres», rappelle le Français Pierre-Jean Roca, directeur de l'Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement (IFED). En l'absence d'un système de crédit, ce sont les intermédiaires et les dominants qui se sont appropriés les semences améliorées, l'usage des pesticides. Les plus pauvres, eux, ont été contraints de s'endetter et de vendre leur terre aux plus riches. Sans mesures d'accompagnement, les OGM sont dangereux».

Pragmatique, Kanayo Nwanzé estime, quant à lui, que «les OGM ne sont pas une priorité. Il faut d'abord améliorer les conditions de la production agricole, dit-il, et la gestion des sols, éviter le durcissement des terrains après défrichage, diminuer les importations de riz dans les pays de l'Ouest africain, qui

sont des pays pauvres. Tout cela peut être atteint sans les OGM, qui ont l'inconvénient d'être des organismes qui risquent d'appauvrir la biodiversité». ■

1. En 1996-98, dont 792 millions dans les pays en développement (34% de la population de l'Afrique sub-saharienne, 35% de la population en Asie) et 34 millions dans les pays développés (source FAO, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).
2. U.N. World Population Prospects: the 1998 Revision (United Nations, New York, 1999).



OGM, le champ des incertitudes (UNESCO-Solagral, 2000). UNESCO, Programme MOST, 1, rue Miollis, 75015 Paris, France.  
[http://www.solagral.org/publications/environnement/pedago/ogm\\_unesco\\_2000/indexbis.htm](http://www.solagral.org/publications/environnement/pedago/ogm_unesco_2000/indexbis.htm)

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

# Nouvelle-Zélande: une expérience modèle

Grâce à Workbase, une ONG néo-zélandaise qui vient de recevoir le Prix de la Journée internationale de l'alphabétisation, les employées d'une maison de retraite ont repris confiance en elles.

LIBBY MIDDLEBROOK

JOURNALISTE AU NEW ZEALAND HERALD, SPÉCIALISTE DE  
L'ÉDUCATION.

Lorsqu'elle a commencé à travailler comme aide-soignante, il y a quatre ans, Julie Ahloo ne parlait à personne. Elle restait dans son coin pour dissimuler ses difficultés à lire et à comprendre les fiches des patients, truffées de termes médicaux. Cette femme de 34 ans, originaire des îles Samoa, n'osait pas non plus demander de l'aide, par crainte de perdre sa place...

A cette époque, plusieurs de ses collègues partageaient son sort dans la maison de retraite Mercy Parklands, à Auckland, une institution de 94 lits appartenant aux Sisters of Mercy (un ordre religieux catholique). Résultat: les fiches des patients, où les aides-soignantes étaient censées consigner leur alimentation et des informations sur leur état de santé, étaient de plus en plus lacunaires ou inexacts. Plusieurs, parmi les 45 aides-soignantes chargées de nourrir, vêtir et laver les patients, peinaient à lire les programmes hebdomadaires d'activité.

## L'alphabétisation sur les lieux de travail

«Ces programmes étaient pourtant très simples, confie la directrice, Jacki Richardson. Mais nous nous sommes aperçus que beaucoup de nos employées n'avaient aucune notion d'arithmétique.» Pour améliorer la qualité du service, la direction décide d'offrir des cours d'alphabétisation et de calcul à ses employées. Délivrés sur le lieu de travail, ils seront rémunérés, afin de motiver les candidates. L'objectif, précise Jacki



Un Maori de Nouvelle-Zélande apprend les bases de l'anglais.

© Jeff Watkins/ANP/NZ, Auckland

Richardson, est aussi de redonner confiance à des aides-soignantes, en général non qualifiées, qui sont d'origine Maori ou viennent des îles du Pacifique. L'anglais, pour la plupart, est une seconde langue. En outre, l'institution dispensera des cours à l'extérieur,

destinés aux employées et à leurs familles. «Nous voulions améliorer leur participation. Les aides-soignantes pensaient qu'elles n'avaient rien à dire, mais nous avons besoin de leur point de vue.»

La maison de retraite demande à Workbase, le centre national de

formation permanente, spécialisé dans l'alphabétisation et l'apprentissage de l'anglais, d'élaborer un programme adapté. Fondé en 1996, en partenariat avec les entreprises, le secteur éducatif et l'Etat, Workbase a un statut d'ONG et remplit sa mission sur les lieux de travail. Selon une enquête internationale menée par l'OCDE sur l'alphabétisation des adultes, en 1998, 40% des salariés de Nouvelle-Zélande n'avaient pas acquis un niveau suffisant de maîtrise de la langue pour se débrouiller au travail et dans la vie quotidienne. Workbase anime aujourd'hui plus de quarante projets, dans l'industrie, l'exploitation forestière et le bâtiment. Ils s'adressent surtout à des Maoris et à des ressortissants des îles du Pacifique et lient l'alphabétisation au vocabulaire technique nécessaire dans l'entreprise où ils se trouvent.

A Mercy Parklands, plus de 20 employées suivent des cours hebdomadaires depuis 1997, ce qui a permis à 12 aides-soignantes d'obtenir leur Certificat national d'aide aux personnes

âgées. Toutes ont commencé par acquérir les bases de la lecture, de l'écriture, du calcul et de l'expression orale, requises par le système national des examens de Nouvelle-Zélande. «*Au début, certaines n'osaient pas me montrer leurs réponses, se souvient la formatrice, Andy McNish. Maintenant, c'est un groupe vraiment "remonté", sûr de lui et plein d'idées.*»

### Un personnel plus motivé

Chaque semaine, Andi McNish passe une demi-heure avec chaque participante selon un programme personnalisé, comprenant devoirs à la maison et contrôles. Elle bénéficie de l'aide d'une infirmière diplômée, spécialement formée comme répétitrice. «*Nous rapportons tout à l'emploi. La lecture, par exemple, s'appuie sur le bulletin interne d'information du personnel*», explique Andi McNish, qui travaille pour Workbase dans plusieurs entreprises.

Cette initiative, qui coûte plus de 200 000 francs par an à la maison de

retraite, s'est révélée particulièrement positive: le nombre d'erreurs a diminué, le personnel est plus fiable et plus motivé.

La qualité des documents remis aux autorités sanitaires s'est améliorée. Et les aides-soignantes s'intéressent davantage au fonctionnement de la maison de retraite: elles n'ont plus peur de formuler des suggestions. «*Plus proches des patients, elles sont mieux à même de faire valoir leurs besoins*, souligne Jacki Richardson. *Aujourd'hui, c'est comme si nous travaillions avec un personnel entièrement différent.*»

Quatre ans après son premier cours, Julie Ahloo vient d'obtenir son premier diplôme – le Certificat national d'aide aux personnes âgées. Son salaire a augmenté et elle peut aider ses enfants à faire leurs devoirs. «*Je ne suis plus la même*, dit-elle. *J'avais honte de moi. Je voulais m'exprimer, mais je n'osais pas. Maintenant, je m'affirme, je prends de l'assurance.*» Julie Ahloo, qui a quitté l'école à 14 ans sans aucune qualification, veut entreprendre des études d'infirmière. ■

## NAMTIP AKSORNKOOL\*: LES SECRETS D'UNE ALPHABÉTISATION RÉUSSIE

Un pêcheur marocain qui acquiert de nouvelles compétences, une femme indienne qui atteint l'autonomie financière, un village rwandais qui repart de zéro... Chaque fois qu'un programme d'éducation améliore les conditions d'existence de quelques-uns, c'est une petite victoire dans la double bataille contre la pauvreté et l'analphabétisme.

Célébrée chaque année, le 8 septembre, la Journée internationale de l'alphabétisation est l'occasion de mettre en lumière un certain nombre d'expériences pilotes, récompensées par plusieurs prix prestigieux, mais aussi de réfléchir à la situation de l'éducation dans le monde. 900 millions d'adultes sont aujourd'hui analphabètes. Parmi eux, 2 sur 3 sont des femmes et ces chiffres pourraient bien s'accroître si les 110 millions d'enfants non scolarisés sont abandonnés à leur sort.

L'alphabétisation ne se limite pas à l'enseignement élémentaire de la lecture, de l'écriture et du calcul. Pour réussir, tout programme doit tenir compte du contexte économique, culturel et social dans lequel vivent les gens auxquels il s'adresse. L'aggravation de la pauvreté et les écarts croissants entre riches et pauvres, les ravages du sida, la mondialisation des échanges et l'explosion des technologies de l'information compliquent la tâche.

Dans ce contexte, les programmes à court terme les mieux intentionnés ne sauraient suffire pour répondre aux défis. Grâce à l'expérience accumulée et aux travaux des chercheurs, on comprend mieux, aujourd'hui, les processus d'acquisition de l'écrit. Sur le terrain, pourtant, des méthodes désuètes prévalent toujours. Si tout le monde reconnaît la nécessité de lier acquisition scolaire et périscolaire, alphabétisation des adultes et des enfants, ces soucis sont encore trop rarement pris en compte dans l'élaboration des programmes.

Pour être fructueux, un programme d'alphabétisation doit être précisément ciblé et répondre aux préoccupations des personnes auxquelles il s'adresse, en tenant compte de leurs demandes les plus immédiates. Plus encore que l'indépendance économique et l'équilibre psychologique, tout programme doit viser à développer la confiance en soi, à aider les gens à se prendre en charge, à leur fournir les outils nécessaires pour faire face aux difficultés qu'ils sont susceptibles de rencontrer.

Bien souvent, les projets les plus efficaces ne relèvent pas, à proprement parler, de l'alphabétisation. La prévention du sida, par exemple, ou l'accès des plus pauvres aux technologies de l'information et de la communication sont des biais très fructueux, parce que, dans ces domaines, aucun progrès n'est possible sans la maîtrise de l'écrit.

Les Nations unies s'apprentent à lancer la Décennie de l'alphabétisation. Cette décision devrait inciter les Etats à accroître leurs budgets. La pauvreté et l'analphabétisme sont deux facettes d'une même réalité. Pour les éliminer, la volonté politique est indispensable. Sans une alphabétisation de tous, l'éducation pour tous, objectif proclamé de la communauté internationale, restera une utopie. ■

\* Section pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle de l'UNESCO.

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

## L'hébreu, avec peine

Comme tous les immigrants en Israël, les Juifs d'Éthiopie apprennent l'hébreu. Mais comment acquérir une langue quand on ne partage pas une culture commune?



L'apprentissage mécanique de l'hébreu ne convenait pas du tout aux adultes éthiopiens.

**ALLYN FISHER-ILAN**

JOURNALISTE AU JERUSALEM POST, SPÉCIALISTE DE L'ÉDUCATION.

Tout enseignement doit être adapté à ceux qui le reçoivent», énonce Meir Peretz, responsable de la formation des adultes au ministère israélien de l'Éducation. Application pratique: il vient d'élaborer une nouvelle méthode d'apprentissage de l'hébreu destinée aux immigrants juifs illettrés, en provenance d'Éthiopie.

Depuis le début des années 80, Israël les a accueillis par dizaines de milliers, y compris en organisant deux ponts aériens spectaculaires. Plus de 40 000 sont «montés» en Israël dans les seules années 90 et, aujourd'hui encore, une centaine contiennent d'affluer chaque semaine.

Le gouvernement consacre, chaque année, quelque 200 millions de francs à l'acquisition de l'hébreu, obligatoire pour tous les nouveaux arrivants, quelle que soit leur origine. En ce qui concerne les Éthiopiens, la tâche n'est pas facile, dans la mesure où 90% d'entre eux ne savent ni lire ni écrire dans leur propre langue, l'amharique. «C'est une situation unique

au monde», déclare Meir Peretz: des personnes, en majorité illettrées, apprennent en même temps à lire, à écrire et à converser dans une langue étrangère.»

Il y a plusieurs années déjà que le responsable de la formation des adultes a fait ce constat: l'apprentissage mécanique du vocabulaire et de la grammaire, tel qu'on l'enseigne à tous les immigrants pendant les dix mois de cours obligatoires dispensés par l'État, ne convient pas du tout à la majorité des adultes éthiopiens. Leur insertion dans la société israélienne s'en est trouvée fortement compromise.

### Comment traduire le mot «lunettes»?

Obstacle majeur: un fossé énorme entre la culture rurale des Éthiopiens et le mode de vie occidental de leur pays d'adoption. «Quand un immigré anglophone veut savoir comment on dit "lunettes" en hébreu, je peux l'aider», explique Meir Peretz. Mais face à un interlocuteur qui ignore l'existence même des lunettes, j'ai un problème culturel.»

Pour le résoudre, Meir Peretz a fait appel à d'anciens immigrants de langue maternelle amharique. Ils apportent un renfort décisif à l'enseignant pendant un quart, au moins, des 25 heures de cours

hebdomadaires. C'est ainsi qu'Isayas Hawaz, 25 ans, qui vit en Israël depuis quatre ans, apporte son aide aux équipes du centre de Mevasseret Zion, un faubourg de Jérusalem. «Quand je suis arrivé, les leçons d'alphabet n'avaient pour moi aucun sens. Je n'avais qu'une envie: m'enfuir en courant! Des Éthiopiens plus âgés sont alors venus nous traduire les cours et les choses ont pris une autre dimension», explique-t-il.

### Il faut arroser les graines que l'on sème

Le programme cherche aussi à éveiller l'intérêt des élèves par des discussions sur l'actualité du moment ou sur les événements culturels. «Attendre que quelqu'un maîtrise l'hébreu pour lui expliquer ce qui se passe dans ce pays ne me paraît pas une bonne idée», affirme Meir Peretz.

Par une chaude après-midi de juillet, au centre de Mevasseret Zion, l'enseignante, Rina Rossler, évoque la journée de jeûne qui marque l'anniversaire de la destruction du Second Temple, à l'époque romaine. Elle lit une légende sur l'origine du Premier Temple: Dieu aurait choisi ce lieu parce que deux frères s'y seraient réconciliés. Puis elle écrit les verbes clés au tableau, en hébreu, et demande aux élèves de les traduire en amharique. «Le temple devait être construit en un lieu où...», lance-t-elle. «...où règne l'amour», répond Sana'it Farada, 20 ans, un Éthiopien récemment arrivé de la région de Gondar.

Noa Navot, la directrice du centre, estime, quant à elle, que seule la moitié de ses élèves – ceux qui ont déjà été scolarisés en Éthiopie –, parviendront à acquérir une maîtrise suffisante de l'hébreu pour trouver un emploi. Elle souhaiterait prolonger les cours: «si l'on sème des graines et qu'on ne les arrose pas, elles se dessèchent», dit-elle.

Très peu d'immigrés, cependant, réclament une extension de leurs cours, selon Meir Peretz, qui explique qu'un nouveau projet vise à associer l'enseignement de l'hébreu et la formation professionnelle. «La clé du succès, conclut-il, c'est la patience réciproque.» ■



# COULEUR, NAT Pourquoi

## Sommaire

### 1 / Les nouveaux habits du racisme

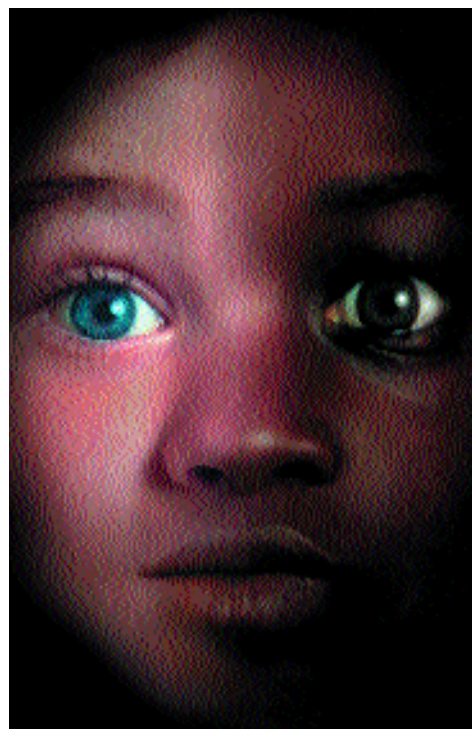
- 18** Ces Indiens qu'on ne voit pas  
Andrea Aravena Reyes
- 21** Fortune et décadence du racisme scientifique  
George M. Fredrickson

### 2 / Les visages cachés du racisme

- 24** Fausses notes dans la samba brésilienne  
Diane Kuperman
- 27** Inde: un apartheid caché?  
Dr Gopal Guru, avec Shiraz Sidhva
- 30** La Côte-d'Ivoire empoisonnée par la xénophobie  
Theophile Kouamouo
- 33** La forteresse Europe entrouvre ses portes  
Ivan Briscoe
- 36** Le racisme mondialisé  
Entretien avec Alberto Burgio

**V**is-à-vis du racisme, «la pire des attitudes est de se taire», écrit ci-contre l'international français de football, Lilian Thuram. Comme en écho, les ONG mobilisées pour la conférence mondiale sur ce fléau (Durban, Afrique du Sud, 31 août - 7 septembre) veulent que s'y fasse entendre la voix des victimes. Soumises à des formes multiples de discrimination raciale, elles sont encore des centaines de millions. Certes, le racisme institutionnel, ultime avatar du mythe de l'infériorité congénitale de certaines «races», est mort avec l'apartheid. Né à la Renaissance, nourri de la pensée religieuse puis scientifique, il a culminé dans le nazisme (pp 21-23). Aujourd'hui totalement discrédité, son héritage sévit pourtant, notamment vis-à-vis des Noirs d'Amérique latine (pp 24-26). Mais surtout, son déclin n'entraîne pas la fin de la discrimination raciale, fondée, comme le stipule l'ONU, sur «la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique». Les victimes de cet «apartheid masqué» ne le sont plus au nom d'une «infériorité» biologique, mais par tradition religieuse, comme les «basses castes» dans le sous-continent indien (pp. 27-29), ou du fait de l'instabilité politique et économique, qui nourrit les vagues xénophobes en Afrique noire (pp. 30-32). Ces victimes le sont aussi au nom d'une «différence culturelle», irrémédiable au point que celle-ci rendrait impossible toute relation harmonieuse avec elles. C'est bien sûr le cas de nombre de peuples indigènes, comme à Santiago du Chili (pp. 18-19), ou d'immigrés en Europe de l'Ouest (pp. 33-35). Et, dans ce dernier cas, ce racisme n'aurait rien de «spontané»: il serait intimement lié aux tensions que génère la mondialisation (pp. 36-37).

Dossier conçu et coordonné par René Lefort et Ivan Briscoe, respectivement directeur et journaliste du Courrier de l'UNESCO.





# ION, ETHNIE, CASTE... le racisme?

O P I N I O N

## SE TAIRE: LA PIRE DES ATTITUDES

LILIAN THURAM

MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE DE FOOTBALL.

Ma première confrontation avec le racisme a eu lieu en France. J'avais neuf ans. Dans mon école, les Noirs étaient affublés d'un sobriquet. Était-ce du racisme? Chez les enfants, c'est plutôt de la bêtise, mais cela me touchait. Je venais de la Guadeloupe, où de nombreuses communautés vivent ensemble. Là-bas, je n'avais ressenti aucune discrimination.

Le racisme n'est pas naturel. Il est pensé. Il est généré par des adultes qui établissent des différences entre les couleurs de peau et les cultures. Pour en venir à bout, le rôle de l'école est primordial. Or, on y parle de «races humaines» alors qu'il n'existe qu'une seule race et qu'il serait plus juste de parler de différentes communautés.

L'histoire des peuples est très mal enseignée: chaque pays se l'approprie pour démontrer que son comportement passé a été juste. De même, j'ai toujours été choqué que les Noirs n'apparaissent dans l'Histoire qu'à propos de l'esclavage. Leur situation, avant cette page dramatique, n'est jamais évoquée, comme s'ils avaient toujours été des esclaves! Leur véritable histoire, leur culture est trop souvent bafouée. Il s'agit d'un vide historique, d'une voile sur la mémoire de ces peuples.

Un vrai travail de mémoire est indis-

pensable pour qu'on ait, un jour, l'espoir d'éradiquer le racisme. Certaines nations doivent reconnaître leurs torts passés, notamment vis-à-vis de l'esclavage qui, selon moi, est une des sources du racisme. La vérité doit être écrite, non dans un esprit de vengeance mais afin d'engager une véritable réconciliation.

Or, ce combat est loin d'être gagné. Lorsque j'ai rejoint un club italien, en 1996, je n'ai d'abord ressenti aucune manifestation de racisme ou de xénophobie. Puis la situation s'est brutalement dégradée. Pourquoi ce rejet de l'autre? Pourquoi cette agressivité? Ces questions restent sans réponse.

J'ai vécu une expérience douloureuse lors d'un match, à Parme, qui était alors mon club. Des supporters se sont mis à chanter, à propos de deux joueurs noirs: «*Ba mange des bananes sous la case de Weah*». À la fin de la rencontre, j'ai évoqué cet incident avec d'autres membres du club. J'ai ressenti une indifférence que j'ai refusée. Se taire est la pire des attitudes. La lutte contre le racisme est aussi une lutte contre le silence.

Lors de rencontres régulières avec des écoliers italiens, je m'obstine à expliquer le rôle important du brassage des communautés, porteur d'un enrichisse-

ment indispensable. J'ai la conviction que ces jeunes ne cautionnent pas les manifestations racistes qui se donnent libre cours dans les stades.

Il ne suffit pas d'évoquer ce qui est positif. Il faut affronter aussi ce qui est négatif et, ainsi, poursuivre la réflexion. Le mal doit être combattu immédiatement afin d'éviter qu'il ne débouche sur des situations intolérables. Et si je prends en exemple le football, un vecteur social très important, c'est pour qu'on élimine toute forme de racisme dans les stades, pour empêcher que certaines personnes n'utilisent ce sport pour faire passer des messages inadmissibles.

Ma déception est de constater que le racisme est toujours présent. Il existe depuis des siècles. On veut nous faire croire que nous vivons dans un monde merveilleux, qui a rapproché les hommes grâce aux nouvelles technologies. Mais le constat est brutal: nous n'avons pas beaucoup progressé spirituellement. Le droit à la différence, même pour ses plus proches voisins, n'existe pas. La globalisation, telle que je la conçois, passe par le respect de l'autre et donc le respect de sa différence, puisque nous avons chacun une histoire différente. ■

# 1. LES NOUVEAUX HABITS DU RACISME



A Santiago du Chili, des Indiens mapuches manifestent pour leurs droits.

© Dick Ross/INRAIR, Anhem

## Ces Indiens qu'on ne voit pas

Bien qu'ils soient de nationalité chilienne, les 500 000 Indiens mapuches que l'exode rural a poussés à Santiago, vivent comme des citoyens de seconde zone, condamnés à dissimuler leur identité.

ANDREA ARAVENA REYES

ANTHROPOLOGUE ET ÉCRIVAIN CHILIENNE, RESPONSABLE A SANTIAGODU CHILI DE L'OFFICENATIONAL DUDÉVELOPPEMENT DESINDIGÈNES (CONADI).

**L**es Indiens mapuches représentent 10% de la population adulte du Chili. La moitié d'entre eux, soit 500 000 environ, vivent à Santiago, la capitale du pays. Pour la majorité des Chiliens, cependant, un Mapuche est un paysan qui vit sur une réserve dans l'Araucanie, une région du sud, et qui lutte pour sa terre. Les autres sont ignorés. Et discriminés.

Au Chili, comme dans la plupart des pays latino-américains, il existe une loi sur les indigènes qui punit la discrimination. Mais ceux qu'elle est censée protéger la jugent inefficace. «*Quand quelqu'un va se plaindre d'un fait de discrimination chez les carabinieri (la police militaire), ces derniers ne connaissent*

*pas la loi*, raconte Elba Colicoi, une habitante de la commune de Peñalolen. *Ils regardent leur interlocutrice en faisant mine de s'étonner et, après avoir bien ri, ils lui disent: "Madame, vous feriez mieux de rentrer bien tranquillement chez vous". Mais si une mère mapuche gifle son enfant parce qu'il ne se conduit pas bien, et qu'une voisine va la dénoncer pour violence familiale, alors les carabinieri vont l'écouter, parce qu'ils croient tout ce que disent les Chiliens...*»

Dans la langue mapudungun, le mot *mapuche* signifie «*les gens de la terre*». Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, quand le Chili était encore une colonie espagnole, les Mapuches occupaient un territoire aussi grand que le Portugal, soit 100 000 km<sup>2</sup>, au centre du pays. De



## CONFÉRENCE DE DURBAN: LA TRAITE DES NOIRS EN DÉBAT

Depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, la communauté internationale a fait des progrès considérables dans la lutte contre le racisme, mais le mal persiste. Le rêve d'un monde libre de toute haine et de tout préjugé racial n'est toujours pas réalisé, bien que la science ait démontré récemment, une fois de plus, par l'établissement de la carte du génome humain, que nous appartenons tous à une seule et même famille humaine.

La Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance (Durban, Afrique du Sud, 31 août — 7 septembre 2001), s'inscrit dans le cadre des mesures prises par l'Organisation des Nations unies pour combattre ces fléaux. Depuis la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948), l'ONU a adopté une série de conventions et de déclarations, proclamé une Année internationale de la mobilisation contre le racisme (2001), organisé trois Décennies de lutte contre le racisme (1973-1982, 1983-1992, 1994-2003), ainsi que deux conférences mondiales sur le même thème à Genève (1978 et 1983).

Alors que les conférences précédentes s'étaient focalisées sur l'apartheid, à Durban, les délégations se pencheront sur un éventail beaucoup plus large, et donc plus controversé, de questions reflétant les manifestations complexes des préjugés raciaux et de l'intolérance: les exclusions politique, sociale et économique, les migrations et le trafic d'êtres humains, la situation des peuples autochtones, la protection des droits des minorités, le rôle des médias, d'Inter-

net, de la religion et de l'éducation... La Conférence a pour objectif d'examiner les progrès accomplis en matière de lutte contre le racisme, de réévaluer les obstacles, de déterminer les causes et les victimes du racisme, de proposer des mesures en matière de prévention, d'éducation et de protection, d'élaborer des stratégies de lutte sur le plan international.

Une question cruciale est inscrite pour la première fois à l'ordre du jour: celle de la traite négrière. Sera-t-elle proclamée crime contre l'humanité? Selon Doudou Diène, directeur de la division des projets interculturels de l'UNESCO, «il existe un consensus théorique pour la reconnaissance de la traite négrière comme crime contre l'humanité». Mais à propos des mesures d'indemnisation, les points de vue divergent. Deux thèses s'affrontent. L'une exige une réparation matérielle. L'autre insiste sur la réparation morale et historique. Pour les défenseurs de cette thèse, l'argent ne peut pas absoudre quatre siècles de tragédie. En revanche, proclamer la traite négrière crime contre l'humanité, l'inscrire comme telle dans les manuels et les livres d'histoire, faire en sorte que l'humanité se sente concernée par le destin de tous ces êtres humains, serait la meilleure façon de réparer l'injustice. A ces mesures, pourrait s'ajouter l'annulation de la dette des pays africains, qui leur permettrait de relancer leur économie avec dignité et optimisme. ■

1866 à 1927, ils ont été relégués sur 5 000 km<sup>2</sup> de réserves, à peine plus de 5% de leur territoire d'origine. D'après le recensement de 1992, ils seraient 928 000 au Chili. Les restrictions imposées sur leurs droits de propriété et l'appauvrissement ont été à l'origine d'un exode rural massif. Après 135 années d'afflux vers les villes, le plus souvent sous la forme d'un déplacement forcé, la moitié de cette communauté se concentre à Santiago et dans son aire métropolitaine. Enfants compris, un habitant sur dix du Grand Santiago est mapuche. Pour qualifier ce phénomène, certains intellectuels indigènes parlent de «diaspora mapuche».

Aujourd'hui, 20% seulement de la population mapuche vit sur les réserves. Plus ou moins consciemment, pourtant, la mentalité collective chilienne continue à les percevoir au travers de stéréotypes qui font obstacle à leur insertion dans la communauté nationale. Et les médias contribuent largement à entretenir une image négative des Mapuches, en les assimilant à un état de pauvreté permanente.

### Une spirale négative

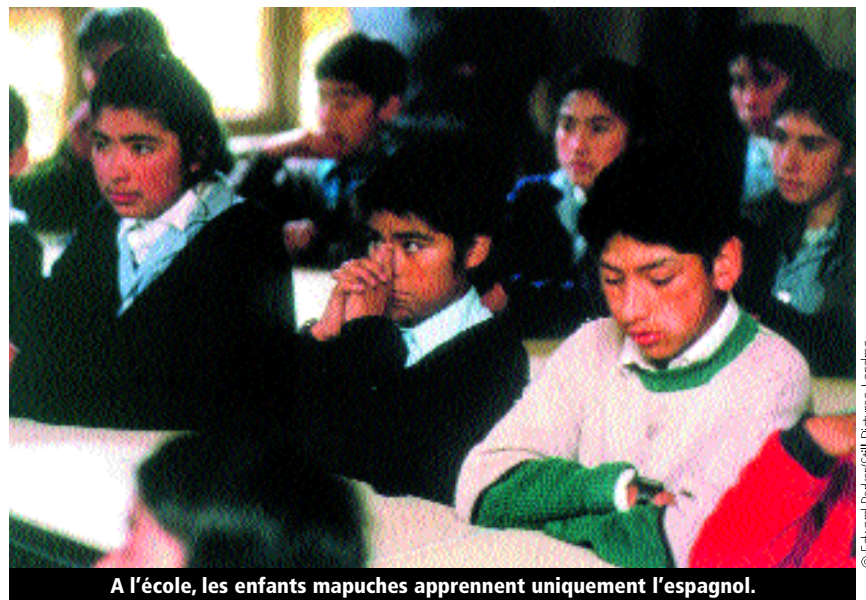
Ces dernières années, plus de 70 organisations sont nées dans la diaspora mapuche. Elles s'efforcent d'en finir avec la discrimination et les a priori véhiculés par l'opinion. Que l'on cesse enfin, disent-elles, de les considérer comme des paresseux, culturellement attardés, des alcooliques ou des délinquants en puissance.

Afin de ne pas subir ces préjugés, nombreux sont les Mapuches qui s'efforcent de dissimuler leurs origines, qui refusent de parler leur propre langue et qui changent de nom, malgré les nouvelles difficultés

que posent ce déni d'identité. Mais à tout prendre, ils préfèrent passer pour de «vrais» Chiliens, des Méridionaux d'origine paysanne, si cela leur permet de camoufler leur identité. Ainsi, contribuent-ils à créer leur propre invisibilité.

Comme cela se passe souvent dans les situations de ce type, les Mapuches, placés en situation d'infériorité, en viennent à se mésestimer et, par là même, à s'auto-marginaliser. Cette spirale négative fait obstacle à leur intégration.

Une grande majorité d'entre eux vivent reclus dans les *poblaciones*, ces zones d'habitat précaire qui se sont développées autour de Santiago au cours



A l'école, les enfants mapuches apprennent uniquement l'espagnol.

© Edward Parfear/Still Pictures, Londres

du siècle dernier. Là encore, ils sont tenus à l'écart par leurs propres voisins, qui partagent pourtant le même sort, fait de pauvreté et d'exclusion.

«*Même dans nos quartiers, nous sommes mal vus par les Chiliens, affirme Juan Lemugnier, l'un de leurs dirigeants. Quand nous passons à leur portée, ils s'arrangent toujours pour qu'on entende siffler une injure "mapuchito" ou "indiano". Ils nous considèrent vraiment comme des êtres inférieurs. Lorsqu'on apprend à se connaître, leurs préjugés tombent mais c'est toujours à nous de faire les premiers pas.*»

Pour les enfants, le bilinguisme est un problème crucial. A la maison ils parlent leur langue, le *mapudungun*, ignorée dans la plupart des écoles, où l'on enseigne l'espagnol et les langues étrangères. Il s'agit d'un véritable handicap pour l'apprentissage de leur langue, comme pour l'assimilation de leur culture. De plus en plus souvent, leurs parents choisissent de ne pas communiquer avec eux en *mapudungun* pour leur faciliter l'apprentissage de l'espagnol et leur éviter les railleries de leurs camarades. Pour ces enfants, il en résulte une véritable mutilation linguistique. Un membre d'une association se souvient d'avoir été surnommé *el Chamaco* (le Mexicain) pendant toute son enfance, parce que les habitants de la capitale étaient surpris par son accent.

Par ailleurs, quand les dirigeants des organisations, décidés à assumer leur identité et à en finir avec l'invisibilité, habillent leurs enfants de vêtements traditionnels mapuches pour les envoyer à l'école, ils se heurtent à l'opposition des inspecteurs qui leur refusent l'accès aux établissements scolaires. On ne les autorise à porter leurs habits que lors des



Un demi-million de Mapuches vivent dans la capitale.

fêtes folkloriques, autrement dit, à se déguiser occasionnellement en Indiens.

En ville, le plus souvent, les Mapuches occupent des emplois peu qualifiés et précaires. Ils perçoivent de bas salaires pour de longues journées de travail. A la discrimination portant sur leur apparence physique s'ajoute, de la part des employeurs, une grande exigence accompagnée de mauvais traitements.

«*Les employeurs, explique Juana Coliqueo, de la commune de Quillieura, sont réticents à nous embaucher, sous prétexte que les Mapuches seraient des semeurs de trouble. Quand ils nous recrutent, ils veulent que nous restions à la cuisine ou dans l'arrière-boutique, là où personne ne nous verra... Avez-vous remarqué que plus une entreprise est prestigieuse, plus on y trouve de secrétaires aux cheveux blonds et aux yeux bleus?*»

Pour les femmes, les emplois de domestiques sont les plus fréquents. Ils leur assurent l'hébergement et la nourriture, et les maintiennent à l'écart de la société. Les hommes, eux, travaillent souvent dans le bâtiment ou encore aux fournils des boulangeries, où on les incite à dormir le jour pour travailler la nuit. Ces emplois non choisis et dévalorisés représentent toutefois leur principale source de travail. En vivant ainsi cachés, ces Mapuches évitent la discrimination et commencent l'apprentissage du monde urbain.

Bien que la législation nationale, comme celle de nombreux autres pays, définit la discrimination pour raisons ethniques comme un délit, celle-ci se manifeste ouvertement à l'encontre d'un demi-million de citoyens qui, pour être acceptés, doivent accepter l'humiliation de masquer leur identité au point d'en devenir invisibles.

## LE RACISME : UN LEXIQUE MODERNE

En 1965, pour les Nations unies, la discrimination raciale « vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale).

Selon le Petit Robert, le mot racisme apparaît dans le lexique français en 1902. C'est la « théorie de la hiérarchie des races qui conclut à la nécessité de préserver la race dite supérieure de tout croisement et à son droit de dominer les autres ».

De nombreux termes liés à cette notion apparaissent dans la même période : lynchage, en 1883, antisémitisme, en 1889, ethnisme, en 1896 (« on serait porté à croire que cette notion a reçu une définition claire. Ce n'est pourtant pas le cas », explique le Dictionnaire de sociologie d'André Akoun et Pierre Ansart, aux éditions Le Robert-Seuil), pogrom, en 1903. Tous ces mots sont contemporains de l'expansion rapide du capitalisme, au tournant du <sup>xx</sup>e siècle. L'énorme mouvement de migrations qu'elle provoque n'aura pas d'équivalent avant les années 1980. Entretemps, d'autres mots sont apparus : ségrégationnisme et intégration, dans les années 1950; multiracial (1965) et multiculturalisme (1971), autrement dit : « coexistence de plusieurs cultures dans un même pays » selon le Petit Robert. ■

## 1. LES NOUVEAUX HABITS DU RACISME

# Fortune et décadence du **racisme scientifique**

La notion de «race» est une invention européenne, élaborée à la Renaissance. Elle s'est nourrie d'interprétations religieuses puis scientifiques. Aujourd'hui, le racisme officiel a disparu. Mais le racisme ?

**GEORGE M. FREDRICKSON**

PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DE STANFORD (ETATS-UNIS), AUTEUR DE *THE COMPARATIVE IMAGINATION: ON THE HISTORY OF RACISM, NATIONALISM AND SOCIAL MOVEMENTS* (UNIVERSITY OF CALIFORNIA PRESS, 1997).

Il y a racisme quand un groupe ethnique ou une collectivité historique en domine une autre, l'exclut, ou cherche à l'éliminer, en invoquant des différences héréditaires et immuables. Les justifications idéologiques du racisme, ainsi définies, apparaissent en Occident au début de l'époque moderne. Quelle que soit l'ampleur des discriminations ou des rivalités entre communautés, aucune manifestation évidente de racisme n'est décelable dans aucune autre civilisation, ou en Europe, jusqu'au Moyen Âge.

Peut-être faut-il voir dans l'identification des Juifs au diable et à la sorcellerie, par la pensée populaire des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, le premier signe de cette

conception raciste du monde. L'Espagne du XVI<sup>e</sup> siècle officialise ce type d'attitudes quand elle soumet les Juifs convertis *et aussi leurs descendants* à un ensemble de discriminations et d'exclusions.

Pendant cette même période – la Renaissance et la Réforme – les Européens multiplient les contacts avec des peuples à la peau plus sombre, en Afrique, en Asie et aux Amériques, et commencent à porter des jugements sur eux. Ils réduisent les Africains en esclavage pour des raisons avant tout économiques – le besoin de main-d'œuvre sur les plantations du Nouveau Monde –, mais l'argument officiel est qu'il s'agit de païens. Négriers et propriétaires d'esclaves invoquent parfois un passage de la *Genèse*: en



Des Juifs mis au bûcher par l'Inquisition (gravure éditée à Nuremberg en 1493).

**«On est peut-être  
venus par des  
navires  
différents, mais  
aujourd'hui on  
est tous sur  
le même bateau.»**

Martin Luther King, militant  
américain  
des droits civiques  
(1929-1968)

péchant contre son père Noé, Cham a condamné tous ses descendants, présumés noirs, à être «*les derniers des serviteurs de leurs frères*». Lorsqu'en 1667, la Virginie décrète que les Noirs convertis peuvent être maintenus en esclavage parce qu'ils descendent de païens, la justification de l'asservissement quitte le terrain religieux pour se rapprocher de la notion de race. Dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, les lois de l'Amérique du Nord anglaise interdisent les mariages entre Blancs et Noirs, et instaurent des discriminations à l'égard des Métis nés de liaisons hors mariage. Sans le formuler, ces lois présupposent que les Noirs sont intrinsèquement différents et inférieurs.

L'époque des Lumières élabore une théorie scientifique de la race, qui se dissocie des enseignements de la Bible et de leur insistance sur l'unité essentielle de l'espèce humaine. Pour les ethnologues du XVIII<sup>e</sup> siècle comme Linné, Buffon ou Blumenbach, les êtres humains sont partie intégrante de la

diminuer le racisme. Moins strictement hiérarchiques, les relations interraciales sont de plus en plus placées sous le signe de la compétition. Les mutations rapides et le climat d'incertitude, liés à l'expansion du capitalisme industriel, poussent à rechercher des boucs émissaires. L'insistance du darwinisme sur la «*lutte pour la vie*» et la «*survie des plus aptes*» conduit à l'émergence d'un nouveau racisme scientifique, alors même que les relations entre races sont considérées, de plus en plus, comme un sujet de conflit et non plus comme le résultat d'une hiérarchie stable.

## Le racisme n'atteint son apogée qu'au XX<sup>e</sup> siècle

Avec le nationalisme, notamment un nationalisme culturel romantique alliant patrimoine ethnique (reçu par les liens du sang) et sens de l'identité collective, un nouveau racisme se développe, particulièrement en Allemagne. A partir de la fin des années 1870 et du début des années 1880, les inventeurs du mot «antisémitisme» formalisent une notion jusque-là confusément présente chez certains nationalistes: être Juif en Allemagne, ce n'est pas seulement adhérer à un ensemble de croyances religieuses ou de pratiques culturelles, c'est appartenir à une race qui est l'antithèse de celle des véritables Allemands.

En cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'impérialisme occidental atteint son apogée. Le «partage de l'Afrique» et l'expansionnisme en Asie et dans le Pacifique sont l'occasion d'affrontements privilégiés entre les nationalismes ethniques des divers pays européens (et des États-Unis, à partir de la guerre hispano-américaine de 1898). Le colonialisme confirme aussi cette prétention des Européens à un «droit inné», fondé sur la science, qui les autoriserait à assujettir les Africains et les Asiatiques.

C'est seulement au XX<sup>e</sup> siècle, néanmoins, que le racisme atteint son apogée. Dans le sud des États-Unis, les lois ségrégationnistes réduisent les Noirs à un statut de caste inférieure. La contamination sexuelle, par le biais du viol ou du mariage, est la hanche de ce régime. Ce qui explique ses tentatives pour empêcher toute union entre un Blanc et quiconque serait d'origine africaine.

Le projet d'extermination d'un groupe ethnique dans sa totalité par l'Allemagne nazie est la manifestation la plus extrême de l'idéologie raciste. On a dit que Hitler avait donné mauvaise réputation au racisme. La révolte morale provoquée dans le monde par le nazisme, ainsi que les nombreux travaux scientifiques qui sapent les fondements de la génétique raciste (l'eugénisme), ont jeté le discrédit sur le racisme scientifique, influent aux États-Unis et en Europe avant la Deuxième Guerre mondiale.

Les nouvelles nations créées au lendemain des décolonisations portent, elles aussi, un coup redoutable au racisme explicite. Aux États-Unis, la lutte pour les droits civiques – qui obtient, dans les années 1960,



Une vente d'esclaves en Virginie (Etats-Unis), en 1861.

nature et se divisent en trois puis en cinq races, généralement considérées comme des variantes d'une même espèce humaine. A la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cependant, un nombre croissant d'auteurs, surtout parmi les partisans de l'esclavage, affirment que les races constituent autant d'espèces distinctes.

Le XIX<sup>e</sup> siècle est l'époque de l'émancipation, du nationalisme et de l'impérialisme, qui tous contribuent à l'intensification du racisme idéologique. Si les partisans de l'affranchissement des esclaves noirs et des Juifs des ghettos se recrutent essentiellement parmi ceux, religieux ou laïcs, qui croient en l'égalité fondamentale de tous les humains, ces réformes ont pour conséquence d'intensifier et non de

## LES ACTIONS DE L'UNESCO CONTRE LE RACISME

La lutte contre le racisme est inscrite dans l'acte constitutif de l'UNESCO, qui dénonce « l'ignorance et les préjugés, le dogme de l'inégalité des races et des hommes ». Depuis plus d'un demi-siècle, l'Organisation s'attaque aux racines du mal. Cette dimension est présente dans les programmes d'enseignement qu'elle contribue à élaborer, comme dans les cours de nombreux professeurs appelés à occuper les chaires Unesco dans les universités des pays en voie de développement. Par ailleurs, en participant à la rédaction de textes internationaux, comme en intervenant dans le débat d'idées, l'UNESCO combat les préjugés et le mépris culturel, qui sont au fondement de la notion de racisme.

L'objectif de ce travail de longue haleine est de surmonter les obstacles à la connaissance de l'autre, mais aussi de prouver que l'histoire de l'humanité est faite d'interactions. Qu'il n'existe pas de peuple, d'ethnie ou de race « pure ». Que toute culture est le fruit de dialogues.

En valorisant le pluralisme culturel, des projets tels que « La Route de la soie » (lancé en 1988), « La Route de l'esclave » (1994), « Les Routes du fer en Afrique » (1995) permettent à l'UNESCO de s'attaquer au racisme, en mettant en relief les liens culturels et spirituels qui existent entre les peuples. On retrouve ce même souci dans l'élaboration des ouvrages d'Histoire publiés par

l'UNESCO. L'Histoire de l'humanité, L'Histoire générale de l'Afrique, L'Histoire des civilisations de l'Asie centrale, L'Histoire générale de l'Amérique latine, Aspects de la culture islamique et L'Histoire générale des Caraïbes visent tous à éclairer le développement humain dans sa complexité et ses contradictions.

D'autres projets comme « Dialogue interculturel au quotidien », MUSIC (Musique, urbanisme, intégration sociale et culture) ou « Culture de quartier » s'adressent principalement aux jeunes.

L'UNESCO combat aussi le racisme par le biais des sciences exactes. Son Comité international de bioéthique (CIB), composé de 55 membres (scientifiques, juristes, économistes, démographes, anthropologues, philosophes, nutritionnistes...) a élaboré une Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme (DUGHDH), adoptée en 1997. Deux décennies après la Déclaration de l'UNESCO sur la race et les préjugés raciaux (1978), ce premier texte international sur la bioéthique invalide définitivement les fondements pseudo-scientifiques du racisme. ■

l'abrogation des lois ségrégationnistes – trouve un soutien décisif dans le sentiment croissant qu'injurier ou maltraiter un Noir, c'est porter atteinte aux intérêts nationaux. Dans la lutte que se livrent les États-Unis et l'Union soviétique pour gagner « le cœur et l'esprit » des États africains et asiatiques indépendants, les comportements et l'idéologie ségrégationnistes deviennent une source d'embarras national, aux éventuelles conséquences stratégiques négatives.

### Un nouveau racisme culturel

Un seul régime raciste survit à la Deuxième Guerre mondiale et à la Guerre froide: l'Afrique du Sud. Les lois d'apartheid, adoptées en 1948, qui interdisent les mariages et les relations sexuelles entre les différents « groupes de population » et imposent aux Métis et aux Noirs de résider dans des zones séparées, trahissent une véritable obsession de la « pureté raciale ». Mais, au lendemain de l'Holocauste, l'opinion internationale incite les partisans de l'apartheid à fonder leur défense du « développement séparé » sur des raisons culturelles plutôt que physiques.

La défaite de l'Allemagne nazie, la déségrégation du Sud des États-Unis et l'établissement d'un gouvernement démocratique en Afrique du Sud laissent à penser que les régimes fondés sur le racisme biologique ou la pureté culturelle appartiennent au passé. Mais le racisme n'exige pas le soutien explicite de l'État et de la Loi. Il n'exige pas non plus de références à l'inégalité biologique. Les discriminations institutionnelles ou individuelles peuvent persister et même prospérer, comme les historiens du Brésil le notent aujourd'hui. L'invocation de différences culturelles profondément ancrées pour justifier l'hostilité ou la discrimination à l'encontre des immigrants – Algériens en France, Turcs en Alle-

agne, Pakistanais en Grande-Bretagne ou Mexicains aux États-Unis – incite à parler d'un nouveau « racisme culturel », même si le groupe dominant désavoue toute supériorité biologique.

Ces exemples récents ne sont pas sans précédent. Ils indiquent plutôt une régression. A nouveau, les différences entre les groupes apparaissent permanentes et insurmontables, comme dans la période qui a précédé l'élaboration d'un racisme scientifique ou naturaliste, au XVIII<sup>e</sup> siècle. ■

### LE GÉNOME, NOTRE PATRIMOINE COMMUN

Le génome humain est enfin décodé. Cette percée scientifique, survenue en 2000, devrait permettre de découvrir des remèdes pour traiter les maladies d'origine génétique, telles que certaines formes de diabète. Sur un tout autre terrain, l'aboutissement de ce projet invalide le mythe des races. Les recherches des généticiens établissent que nous descendons tous d'un ancêtre commun, né en Afrique. La plupart des variations génétiques sont distribuées de façon similaire au sein de toutes les populations humaines. Elles existaient probablement déjà voici 50000 ans, lorsque commença l'expansion de notre espèce au-delà de l'Afrique, qui allait conduire à sa différenciation en groupes ethniques ou « raciaux ». Précisément, les scientifiques affirment que dans l'ensemble de notre matériel génétique, 0,012% seulement des variations relèvent de différences entre les « races ».

Toutefois, plusieurs maladies d'origine génétique trouveraient leur source dans cette marge infime. Faut-il, en conséquence, tenir compte de l'origine « ethnique » des donneurs dans la collecte des échantillons d'ADN ?

Pour ses opposants, l'étiquetage ethnique aurait une pertinence très marginale, la vaste majorité des maladies génétiques tenant à des variations réparties dans l'ensemble de la population. De plus, en prenant en compte des différences de cet ordre, la recherche médicale prêterait le flanc aux pires interprétations politiques.

D'autres jugent, à l'inverse, que les généticiens ne doivent ignorer aucun facteur dans leurs recherches. Des bioéthiciens remarquent que la prise en compte de ce paramètre pourrait se révéler utile. En effet, elle montre que la quasi totalité de notre patrimoine génétique nous est commun et elle invalide l'idée que certaines populations sont génétiquement plus intelligentes ou plus avancées que d'autres. ■

## 2. LES VISAGES CACHÉS DU RACISME



Au Brésil, 34% des Noirs vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 14% au-dessous du seuil d'indigence.

### Fausses notes dans la samba brésilienne

La réputation de paradis multiracial dont jouit le Brésil est largement usurpée. Dans leur vie quotidienne, les Noirs se heurtent toujours aux préjugés issus de l'histoire coloniale.

**DIANE KUPERMAN**

JOURNALISTE ET ESSAYISTE BRÉSILIENNE.

**L**e Brésil a 501 ans. Pendant sa courte histoire, le pays a vu arriver, par vagues successives, des immigrants du monde entier. La joie de vivre tropicale aidant, ce mélange de gens et de couleurs a accouché du mythe de la «*démocratie raciale*». Selon ce stéréotype rebattu, une harmonie sociale sans dissonance régnerait sur les relations entre les Brésiliens, quelle que soit la couleur de leur peau.

Pourtant, si un même sourire illumine les visages noirs, blancs, mulâtres, rouges ou jaunes, quand résonnent les premiers accords du tambour dans les écoles de samba, de forts préjugés subsistent. Ils sont à la fois raciaux, sociaux et économiques et méritent d'être dénoncés.

Le 13 mai 1888, le Brésil était le dernier pays occidental à abolir la traite des Noirs. Colonisé par

les Portugais en 1500, il a donc pratiqué l'esclavage pendant plus de trois siècles. Premier importateur d'esclaves de l'histoire moderne, il a débarqué sur ses côtes 40% des Africains déportés vers le continent américain.

Rio de Janeiro devint ainsi la plus grande ville africaine du monde, dotée du plus grand port négrier et du plus grand marché aux esclaves, le Mercado do Valongo. Aujourd'hui, seul le Nigeria recense plus d'habitants noirs que le Brésil.

#### Blanchir la société

Les relations sexuelles entre les Blancs et leurs esclaves — les fils des maîtres, en particulier, s'initiaient à la sexualité avec les femmes asservies — allaient donner naissance aux mulâtres. Leur nombre est aujourd'hui supérieur à celui des Noirs. Autre phénomène: celui de l'«adoption» des esclaves libérés. Si elle évitait à ces derniers d'affronter un monde hostile, elle eut aussi pour effet de les maintenir dans un état de subordination, même si elle perpétuait les liens d'affection





apparents – et parfois véritables – qui les unissaient aux «*maîtres de la grande maison*».

L'expression «*démocratie raciale*» apparaît dans les années trente, au moment même où le gouvernement s'efforce de «blanchir» la société en incitant les «*racés les plus avancés*», c'est-à-dire les Européens, à immigrer au Brésil. Le mythe de l'infériorité raciale et intellectuelle des Noirs fait l'objet d'un consensus. Dès lors, modifier la composition de la population, constituée en majorité de descendants d'Africains, devient une priorité. Avec cette nouvelle politique, le sort des Noirs va empirer: ils doivent affronter la concurrence de la main d'œuvre fraîchement débarquée pour les emplois auxquels ils pouvaient prétendre jusque-là. Ainsi, au cours des cinquante ans qui suivent l'abolition de l'esclavage, les Noirs émancipés viennent grossir les rangs des sans-logis et des mendiants. Quand ils ont un toit, c'est bien souvent dans un bidonville. Pour s'assurer un revenu, ils doivent se contenter d'emplois mal payés et peu qualifiés.

L'ampleur des inégalités transparait dans les statistiques, à commencer par celles de la mortalité infantile: sur mille enfants, 62 noirs et 37 blancs meurent avant un an (76 noirs et 45 blancs avant cinq ans). L'espérance de vie des Noirs (62 ans pour les hommes, 68 ans pour les femmes) est inférieure de six ans à celle des Blancs.

Dans cette partie de la population, le taux d'analphabétisme atteint 22%, la scolarité moyenne ne dépasse pas six ans. Lorsqu'ils arrivent sur le marché du travail, la plupart d'entre eux sont encore très jeunes et n'ont pas achevé leur scolarité. A peine 18% des jeunes Noirs accèdent à l'enseignement supérieur et, parmi ceux-là, 2,3% seulement terminent leurs études universitaires.

### Un seul serveur noir à Copacabana

L'insuffisance de leur formation se reflète dans la vie professionnelle. Quand un Noir et un Blanc postulent, à qualification égale, pour le même emploi, le second part favori. Une fois embauchés, les Noirs sont victimes de politiques salariales discriminatoires qui, pour des fonctions identiques, les désavantagent. Le chômage touche 11 % des hommes et 16,5 % des femmes noirs. De plus, 34 % de Noirs vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 14 % au-dessous du seuil d'indigence.

Selon une enquête menée, en 1996, par *O Dia*, le quotidien populaire le plus vendu de Rio, sur les 318 employés des bars et des restaurants situés sur les plages de Copacabana et d'Ipanema, un seul

était noir. Les hôtels, les restaurants, les banques et les centres commerciaux se montrent réticents à embaucher des Noirs, parce que leurs clients, expliquent-ils, préfèrent traiter avec des employés blancs.

Les annonces d'emploi, publiées par la presse, utilisent un langage codé, compréhensible de tous: la mention «*bonne présentation requise*» signifie en réalité que les Noirs ne sont pas acceptés. Un article du code du travail (*Sistema Nacional de Empleo*) est encore plus pervers: il prévoit que le candidat mentionne sa couleur de peau et permet à l'employeur de prétexter que la place est prise pour refuser une candidature.

### Juifs, Indiens, Gitans, homosexuels...

Depuis quelques années, dans les grandes villes, Sao Paulo ou Rio de Janeiro, par exemple, de nouvelles cibles – Juifs, Indiens, Gitans, homosexuels et même les Nordestins (les Blancs pauvres venus de la région du Nordeste en quête de meilleures conditions de vie) – font les frais du racisme.

Minimiser la haine raciale, sous prétexte qu'elle ne s'exprime que de façon sporadique, devient aujourd'hui impossible. Les publications antisémites et révisionnistes, officiellement interdites, circulent à découvert. Internet distille des propos haineux à l'égard des Noirs, des Juifs et des homosexuels. Les profanations de cimetières juifs, les graffitis injurieux ou signés de croix gammées se multiplient. Les digues cèdent et, demain, la xénophobie pour-

rait se focaliser sur n'importe quel groupe, quelles que soient son origine, sa couleur ou ses croyances.

La population blanche veut ignorer cette réalité. Lors d'un sondage réalisé récemment par l'Université de Brasilia, 35 % des sondés reconnaissent, avec beaucoup de réticences, être racistes, tandis que 65% le déniaient. Les commentaires, qui accompagnaient ces résultats, comparaient l'invisibilité trompeuse du préjugé racial au bombardier furtif américain B-2, indétectable même par les meilleurs radars.

Dès les années 1980, de nombreux responsables de la communauté noire ont décidé d'attaquer le problème de front et de combattre les préjugés, les peurs et les résistances. Dépassant leurs divergences politiques et religieuses, ils ont mis sur pied un réseau d'associations, qui s'efforcent de défendre les droits des Noirs ou qui mènent des études sur la situation du racisme dans le pays.

Dans le sillage de cette mobilisation, les attitudes à l'égard du patrimoine africain, culturel et religieux, ont évolué. Sa revalorisation contribue à redonner

**Un article  
du code du travail  
prévoit que le candidat  
mentionne sa couleur  
de peau, permettant  
à l'employeur d'étayer  
un refus d'embauche.**

**«Je suis invisible, simplement parce que les gens refusent de me voir.»**

Ralph Ellison,  
écrivain américain  
(1914-1994)

aux Noirs le sens de leur identité. Des publications de qualité se penchent sur l'histoire noire, longtemps négligée; les éditeurs publient des ouvrages, y compris pour les enfants, qui exaltent les héros, fictifs ou réels, issus du monde noir. Même le mar-

ché des cosmétiques lance des produits de beauté adaptés à chaque nuance de couleur de peau, à chaque type de cheveux et aux divers styles vestimentaires en usage.

### La Constitution brésilienne à l'avant-garde de la législation

Jusqu'ici, le gouvernement se préoccupait de lutter contre la pauvreté, mais jamais contre les effets les plus concrets du racisme. Cette situation commence à changer. Pour être juste, il faut reconnaître que le Brésil, signataire des principaux traités internationaux de défense des droits de l'homme, est à l'avant-garde en matière de législation anti-raciste. La Constitution actuelle interdit toute forme de préjugé et qualifie le racisme de «*crime imprescriptible*». L'année dernière, dans l'Etat de Rio, par exemple, le secrétariat à la Sécurité publique a pris l'initiative de créer un service téléphonique dénommé «SOS Racisme et Antisémitisme», qui reçoit les plaintes des victimes du racisme.

Mais la répression seule ne suffit pas. Tout doit être entrepris pour que chacun, quelle que soit la couleur de sa peau, prenne conscience des injustices sociales et s'efforce de contribuer à éliminer les inégalités. ■



© Avenir Nicos/STF/AFP, Paris

Benedita da Silva, 50 ans, première femme noire élue au parlement brésilien.

## OUI, IL Y A DES NOIRS EN COLOMBIE!

«Mais enfin, il n'y a pas de Noirs en Colombie!» L'exclamation interrompt l'ethnologue Luz Rivera, alors qu'elle parle de ses travaux consacrés aux communautés noires et indiennes du pays. C'est pourtant une Colombienne (résidant, il est vrai, à New York), qui lui porte la contradiction. «Comment ça pas de Noirs? rétorque la chercheuse. Ils représentent plus de 22% de la population!» – «S'il y en a, ils ne sont pas colombiens», insiste son interlocutrice.

Luz Rivera tente de lui expliquer que les sept millions de Noirs vivant dans le pays sont aussi colombiens qu'elle et qu'en outre elle compte probablement un Noir au moins parmi ses ancêtres. La conversation s'achève sur une dernière exclamation: «Dieu me préserve d'avoir un Noir dans ma famille!» En Colombie, comme ailleurs en Amérique latine, le racisme à l'égard des Noirs et des Indiens est une question sensible. Et, comme dans les nations voisines, la manifestation la plus commune de ce racisme consiste à rendre ses victimes «invisibles».

L'introduction des esclaves africains a suivi de peu l'arrivée des premiers conquistadors. On recense les premières communautés noires sur la côte septentrionale, près de Cartagena de Indias, le principal port négrier de l'époque, ainsi que dans l'Ouest, ou encore à Providencia et dans l'archipel de San Andrés.

Aujourd'hui, de nombreux Afro-Colombiens, comme on les appelle officiellement, habitent les villes: Cartagena, Buenaventura, Cali, Turbo, Barranquilla ou Medellín. Là, la ségrégation se manifeste par l'humiliation. «A Cartagena, les seuls Noirs qui franchissent la porte de certains clubs et restaurants sont les serveurs. A Bogota et à Cali, le personnel de service se compose en majorité de Noires, souvent contraintes de porter des uniformes roses», explique Luz Rivera.

Dans le passé, beaucoup de Noirs se sont installés en milieu rural pour échapper à la ségrégation. Ils y vivent en quasi-autarcie. De la terre – quand

ils sont petits propriétaires ou salariés de grandes entreprises agricoles –, ou encore de la pêche artisanale.

En général, leur situation ne s'est pas améliorée. Selon le troisième rapport de l'Organisation des Etats américains sur la situation des droits de l'homme en Colombie, publié en 1999, «un nombre disproportionné de Noirs vivent dans des conditions d'extrême pauvreté». Les Afro-Colombiens habitent dans certaines des zones les plus conflictuelles du territoire national. Leur revenu par tête est le plus bas du pays. Ils connaissent, en ville aussi bien qu'à la campagne, des taux d'analphabétisme et de mortalité infantile très élevés et souffrent de graves maladies comme la malaria et la dengue, ou encore les affections gastro-intestinales et respiratoires. Selon le rapport, elles sont dues aux difficultés d'accès de ces communautés à l'eau potable, à l'électricité et aux services médicaux.

Confrontés à ces formes d'exclusion, les Afro-Colombiens perpétuent des mécanismes d'entraide, dont l'origine remonte à l'époque de l'esclavage, quand ils étaient affectés aux mines d'or et de platine, tandis que le travail forcé des Indiens enrichissait l'agriculture. Pour étudier les relations entre ces communautés, Luz Rivera a vécu dans un village isolé, au bord de la rivière Guayabero, dans la région montagneuse du Baudo, proche de Panama et de la côte du Pacifique.

«La trentaine de familles de Noirs du village a tissé des liens de parenté rituelle avec les familles indiennes de la forêt, dit-elle. Il est courant qu'un Indien demande à un Noir d'être le parrain de son enfant: les deux familles scellent ainsi une relation étroite, pour faciliter mutuellement leur existence, également soumise à la discrimination.» ■

## 2. LES VISAGES CACHÉS DU RACISME

# Inde: un apartheid caché?

Le système des castes persiste, en Inde, malgré les mesures prises par le gouvernement. Il réduit des millions d'intouchables à une pauvreté dégradante. S'agit-il d'une forme de racisme? Le débat est ouvert.

**DR GOPAL GURU (AVEC SHIRAZ SIDHVA)**

PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE PUNE, MEMBRE DU CENTRE D'ÉTUDE DESSOCIÉTÉS EN DÉVELOPPEMENT DE DELHI.

**D**epuis des siècles, les intouchables de Paliyad, un village du district d'Ahmadabad, à l'ouest de l'Inde, savent rester à leur place. Ils ramassent les ordures, nettoient les toilettes ou travaillent la terre, pour une poignée de riz par jour et parfois moins.

«*Nous devons nous tenir à l'écart des membres des hautes castes. Cette règle, on l'a apprise en naissant, lance Rajesh, qui va sur ses 19 ans. Aux événements des marchands de thé, nous avons des tasses à part, ébréchées et crasseuses, et nous sommes censés les nettoyer nous-mêmes. Nous devons aller chercher notre eau à un quart d'heure de marche, parce que les fontaines du village nous sont interdites. Nous n'avons pas le droit d'entrer dans les temples et, à l'école, nous devons nous asseoir à l'extérieur, devant la porte... Les enfants des castes supérieures ne nous laissent même pas toucher leur ballon de foot... On jouait avec des pierres.*»

### Des tâches rituellement impures

Plus de 160 millions d'Indiens, soit un sixième de la population, connaissent une situation similaire. Aujourd'hui encore, le système des castes, vieux de 2000 ans et sacralisé par la théologie hindoue, définit la place des individus en fonction de leur naissance. Si le terme «intouchable» a été aboli en 1950 par la Constitution, les *dalits* (les «brisés»), comme on les appelle aujourd'hui, continuent à subir la discrimination. L'accès à la terre leur est refusé, ils doivent accepter les emplois les plus dégradants et les violations de leurs droits élémentaires par la police ou les membres des castes supérieures, qui jouissent de la protection de l'Etat.

Pour surmonter ces inégalités, l'Inde a adopté des mesures de discrimination positive — réservant aux intouchables des quotas dans le système éducatif, la fonction publique et la représentation politique —, mais ces mesures n'ont bénéficié qu'à une poignée d'individus. Si la plus haute fonction du pays, celle de président (au rôle essentiellement



Balayeuses des rues à Bombay: une activité réservée aux intouchables.

protocolaire), est aujourd'hui occupée par un *dalit*, K.R. Narayanan, cet apartheid caché se perpétue et toutes les tentatives de remise en cause de cet ordre social rigide se heurtent invariablement à des flambées de violence et à des représailles économiques.

Cette hiérarchie sociale qui a traversé l'Histoire se fonde sur un classement complexe des groupes sociaux selon leur pureté rituelle. On en trouve la première formulation écrite dans le *Dharmashastra*, un texte vieux de plus de 2000 ans, pierre angulaire de la religion hindouiste, attribuée au législateur Manu.

Tout individu appartient à l'un des quatre ordres — les *varnas* — de sa naissance jusqu'à sa mort, même si le rang particulier de sa caste peut varier suivant les régions et les époques. Par ordre de préséance viennent d'abord les brahmanes (les prêtres et les lettrés), puis les *kshatriya* (les princes et les guerriers), les *vaishya* (les commerçants) et les *shudra* (les paysans et les travailleurs manuels). Les intouchables constituent une cinquième catégorie, extérieure au système des *varnas*, parce qu'ils accomplissent des tâches «rituellement impures».

De toute évidence, ce système discriminatoire est une construction idéologique échafaudée par les castes supérieures pour assurer leur

**«Il n'y a pas de différences entre les groupes humains. Le monde entier est d'origine divine.»**

Mahabharata, récit épique indien en sanscrit

monopole sur le capital culturel (le savoir et l'éducation), social (le statut et la domination patriarcale), politique (le pouvoir) et matériel (les richesses). Souvent, les règles ont été adaptées pour complaire aux intérêts des castes supérieures.

Dans le nord de l'Inde, par exemple, les intouchables étaient obligés d'utiliser un tambour pour annoncer leur arrivée. Dans le sud, des brahmanes décrétèrent que les basses castes devaient se tenir à une distance minimum de 22 mètres, afin de ne

basse caste, qui commettraient un sacrilège en les touchant par accident dans la rue.

Une des principales raisons de la survie de ce système tient à ce qu'il incarne une notion très hiérarchisée du bien social, que les castes inférieures elles-mêmes jugent légitime. S'alignant sur les valeurs culturelles des castes supérieures, elles imposent leurs propres discriminations aux castes plus basses encore. Au sein des cinq grandes catégories, les sociologues ont recensé plus de 2 000 autres castes et sous-castes. On appelle *jatis*

## «Il n'y a qu'une caste: l'humanité.»

Pampa, écrivain et poète indien (IX<sup>e</sup> siècle)



Dans l'Etat du Bihar (nord de l'Inde), des intouchables s'organisent pour se défendre.

© K. Davies/FSPI/Gamma, Paris

pas les contaminer par leur présence.

Les discriminations n'ont cependant jamais exclu une bonne dose de pragmatisme. Si le savoir livresque des brahmanes était interdit aux intouchables, ceux-ci avaient toute latitude pour développer leurs savoirs propres – dans l'agronomie ou l'art des sages-femmes, par exemple –, pour la bonne raison que ces connaissances profitaient aux hautes castes.

### Un système que les castes inférieures jugent légitime

Aujourd'hui encore, cette ségrégation sert de couverture à l'exploitation économique. La plupart des *dalits* n'ont toujours pas le droit de traverser la frontière invisible qui sépare leur quartier du reste du village. Mais rien n'empêche une domestique *dalit*, dont l'ombre même pollue, de masser le corps de sa maîtresse. Des hommes de haute caste, pour leur part, ne voient aucun mal à violer une *dalit*, ni à fréquenter des prostituées de

ces groupes endogames fondés sur le métier, le culte, la région et la langue. Les *dalits* se divisent eux-mêmes en nombreuses sous-castes. Cette prolifération autorise une discrimination à la fois horizontale et verticale qui rend le cloisonnement social encore plus étanche et rigide.

Ponctuellement, l'opinion s'émeut du sort des intouchables et des violations de leurs droits. Jamais assez longtemps cependant pour contraindre l'Etat à entreprendre des réformes de fonds. Résolus à surmonter l'indifférence, une coalition d'associations a multiplié les contacts pour que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la Conférence mondiale des Nations unies sur le racisme.

«Le système des castes, c'est l'apartheid caché de l'Inde» estime Martin Macwan, 41 ans, coordinateur de la campagne nationale pour les droits humains des *dalits*. Comme le racisme, souligne-t-il, la discrimination de caste est «fondée sur la naissance».

Cette campagne a provoqué un débat natio-

nal: quelle est la nature de la discrimination de caste? Doit-on autoriser une ingérence étrangère dans une affaire jugée «intérieure» par les autorités indiennes?

### La loi pèse moins lourd que la tradition

Pour le gouvernement, le problème ne concerne pas la conférence de Durban. «*Caste et race sont deux notions distinctes*», souligne Soli Sorabjee, ministre indien de la Justice et membre de la sous-commission des Nations unies pour la prévention des discriminations. L'Inde, qui s'est engagée à fond contre l'apartheid, affirme avoir pris toutes les mesures possibles pour octroyer l'égalité aux castes inférieures.

Au Parlement, un cinquième des sièges sont réservés aux membres des basses castes et certains Etats sont gouvernés par des coalitions politiques incluant des partis très influents parmi les *dalits*. Pourtant les quotas n'ont assuré ni l'égalité, ni la dignité, ni même la sécurité aux «brisés» de l'Inde. Dans les villages, la loi pèse moins lourd que la tradition d'exclusion.

Les chiffres officiels sont révélateurs: les dernières statistiques disponibles (jusqu'en 1999) recensent 26 000 crimes et atrocités par an contre les castes inférieures. Et les réticences de la police à enregistrer les plaintes contre les castes supérieures laissent supposer qu'il s'agit là de la

seule partie émergée du problème.

Les deux tiers des *dalits* sont analphabètes. La moitié sont des journaliers sans terre. 7% seulement ont accès à une eau potable saine, à l'électricité, à des toilettes. Et la majorité des 40 millions de travailleurs agricoles réduits en esclavage pour rembourser leurs dettes (dont 15 millions d'enfants) sont des *dalits*.

En 1998, une campagne nationale d'information sur les exactions contre les *dalits* a été lancée par des associations de défense des droits humains dans huit Etats de l'Inde et le problème des castes a été posé pour la première fois au niveau international par des ONG, dont Human Rights Watch. Quand des *dalits* ont tenté de s'opposer aux discriminations par les armes, invariablement ils ont été écrasés par les milices privées des castes supérieures, plus puissantes. Dans le Bihar, on attribue à l'une de ces milices, le *Ranbeer Sena*, une série de massacres de paysans *dalits*.

Pour Martin Macwan, «*il n'y a qu'une solution: c'est que les mentalités changent*».



Broken People: Caste Violence against India's Untouchables, publié en mars 1999 par Human Rights Watch, [www.hrw.org](http://www.hrw.org)

## LES INTOUCHABLES DU JAPON

«L'homogénéité de la société japonaise n'est qu'apparente. Elle continue d'être organisée en castes invisibles et nous, les burakumin, sommes au bas de l'échelle». Nadamoto Masahisa enseigne l'histoire contemporaine à l'université de Kyoto, l'ancienne capitale impériale du pays du Soleil levant. En marge de ses cours, ce professeur se bat pour une autre cause: celle des burakumin ou eta-hinin (les «très sales», en japonais), que la société nipponne continue de tenir à l'écart.

Considérée encore au *xix<sup>e</sup>* siècle comme une minorité d'intouchables, la communauté burakumin ou buraku compte au Japon plus de deux millions de personnes – sur 126 millions d'habitants – réparties dans près de 5000 localités. Ces ghettos sont la conséquence directe du statut officiel de parias qui leur colla à la peau jusqu'à son abolition en 1871, au début de l'ère Meiji qui vit le Japon s'industrialiser à marche forcée.

Le terme burakumin désignait alors les populations employées principalement dans les abattoirs, les tanneries, les centres d'équarrissage et les morgues. Bref, tous ceux que leur occupation quotidienne amenait à côtoyer des cadavres et du sang, activité jugée impure selon les préceptes du shinto, la religion traditionnelle de l'archipel.

Toute discrimination officielle et légale envers les buraku a disparu depuis longtemps. Les autorités nipponnes affirment à juste titre que cette caste invisible jouit désormais des mêmes droits que les autres citoyens japonais dont elle partage le physique, la langue et la religion.

Mais ce qui est vrai sur le papier ne l'est pas toujours dans les têtes. Avec d'autres, Nadamoto Masahisa milite contre la discrimination sournoise tou-

jours pratiquée par les propriétaires immobiliers ou les entreprises vis-à-vis des burakumin. «Beaucoup de Japonais y regarderont à deux fois avant de louer un appartement à un candidat identifié comme burakumin. Au nom de vieilles superstitions, ils craignent d'attirer le mauvais sort sur leur maison.»

Dans le Japon d'aujourd'hui, les burakumin souffrent en outre d'une ségrégation sociale. «Ils ont constitué, dans les années 60-70, le gros de la main d'œuvre journalière dans la construction ou l'industrie. Ils sont aujourd'hui les premiers à payer les conséquences de la crise», explique une avocate qui se bat contre les inégalités salariales longtemps imposées aux buraku dans de grandes entreprises.

Leur concentration géographique dans certaines régions (comme Kyoto ou Osaka) facilite, en effet, leur identification. Au point d'obliger beaucoup d'entre eux à nier leur origine. Un politicien très influent du parti libéral démocrate au pouvoir, Hiromu Nonaka, a ainsi toujours refusé d'admettre ses liens avec la communauté burakumin. Pire: il arrive encore que des familles japonaises bourgeoises fassent, en toute illégalité, vérifier les antécédents de leurs futurs gendre ou belle-fille «pour éviter de polluer la famille». Elles ont recours à des agences spécialisées de généalogistes qui épluchent les vieux koseki (registres familiaux), dans les archives des préfectures avec, trop souvent, la complicité de l'administration locale.

Richard Werly, journaliste français au Japon

## 2. LES VISAGES CACHÉS DU RACISME

# Une terre empoisonnée par la xénophobie

La Côte-d'Ivoire, hier florissante, a accueilli jusqu'à 30% d'étrangers. A l'heure de la récession, beaucoup d'Ivoiriens veulent se replier sur des parcelles... que ces étrangers ont souvent mises en valeur.

**THEOPHILE KOUAMOUO**

JOURNALISTE INDÉPENDANT FRANCO-CAMEROUNAIS.

« **D**ésormais, je me méfie même de mes amis d'enfance, de mes anciens partenaires de football», déplore Mamadou Ouedraogo. Agé de 37 ans, il a passé toute sa vie à Assé, un petit village au milieu de terres fertiles, à l'est de la Côte-d'Ivoire. Mais ses parents venaient du Burkina Faso voisin.

Ici, tout a commencé, au début de l'année 2001, par une altercation entre un jeune Ivoirien et un gardien de nuit burkinabé, au marché de Bonoua, la principale ville du département. Une rumeur s'est aussitôt propagée: «l'étranger» aurait tué «le fils du pays», c'est-à-dire un membre de l'ethnie locale – les Abourés –, sous-ensemble du grand groupe Akan qui vit en Côte-d'Ivoire et au Ghana. Saisis d'une violente fièvre xénophobe, les «autochtones» ont détruit les biens de ceux qu'ils appellent les «allogènes».

«Ils ont attaqué le quartier burkinabé, détruit et brûlé nos boutiques, défoncé nos barriques d'huile», raconte Ousmane Sawadogo, le vieux chef de l'importante communauté burkinabée de la région.

Traumatisés, plusieurs centaines d'étrangers – principalement des Burkinabés et des Maliens – ont cherché refuge dans leur pays d'origine ou dans d'autres régions ivoiriennes plus hospitalières. Le roi de Bonoua a enjoint les immigrés d'«abandonner la culture de l'ananas», principale ressource du département. «Plusieurs jeunes Abourés ont fait le tour des plantations et ont vérifié si les étrangers qui n'étaient pas partis poursuivaient ces cultures. Si tel était le cas, ils plantaient des piquets sur lesquels ils accrochaient des morceaux de tissu rouge. Puis, ils revenaient saccager les champs», raconte Boukari Sawadogo, le fils d'Ousmane.

### L'administration française encourageait l'arrivée de migrants

Bonoua n'est pas un cas isolé. Les conflits fonciers opposaient, dans le passé, autochtones et Ivoiriens venus d'autres régions. Aujourd'hui, ce sont les conflits entre nationaux et étrangers qui sont la cause la plus fréquente des violents affrontements. Fin 1999, plus de 20000 Burkinabés ont quitté, par cars entiers, la région de Tabou, dans le sud-ouest du pays, à la suite d'un contentieux entre un immigré et un paysan de la région, concernant le titre de propriété d'une terre, qui a dégénéré en un affrontement meurtrier.

A Bolequin, dans l'extrême ouest, les mêmes causes ont produit les mêmes effets: six personnes, dont un gendarme, sont mortes lors d'incidents au début de l'année 2001. L'administration a toutefois maintenu les étrangers sur place, contre l'avis des élus locaux et malgré les protestations de la population.

Comment expliquer cette poussée de xénophobie au «pays de l'hospitalité», selon les paroles de l'hymne national? Jusqu'à la fin de la période coloniale, en 1960, l'administration française encourageait l'arrivée de migrants en provenance du Sahel pour développer l'agriculture.

Sous le long régime de Félix Houphouët-Boigny, le «père de la nation» ivoirienne, le mouvement s'est poursuivi. «La terre appartient à celui qui la met en valeur», proclamait le «président-plantateur», venu à la politique par le syndicalisme agricole. «Il n'aurait jamais été possible de faire de la Côte-d'Ivoire le premier producteur de cacao au monde avec la seule main d'œuvre ivoirienne», sou-

### CÔTE-D'IVOIRE: LES CHIFFRES CLÉS

Population (millions):	16
Superficie (milliers de km <sup>2</sup> ):	322
Revenu national par habitant (\$):	1 654
Espérance de vie à la naissance (années):	48
Taux d'alphabétisation chez les adultes (%):	46
Population de moins de 15 ans (%):	43

Sources: Banque mondiale, PNUD, 1999.





Une jeune Burkinabée obligée de quitter la région de Tabou, à la fin de 1999.

© J.-P. Kiszczek/STF/AFP, Paris

ligne Jean-Paul Chausse, un expert de la Banque mondiale.

Aujourd'hui, les étrangers représenteraient 26 % de la population du pays, selon les chiffres officiels, plus de 35 %, selon d'autres estimations. C'est l'un des taux les plus élevés au monde. Pendant la période de prospérité qui s'est achevée, pour ce fidèle allié du bloc occidental, avec la fin de la Guerre froide, la cohabitation a été plutôt paisible. Elle s'est dégradée avec la récession. La réussite des nouveaux arrivés irrite les «maîtres de la terre».

«Ils disent que nous sommes devenus riches, que nous avons de grosses voitures et que nous ne les respectons plus. Ils disent qu'ils ne veulent plus nous voir avec leurs filles: si un étranger est surpris avec une Abourée, il doit payer une amende de 150000 FCFA (1500 F)», explique Boukari Sawadogo. «Avant, les Burkinabés ne revendiquaient rien, ils acceptaient de travailler pour nous», bougonne Niamkey Eloi, planteur ivoirien vivant à Assé.

### Saturation foncière

Avec la crise économique et la rigueur imposée par les institutions financières internationales, bon nombre d'Ivoiriens ne trouvent plus de travail en ville, dans l'administration ou dans le secteur privé. Ils se replient vers la terre. «On observe alors un fait nouveau, dû à la saturation foncière: c'est la concurrence pour l'accession à la terre. Aujourd'hui, beaucoup de pères ne lèguent qu'un ou deux hectares à leurs enfants, parce qu'ils ont déjà vendu la plus grande partie de leur patrimoine», explique Jean-Paul Chausse. L'extension des villes et la déforestation amplifient le phénomène.

A Bonoua, en pays Akan, la règle du matriarcat complique la situation. «Des jeunes gens

déscolarisés, qui reviennent au village, découvrent que les terres de leurs parents sont entre les mains de leurs oncles maternels, qui en sont les héritiers selon le droit coutumier. Ils ne l'acceptent pas, mais ne peuvent se retourner contre leurs oncles. Ils reportent alors leur agressivité contre les étrangers à qui les terres ont été louées», analyse la sous-préfète, Julie Aka Sonoh.

C'est dans ce contexte social explosif, que le successeur de Houphouët-Boigny, Henri Konan Bédié, renversé à la fin de 1999 par un coup d'Etat militaire, lance le concept d'«ivoirité». Volonté de créer une identité commune à la soixantaine d'ethnies du pays pour les uns, repli nationaliste pour les autres, l'«ivoirité» a aussi une fonction politique immédiate: elle doit servir à écarter de la compétition électorale le rival le plus sérieux, ancien protégé, lui aussi, du «père de la nation»: Alassane Ouattara. Economiste et ex-premier ministre, il est né en Côte-d'Ivoire, mais a étudié au Burkina Faso voisin et a travaillé pour le compte de ce pays.

A Abidjan, le débat politique se focalise sur la question des étrangers. Accusés d'être la cinquième colonne du Rassemblement des républicains (RDR), le parti d'Alassane Ouattara, ils servent de boucs émissaires lors de la tumultueuse campagne électorale qui suit le renversement du général Gueï, en octobre 2000.

Dans les campagnes, la question foncière reste explosive. Elu président, Laurent Gbagbo, le leader du Front populaire ivoirien (FPI, social-démocrate), veut désamorcer cette bombe. Pour y parvenir, il fait appliquer le code foncier rural déjà voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 1998. Selon ses dispositions, les nationaux sont propriétaires des

**«Le xénophobe est celui qui n'a pas foi dans les vertus de son propre peuple.»**

Jorge Luis Borges, écrivain argentin (1899-1986)

terres, les étrangers peuvent cependant les exploiter.

La loi s'inspire largement des différents droits coutumiers selon lesquels, le plus souvent, comme l'explique Jean-Paul Chausse, «la terre appartient aux ancêtres. On peut donc vendre le droit d'accès, mais pas le sol. Dans le Sud-Ouest, par exemple, l'accès au foncier est plus facile. Les étrangers ont pu négocier quelque chose qui s'approche de la propriété privée».

Désormais, les étrangers ayant acquis des terres en bénéficient jusqu'à leur décès; par la suite, leurs enfants peuvent les exploiter en payant un loyer à l'Etat. Le président burkinabé, Blaise Compaoré, s'est récemment inquiété de cette loi, qui pourrait déposséder ses compatriotes des terres qu'ils ont mises en valeur. «Cette législation a de bons côtés et d'autres dangereux. Elle a pour ambition de clarifier les choses et de provoquer des arbitrages. Appliquée vertueusement, elle peut régler bien des problèmes. Si elle est dévoyée, elle peut envenimer les tensions», précise Jean-Paul Chausse. ■

## L'AFRIQUE DES EXPULSIONS MASSIVES

**1958** Côte-d'Ivoire: expulsion de 10 000 Dahoméens (Bénois).

**1969** Ghana: départ de près d'un million de personnes.

**1983** Nigeria: départ de 1,5 million de ressortissants de pays de l'Afrique de l'Ouest.

**1985** Nigeria: expulsion de 700 000 Ghanéens, Nigériens...

**1985** Côte-d'Ivoire: expulsion de 10 000 Ghanéens.

**1993** Afrique du Sud: expulsion d'environ 80 000 Mozambicains.

**1994** Afrique du Sud: expulsion de 90 000 ressortissants africains.

**1995** Gabon: départ forcé de 55 000 étrangers.

**1998** Ethiopie: expulsion de 50 000 Erythréens.

## DRISS EL YAZAMI\*: EN AFRIQUE NOIRE, LES POUVOIRS MANIPULENT L'«ETHNICISME»

À début des années 70, le nombre de réfugiés en Afrique noire avoisine les 700 000 personnes. Vingt ans plus tard, il dépasse les six millions<sup>1</sup>. Près d'un réfugié sur trois dans le monde est aujourd'hui africain. Et pour avoir une idée de l'ampleur des déplacements forcés et de la déstabilisation des populations, qui ont frappé l'Afrique durant ces dernières décennies plus que toute autre région du monde, il faut y ajouter les déplacés internes (autour de sept millions) et les flux, traditionnels ou nouveaux, d'immigration économique, que l'on a peine à cerner.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les crises xénophobes qui ont touché plus d'un pays d'Afrique noire (voir encadré ci-dessus). Plus que les sécheresses périodiques, qui jettent sur les routes de l'exil des centaines de milliers de personnes, ce sont donc les évolutions géopolitiques internes aux Etats et entre les Etats, qui sont à l'origine de ces transferts de populations et des violations des droits de l'homme auxquels ils donnent lieu.

Bien évidemment, l'arrivée massive et brusque de centaines de milliers d'étrangers dans un pays africain voisin, qui nourrit difficilement sa population, peut être source de tensions et de rejet. Pourtant, ce qui frappe, c'est la générosité de fait des pays africains de premier asile. Ainsi, dans les années 1990, la Guinée et la Côte-d'Ivoire ont reçu, ensemble, plus d'un million de personnes chassées par les conflits internes du Libéria et de la Sierra Leone. Dix ans plus tard, la majorité d'entre elles n'a toujours pas pu regagner son pays d'origine ni trouver une terre d'asile définitive.

Ces deux conflits sont, dans une grande mesure, emblématiques. On y trouve, comme souvent, une «facette ethnique», mais aussi la volonté de contrôle de ressources économiques, qui est à l'origine des conflits et finance l'affrontement: la contrebande de bois (Libéria) et le trafic de diamants (Sierra Leone), avec la complicité active de sociétés internationales.

Dans les deux cas, les protagonistes, soutenus par des parties étrangères, Etats voisins ou même éloignés, font déborder le conflit hors du territoire national, les camps de réfugiés servant de points d'appui pour de nouvelles revanche. Le climat d'insécurité qui y règne souvent, l'éloignement de toute perspective d'installation définitive dans un pays d'accueil plus riche, le désintérêt, voire le désengagement de la communauté internationale —

contrairement, par exemple, au Kosovo ou au Timor oriental —, nourrissent à leur tour l'esprit de revanche et facilitent l'embrigadement pour une relance des conflits... et de nouveaux exodes.

Plus qu'à une «fatalité ethniciste», c'est donc à cette déstabilisation profonde des populations qu'il faut rapporter la xénophobie africaine. Les Etats, fragiles dès leur création, car leurs territoires nationaux ne correspondent que rarement aux réalités historiques et culturelles, le sont en plus par la corruption et leur incapacité à assurer un développement. Après les «conflits par pays interposés» de l'affrontement Est-Ouest, les nouveaux conflits, instrumentalisés par des Etats africains plus puissants que les autres, exploitent la dimension ethnique et lui donnent une charge de haine et de rejet, qui est loin d'être spontanée. C'est, en fin de compte, «la conquête du pouvoir», pour laquelle «s'affrontent souvent sans merci... les groupes, les tentatives et les clans»<sup>2</sup>, qui actionne ce ressort identitaire.

Ainsi maquillés en «guerres tribales», ces conflits et leurs cortèges de violations et de haines peuvent alors perdurer sans que la conscience internationale ne s'en ressente ni profondément émue ni réellement responsable. Le génocide au Rwanda, qui puisait aux mêmes origines, en apporta la preuve la plus cruelle. ■

\* Secrétaire général de Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

1. Les réfugiés dans le monde 2000, HCR-Editions Autrement, Paris, 2000.
2. Géodynamique des migrations internationales, Gildas Simon, PUF, Paris, 1995.



## 2. LES VISAGES CACHÉS DU RACISME

# La forteresse Europe entrouvre ses portes

Selon tous les experts, l'Union européenne a besoin d'immigrants. Ses responsables l'admettent, mais craignent les réactions xénophobes.

IVAN BRISCOE

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

Quand Huzefa Hundekari a décidé de changer d'horizon, l'Europe de l'Ouest lui a ouvert ses portes. Encouragé par la bienveillance des services de l'immigration et par la perspective d'un salaire alléchant, ce jeune Indien de 29 ans, cadre dans une multinationale de l'informatique, s'est très vite installé à Francfort (RFA). «*La procédure est simple. On vous demande une série de papiers et, 15 à 20 jours plus tard, vous recevez votre permis de travail*», explique-t-il.

Du point de vue des occupants d'un squat situé au cœur de Paris, l'expérience d'Huzefa Hundekari relève du conte de fées. Voici dix ans, Mamadou Traoré, âgé aujourd'hui de 35 ans, quittait le Mali en quête d'une vie nouvelle. Après trois mois et des milliers de kilomètres dans le désert, une traversée de l'Algérie à l'aube de la guerre civile et un périple en Méditerranée sur une embarcation sommaire, il arrivait à Paris sans un sou et sans relations.

## Fermée aux pauvres et aux persécutés

Les difficultés de son odyssée n'ont pas fléchi les services français de l'immigration. Sa demande de permis de séjour a été rejetée trois fois. Aujourd'hui, il vit dans ce squat où 350 clandestins attendent, comme lui, d'être fixés sur leur sort. «*A tout instant, dit-il, on peut vous arrêter et vous expulser. Il faut toujours se préparer au pire.*»

Ces deux expériences reflètent la diversité de l'immigration en Europe. Alors qu'Huzefa Hundekari a bénéficié de la pénurie de cadres dans la nouvelle économie, Mamadou Traoré et les quelque quatre millions d'immigrés clandestins de l'Union européenne vivent au jour le jour, rejetés par les gouvernements et les citoyens de leurs pays d'accueil.

Ouverte à la main-d'œuvre qualifiée, fermée aux pauvres et même aux persécutés, l'Europe de l'Ouest élabore une nouvelle politique d'accueil. «*On ne considère plus l'immigration uniquement comme un fardeau. C'est aussi un enrichissement*», affirme Rita Süßmuth, responsable d'une commission officielle, en Allemagne, qui propose d'accorder jusqu'à 200000 visas par an, de préférence aux «*meilleurs cerveaux*». Pour la première fois depuis trente ans, des Etats



Recherche de passagers clandestins à Calais (France).

© P. den Blartier/Panos Pictures, Londres

européens reconnaissent l'utilité économique des étrangers. Mais, si l'on évalue les immigrés en fonction de leur utilité, qu'advient-il de leur statut ?

«*L'Europe n'échappe pas au destin de toute région connaissant une croissance rapide: la nécessité d'importer de la main-d'œuvre*», écrit la sociologue américaine Saskia Sassen dans son livre *Guests and Aliens* (Invités et étrangers). L'histoire européenne des 200 dernières années a connu de nombreux mouvements de populations, souvent accompagnés de poussées xénophobes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, Polonais, Slaves et Juifs ont émigré vers l'Ouest en grand nombre, accueillis avec méfiance par des pays qui se montraient moins réticents à envoyer leurs propres habitants peupler les colonies ou à expédier 50 millions d'entre eux outre-Atlantique, avant 1914. Après les politiques raciales dévastatrices des années 30 et 40, la reconstruction de l'après-guerre incita l'Europe à intégrer la main-d'œuvre étrangère avec moins de remous. Elle allait ainsi recruter près de 70 millions de travailleurs (y compris ceux qui sont ensuite rentrés chez eux) en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

Avec le ralentissement économique des années 1970, l'entrée fut bientôt réservée aux regroupements familiaux et aux demandeurs d'asile. En France, en Allemagne et en Grande-Bretagne, le chômage et les préjugés alimentèrent les protestations de la droite extrémiste qui, agitant la menace de la «*submersion*» par l'étranger, séduisit une frange notable de l'opinion. ►



Concert dans un foyer de travailleurs immigrés à Montreuil, en banlieue parisienne.

© Noctar/SIPA, Paris

Les dirigeants politiques gardent en tête les leçons de ces décennies. Le dynamisme de l'économie a beau restreindre l'audience des extrémistes, la maîtrise des quotas demeure un aspect décisif des politiques de l'immigration. Pour les ministres de l'Union européenne, il s'agit avant tout de fermer les écoutilles, de réduire les demandes d'asile (390 000 en 2000) et d'intercepter les clandestins au motif de garantir la sécurité des immigrants légaux.

«Les responsables européens en charge de cette question sont issus des divers ministères de l'Intérieur et de la Justice, explique Virginie Guiraudon, spécialiste des politiques de l'immigration à l'Université de Lille. Pour eux, "politique" de l'immigration signifie "contrôle" de l'immigration. Aussi longtemps qu'ils se donneront cette mission, les mesures porteront inmanquablement sur l'immigration irrégulière, la répression aux frontières ou la restriction du droit d'asile.»

Malgré cela, le flux des entrées ne semble pas avoir diminué. Il y aurait aujourd'hui 21 millions de réfugiés dans le monde, chassés de leur pays par des guerres ou des crises politiques majeures. Si l'Europe n'en recueille qu'une petite minorité, l'essor des médias et des moyens de transport, ainsi que l'accroissement des inégalités entre l'Europe et les pays en développement (première cause de l'émigration massive), incitent au départ un nombre toujours plus grand de candidats, comme Mamadou

Traoré.

Faciliter leur accueil, affirment les responsables politiques, c'est prendre le risque de raviver la droite extrême. En Belgique, par exemple, le Vlaams Blok, un parti nationaliste flamand fondé en 1977, prône la fermeture totale des frontières, le renvoi immédiat des immigrants clandestins et l'expulsion expéditive des étrangers coupables de délits. Les immigrants «ne s'intègrent pas», déclare Philippe Van Der Sande, porte-parole de ce parti qui, à Anvers, a remporté 33 % des voix aux élections de 1999. «Ils n'apprennent pas notre langue et ne s'intéressent pas à notre culture. Ils ne cherchent que de l'argent facile.»

## Une légitimité économique

Ces discours se répètent dans tous les pays européens et même au niveau gouvernemental, en Autriche. Avec, partout, la même évolution: le nationalisme arrogant des générations précédentes a laissé place à une attitude défensive. M. Van Der Sande soutient que son parti n'est pas raciste mais défend les acquis de la société flamande: «La qualité de notre système d'aide sociale est connue. Si nous donnons l'impression d'accueillir qui veut, des millions de gens viendront chez nous.»

Pour la nouvelle extrême droite européenne – et pour une part significative de l'opinion en France, en Belgique, en Allemagne et en Scandinavie – l'immigré serait cupide, paresseux et criminel. Au mieux, ce

serait un voleur d'emploi, profitant des avantages d'une société prospère. Comme le remarquent de nombreux commentateurs, la rhétorique de l'extrême droite sur l'immigration ne diffère plus de celle de certains gouvernements qu'en termes de degré.

Ironiquement, c'est aujourd'hui sur le terrain économique que l'immigration trouve sa légitimité. Loin de menacer la protection sociale, les immigrés contribueraient à préserver le niveau de vie d'une Europe vieillissante. Selon la Division de la population des Nations unies, il faudrait 13,5 millions de nouveaux immigrés par an en Europe pour assurer la stabilité du rapport entre salariés et retraités.

### Des contradictions intenable

Des entreprises réclament d'urgence le libre accès au marché mondial de l'emploi. En Allemagne, la pénurie de main-d'œuvre dans les nouvelles technologies a mis fin au gel de l'immigration, décidé il y a 30 ans. Toute l'Europe suit le mouvement – simplification des formalités en France, accélération de la procédure en Grande-Bretagne... De leur côté, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et le Japon ont révisé à la hausse leurs quotas réservés aux spécialistes de l'informatique. Dans ce secteur, sauf récession, la libre circulation des hommes accompagne celle des produits.

L'Europe n'est pas seulement en manque d'experts. Elle a aussi besoin de bras pour des travaux plus ingrats. Et, dans ce domaine, les contradictions de sa politique d'immigration deviennent intenable. Certains pays ont adopté un régime de quotas: en 2001, l'Italie accorde 83000 visas à des ouvriers agricoles, l'Espagne accepte des femmes de ménage immigrées. Mais on sait d'où viendra l'essentiel de cette main d'œuvre à bas prix. «*Dans le bâtiment, la sous-traitance et l'agriculture, c'est partout pareil. On sait bien que seuls les clandestins acceptent de cueillir les asperges*», ironise Virginie Guiraudon.

Mamadou Traoré s'est vu refuser son visa par trois fois, mais jamais les autorités françaises ne l'ont empêché de travailler, ni de cotiser pour des services sociaux dont il ne peut bénéficier. «*Fermer les frontières sert surtout à fabriquer des esclaves*, estime Jean-Pierre Alaux, membre du GISTI, une ONG parisienne d'aide aux immigrés. *Les immigrants arrivent quand même à passer, comme le savent très bien tous les ministres de l'Intérieur et tous les employeurs.*»

L'ouverture des frontières, sans autre règle que le libre jeu du marché, est-elle la meilleure façon de favoriser l'intégration sociale? C'est la question essentielle à laquelle sont confrontés l'opinion et les gouvernements européens. Les récentes émeutes survenues dans plusieurs villes du nord de l'Angleterre démontrent que des communautés déjà anciennes ne sont toujours pas intégrées. De nombreux partisans de l'immigration craignent que la nouvelle ouverture économique ne renforce un racisme profondément ancré. «*La mentalité européenne conserve un certain nombre de valeurs aussi anciennes que la traite négrière*, affirme Jean-Pierre Alaux. *Pour nous, le Sud reste une*

*ressource en matières premières.*»

En 2000, à El Ejido, une ville espagnole, on a vu comment ces préjugés pouvaient s'exprimer, quand le meurtre d'une Espagnole par un ouvrier marocain déséquilibré a déclenché des émeutes anti-immigrés. Depuis des années, les Maghrébins contribuent à la prospérité de cette région. Ces clandestins vivent à l'écart, souvent dans des cabanes sans eau ni électricité. Rétribués misérablement, ils subissent le mépris de nombreux propriétaires agricoles.

«*Comment être accepté?* se demande Mamadou Traoré. *Même si on le pouvait, est-ce qu'on a vraiment envie de renoncer à son identité, de se blanchir la peau et de devenir chrétien?*» S'il existe une relative harmonie raciale dans certaines grandes villes européennes, la discrimination culturelle et la ségrégation économique, dont El Ejido est une manifestation extrême, restent des obstacles considérables. Tous les éléments des politiques européennes – fermer les frontières, réduire l'immigration à des considérations économiques, établir des quotas et limiter les droits de résidence permanente, même pour le personnel hautement qualifié – contribuent à accréditer l'idée que les étrangers sont des citoyens de deuxième ordre et des parasites en puissance. Comme le souligne Virginie Guiraudon, la Suisse, qui a beaucoup utilisé les quotas pour des emplois à court terme, est aussi l'un des derniers Etats à s'être doté d'une législation sur l'intégration.

Mais il reste beaucoup d'inconnues. Le problème des retraites sera-t-il aussi grave que le prévoient les Nations unies? La libre circulation dans l'Europe élargie va-t-elle accroître les préjugés à l'encontre des émigrés extérieurs à l'Union européenne ou les atténuer? Une forte récession entraînerait-elle une violente réaction contre les immigrés, y compris les plus diplômés? Ce sont toutes ces questions que résume un vieil adage: «*on a fait venir des travailleurs et on se retrouve avec des gens*». ■

### «Je suis de la couleur de ceux qu'on persécute.»

Alphonse de Lamartine,  
poète français  
(1790-1869)

## DIABOLISATION DES DEMANDEURS D'ASILE

Dans la plupart des pays développés, seul le statut de réfugié politique assure une présence légale aux immigrants. En 2000, on recensait ainsi 390 000 demandes d'asile en Europe. Selon les prévisions du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies, les chiffres devraient être similaires en 2001, l'Allemagne et la Grande-Bretagne restant les deux principales destinations des demandeurs d'asile, dont les plus forts contingents proviennent d'Afghanistan, de Turquie et d'Irak.

Les pays européens ont mis en place des contrôles stricts à leurs frontières et rejettent jusqu'à 90% des demandes d'asile, au motif que la motivation des candidats est d'abord économique. Jack Straw, le ministre britannique des Affaires étrangères, propose même de réviser la Convention de Genève pour mettre fin à ce qu'il considère être un abus. Chaque jour, des dizaines de personnes franchissent le détroit de Gibraltar; un navire transportant 908 Kurdes s'échouait, en février, sur une plage du sud de la France; seize Roumains ont été arrêtés, début août, cachés sous le train Eurostar... En Europe, les nouveaux arrivants sont confrontés à la prison (on compte 2 000 demandeurs d'asile dans les prisons britanniques), au travail au noir, à la non-existence légale... Arun Kundnani, de l'ONG anglaise Campaign Against Racism and Fascism, parle d'une «diabolisation officielle des demandeurs d'asile», qui, dit-il, encourage le racisme. ■

## 2. LES VISAGES CACHÉS DU RACISME

# Le racisme **mondialisé**

Pour le penseur italien Alberto Burgio\*, les tensions raciales à l'échelle planétaire ont toutes un trait commun: elles permettraient à la mondialisation de résoudre ses contradictions.

PROPOS RECUEILLIS PAR IVAN BRISCOE

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

### Les différentes expressions du racisme dans le monde ont-elles des sources communes?

D'abord, il est important de souligner que l'idéologie raciste est un produit de la modernité. Bien entendu, les groupes humains se sont toujours affrontés violemment et l'histoire nous en donne de multiples exemples. Mais ce n'est qu'à l'époque moderne que cette violence a été justifiée par l'idéologie raciste. A mon sens, le lien entre racisme et modernité vient du fait que la modernité – bien qu'elle soit globale et universaliste – est, dans sa pratique – politique, sociale et même militaire –, foncièrement discriminatoire. Cette contradiction est en partie résolue par l'idéologie raciste, qui désigne les groupes à exclure en les taxant de «différents».

### La mondialisation renforce-t-elle ou atténue-t-elle le racisme?

Il est difficile de porter un jugement général, mais j'ai l'impression qu'à l'heure actuelle elle contribue surtout à l'accroître. La raison est assez simple: la mondialisation est une expression exemplaire du mouvement de la modernité. C'est un processus d'unification du monde, mais qui obéit à des principes hiérarchiques et sélectifs. Par mondialisation, on évoque essentiellement l'unification des marchés monétaires, celle des flux financiers spéculatifs, celle de l'information et de l'organisation de la production. En revanche, on ne parle pas de la circulation des individus. Dès lors, cette contradiction entre libre circulation de l'argent et cloisonnement des hommes doit être justifiée. Cela s'opère au nom de prétendues différences naturelles.

### Les flambées de racisme, qu'on observe en Afrique, en Asie et en Europe, ont-elles une même origine?

Il n'y a jamais deux racismes semblables, puisque leur contexte historique est différent. Cela dit, je crois possible de décrire un mécanisme commun: le racisme se fonde sur le postulat que l'identité d'un groupe est inscrite dans sa nature, donc immuable. On légitime ainsi les discriminations, voire dans les cas extrêmes, les violences ou le génocide. Il est clair qu'en Asie et en Afrique, les phénomènes racistes sont fortement influencés par la mondialisation et s'apparentent en cela au racisme européen et américain. Toutefois certains conflits ethniques graves s'expli-



Arrestation, en Grèce, de

quent par l'histoire spécifique de ces continents. Il reste donc nécessaire d'analyser chaque phénomène dans son contexte historique particulier.

### Vous insistez aussi sur le rôle du «facteur démographique», particulièrement en Europe...

Le racisme n'est pas la simple conséquence mécanique d'une pression démographique. Il reste que, pour la première fois depuis 50 ans, les flux migratoires, par leur ampleur, sont devenus un problème majeur à l'échelle mondiale. Si l'immigration Sud-Sud ne fait pas la une des journaux, étant considérée comme un épiphénomène du «nouvel ordre mondial», l'Europe a, en revanche, beaucoup redouté les déplacements massifs de populations à l'occasion du démantèlement de la Yougoslavie. Le facteur démographique est devenu une préoccupation majeure chez les gouvernants européens.

Dans mon dernier livre, je développe une analogie entre l'Europe actuelle et celle des années 1930. On retrouve en effet, aujourd'hui, un trait caractéristique de cette période: l'idée que «la cohésion sociale» passe par des déportations de masse, par le

\* Professeur d'histoire des idées à l'Université de Bologne, auteur de *L'Invenzione delle Razze (L'Invention des races), 1998, et de La Guerra delle Razze (La Guerre des races), 2001.*

déracinement organisé de populations entières et qu'il s'agit d'un volet essentiel de l'action géopolitique.

**Des experts vous opposeront que, à la différence des années 1930, les partis extrémistes européens sont en déclin. En France, par exemple, le Front National a perdu de son influence.**



clandestins venus des Balkans.

Certes, l'Histoire ne se répète pas. Mais les analogies peuvent nous servir de point de repère: on peut se demander si l'on n'y retrouve pas des phénomènes similaires, susceptibles de nous éclairer sur le présent. J'en discerne trois qui ont été déterminants dans les années 1930 et qui demeurent toujours très présents en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle.

En premier lieu, la guerre est à nouveau au cœur de l'Europe, dans les Balkans. Et, une fois de plus, elle est considérée comme une action politique possible par les Européens et les gouvernements occidentaux. Deuxièmement, les flux de population et la protection des frontières sont au premier rang des préoccupations politiques, en particulier celles de l'Union européenne, depuis la mise en application des accords de Schengen, en 1995. Enfin, le racisme est réapparu comme une arme idéologique et la grille de lecture «ethnique» des relations politiques et sociales fait consensus dans les sociétés démocratiques occidentales. Nous le voyons non seulement en Autriche, en Suisse et en Belgique, mais aussi en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France: selon un sondage, réalisé en mars 2000, plus

de 60 % des Français admettaient avoir des idées racistes.

**En Italie et ailleurs, la question de la culture nationale et de sa protection suscite un débat. Est-ce le simple habillage de préjugés racistes?**

Un Italien, comme moi, peut parfaitement comparer ses habitudes alimentaires, son mode de vie, ses goûts – tout ce qui distingue un Italien d'un étranger – sans une once de racisme. Mais tout bascule dès lors qu'on postule que ces différences culturelles sont indépassables, trop significatives pour que des gens puissent vivre ensemble sur un pied d'égalité.

Parlant des immigrants arabes ou musulmans en Italie, on entend souvent dire que leur culture n'est pas seulement différente de la nôtre, mais qu'elle les empêche de s'intégrer. A partir de là, leur assimilation dans un pays démocratique, où chacun est censé être égal devant la loi, devient impossible. L'ambiguïté de l'opinion raciste, c'est qu'elle veut bien reconnaître à l'autre certains traits humains essentiels – la culture, la religion, l'histoire, les traditions – mais qu'elle les assimile à des éléments naturels, qui n'évolueront jamais.

Mgr Giacomo Biffi, archevêque de Bologne, a clairement déclaré que l'Italie ne devrait accueillir que des immigrants venant de pays chrétiens, comme les Philippines, qui sont catholiques. Et Mgr Biffi n'est pas une exception. Un écrivain et politologue éminent, Giovanni Sartori, qui a vécu plusieurs années aux Etats-Unis et a enseigné à la Columbia University, professait les mêmes idées, dans un livre récent.

**L'exploitation politique du racisme s'accroîtra-t-elle?**

Il est difficile de faire des prévisions. Mais si la mondialisation se poursuit sur une ligne politique «dure» – celle d'une confrontation entre riches et pauvres –, alors nous entrerons dans une zone de tensions et, en particulier, de rejet violent à l'égard de ces immigrants, qui affluent en permanence vers les pays riches. Ces conflits seront aussi récupérés politiquement par la droite et, plus précisément, par les apôtres du racisme «spontané».

Il y a aussi la possibilité, ou plutôt l'espoir, que les dirigeants des nations les plus riches gèrent les tensions entre riches et pauvres de façon moins violente. C'est, malheureusement, l'hypothèse la moins probable. Mais si tel était leur choix, nous assisterions à une diminution progressive du racisme.

**N'est-il pas plus efficace de combattre le racisme dans chaque pays plutôt qu'au niveau mondial?**

Les campagnes contre le racisme doivent s'enraciner dans la réalité de chaque pays, faute de quoi elles se limiteront à des incantations moralisatrices – ce dont personne n'a besoin. Il faut pouvoir agir concrètement. Cela dit, les Nations unies et d'autres grandes organisations doivent continuer à sensibiliser les gouvernements à ce problème. C'est aussi le devoir de l'opinion mondiale. ■



# Dressés pour tuer...

Au Myanmar, l'ancienne Birmanie, tant l'armée gouvernementale que les divers groupes ethniques, qui s'affrontent depuis 40 ans, ont pris l'habitude de mettre des enfants en première ligne. 50 000 prendraient part aux opérations militaires.



Per Ler, un enfant de 13 ans, recruté par l'«Armée de Dieu», une milice karen.

© Thierry Falize, Bangkok

**BERTIL LINTNER**

JOURNALISTE À LA FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW.

**D**rang Ja n'avait que 16 ans quand il fut engagé de force dans l'armée du Myanmar (ex-Birmanie), en 1997. Il se rendait chez sa mère, dans le nord, quand la police de Mandalay le jeta en prison parce qu'il n'avait pas de papiers d'identité. Deux mois plus tard, un membre de la police militaire lui rendit visite dans sa cellule et lui proposa de rejoindre l'armée. Brang Ja accepta, par peur de croupir des années dans sa geôle. Un officier remarqua alors qu'il avait «l'âge idéal pour commencer un entraînement militaire».

Quand il arriva, en compagnie d'autres ex-détenus, au camp de Shwebo, dans le nord, il découvrit que plusieurs des recrues avaient à peine neuf ans. Certaines avaient tenté de fuir, mais en vain. Brang Ja participa à l'une des nombreuses guerres civiles dans lesquelles s'affrontent les multiples groupes ethniques du pays. Puis il réussit à s'enfuir et à traverser

la jungle pour rejoindre la Thaïlande, où il a raconté ce qu'il avait enduré.

Depuis la sanglante répression militaire contre le soulèvement démocratique, en 1988, les forces armées du Myanmar ont plus que doublé leurs effectifs, passant de 185 000 à 450 000 hommes. L'objectif officiel est d'atteindre les 500 000 hommes, pour mater les conflits ethniques et réprimer toute tentative d'opposition.

En Asie de l'Est, le Myanmar est le seul pays qui accroisse son armée au lieu de la réduire. Et cela n'a été possible que par le recrutement d'enfants. Selon les observateurs, au moins 50 000 seraient engagés dans des opérations militaires. Beaucoup ont été enlevés ou enrôlés de force dans le *tatmadaw* (les forces armées, en birman).

Mais la moitié d'entre eux environ servent dans les bandes armées des divers groupes ethniques. La Coalition pour

interdire l'utilisation d'enfants soldats (voir interview) affirme que le Myanmar «rivalise avec certaines régions d'Afrique pour la palme du recrutement d'enfants» dans le monde. Selon un rapport de l'UNICEF (1992), le Myanmar enrôle les conscrits dès l'âge de 14 ans. Dans les camps militaires, où ils reçoivent leur entraînement, on les surnomme *Ye Nyunt Lung* (jeunes pousses courageuses).

## Des centaines de morts

On exige de ces très jeunes recrues qu'elles accomplissent les mêmes tâches que des soldats de métier. Celles qui n'y parviennent pas sont souvent battues, voire tuées. Des enfants sont aussi envoyés en première ligne ou lancés contre l'ennemi en vagues d'assaut, où ils meurent par centaines. D'autres sont astreints à creuser des tranchées, à faire la cuisine ou à transporter le matériel et les munitions.

Selon *No Childhood at All?* (Privés d'enfance?), un rapport réalisé par Images Asia, une ONG basée à Chiang Mai (Thaïlande), la plupart des enfants soldats du Myanmar ne sont jamais allés à l'école ou en ont été retirés après un ou deux ans. «Beaucoup d'entre nous n'avaient que 14 ou 15 ans», raconte un enfant soldat anonyme. *Il y en avait même trois ou quatre qui n'avaient que 12 ans. Ils étaient trop petits pour tenir correctement leur fusil, mais ils devaient suivre le même entraînement que les soldats de métier. Chiko, un garçon de 12 ans, servait de domestique à un caporal. Un jour, le caporal l'a tellement battu qu'il a fini à l'hôpital. Maintenant il est aveugle et à demi paralysé. J'étais là quand il s'est fait tabasser.»*

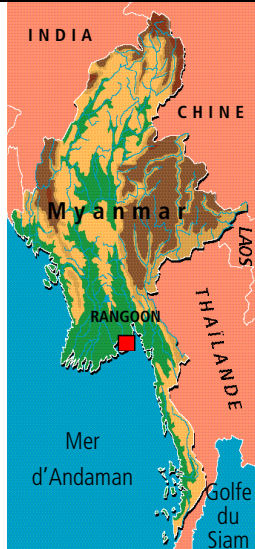
Les enfants des rues et les orphelins sont les plus vulnérables à la propagande de l'armée, qui se présente à eux comme leur «père et mère». Le rapport de l'UNICEF identifie au moins un camp militaire, près de Keng Tung dans l'Etat Shan, où des enfants de sept ans ont été utilisés comme «porteurs, boucliers humains ou détecteurs de mines».

Le rapport d'Images Asia multiplie, pour sa part, les exemples d'atrocités. Aung Tay, par exemple, 14 ans, raconte

## MYANMAR: LES CHIFFRES-CLÉS

Population (en million d'habitants):	45
Superficie (en milliers de km <sup>2</sup> ):	677
Produit intérieur brut par habitant (dollars):	1 027
Espérance de vie à la naissance (années):	56
Taux d'alphabétisation des adultes (%):	84
Population âgée de moins de 15 ans (%):	33

Sources: Banque mondiale, PNUD, 1999.



pour les jeunes recrues ne fait qu'aggraver l'ampleur des problèmes économiques et sociaux qui frappent le pays.

Depuis l'indépendance de la Birmanie, sortie du giron de la Grande-Bretagne en 1948, plusieurs minorités ethniques, qui représentent environ 40 % de la population, luttent pour obtenir l'autonomie ou conquérir l'indépendance. Cette tragédie a conduit le Myanmar, qui n'a pourtant pas d'ennemi à ses frontières, à bâtir, dès les années 1950, une puissante armée. En 1962, l'armée fomenta un coup d'Etat et s'empara du pouvoir, mettant fin à un régime parle-

mentaire fragile. Elle appliquera alors une idéologie désastreuse, celle de «*la voie birmane vers le socialisme*», qui a mené l'un des pays les plus prospères de la région au désastre politique et économique.

Après le soulèvement démocratique de 1988, les autorités militaires ont signé plus de 20 accords de cessez-le-feu avec des groupes armés rebelles, qui ont ainsi retrouvé leur place «au sein de la légalité». Mais l'espoir de voir s'estomper les combats et régresser le nombre d'enfants soldats a vite été déçu: beaucoup d'armées signataires continuent d'enrôler des enfants.

La pire d'entre elles – l'Armée de l'Etat uni de Wa (UWSA) – pratique le

trafic de drogue et contrôle une vaste portion de territoire, près de la frontière chinoise. Depuis l'accord signé en 1989, cette armée a fait la paix avec le gouvernement. Aujourd'hui, ses dirigeants fréquentent Rangoon, la capitale, Mandalay et d'autres villes du pays, où ils ont considérablement investi dans l'immobilier, l'hôtellerie et l'industrie manufacturière.

## Les orphelins de la guerre

Mais ils semblent avoir toujours besoin d'une armée pour protéger les nombreux laboratoires d'héroïne et d'amphétamines installés sur leur territoire. Selon les responsables internationaux de la lutte anti-drogue, l'UWSA constitue le réseau de trafiquants le plus lourdement armé du monde. Plus de la moitié de ses 20 000 recrues sont des enfants, dont beaucoup ont entre 10 et 12 ans.

Parmi les armées ethniques toujours en rébellion, l'Union nationale karen (KNU), qui recrute de très jeunes enfants et les utilise au combat. Début 2000, une autre milice karen moins importante, l'«Armée de Dieu», a fait parler d'elle dans le monde entier en attaquant un hôpital à Ratchaburi, en Thaïlande, près de la frontière birmane. Menés par des jumeaux de 12 ans, Johnny et Luther Htoo, la plupart des attaquants étaient des enfants karen, orphelins de la guerre civile. Depuis leur naissance, ils ne connaissent que la violence. Et, tant que le Myanmar demeurera une terre de conflits, ils n'auront pas d'autres perspectives. ■

qu'un commandant de bataillon a tiré en état d'ivresse sur trois garçons endormis parce qu'ils n'obtempéraient pas immédiatement à l'ordre de se lever. «*Ils ne se réveillaient pas tout simplement parce qu'ils étaient épuisés. Ils avaient fabriqué des briques pendant toute la nuit*», précise Aung Tay.

Toujours selon ce document, la plupart des enfants soldats ont assisté à des meurtres ou ont été forcés d'en commettre et de se livrer à des pillages. Au cours d'une offensive à Mawchi, dans l'Etat Kayah, Aye Myint et d'autres enfants soldats ont «*pénétré dans un village et tué les villageois que l'on considérait comme nos ennemis. On a volé leurs cochons, leurs poulets et tout ce qu'on pouvait. Puis on a mis le feu au village. Et on a violé les femmes avant de les assassiner*».

## La voie birmane du socialisme

Certains enfants s'engagent volontairement pour protéger leur famille des exactions de l'armée, ou pour gagner un argent qui manque cruellement. Mais ces espoirs s'avèrent souvent illusoire, surtout si les enfants soldats sont cantonnés loin de leur village. En outre, en raison d'une corruption rampante dans l'armée, les jeunes recrues sont sous-payées ou pas payées du tout.

«*J'avais 16 ans quand je me suis engagé, en 1993, témoigne Tai Ling Aung, le fils d'un pêcheur, cité dans le rapport d'Images Asia. Ma famille était très pauvre et j'ai dû rejoindre le tatmadaw, pour subvenir à ses besoins*». Selon la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, l'absence de moyens éducatifs



Camp d'entraînement pour enfants de l'armée du trafiquant de drogue Khun Sa.

© Thierry Falize, Bangkok

DRESSÉS POUR TUER...

# Comment les libérer de leur passé?

Jo Becker, membre de l'ONG Human Rights Watch, est l'auteur d'un rapport majeur sur les enfants soldats: 300 000 combattent dans 41 pays. Il explique pourquoi leur réinsertion est indispensable pour revenir à la paix.

**INTERVIEW RECUEILLIE PAR SHIRAZ SIDHVA**

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

## Connaît-on le nombre d'enfants soldats au monde?

Plus de 300 000 enfants de moins de 18 ans combattent au sein de forces gouvernementales ou rebelles, dans plus de 41 pays. Et des milliers d'autres sont entraînés au combat, dans plus de 87 pays. La plupart ont entre 15 et 18 ans, mais les plus jeunes ont tout juste 7 ans...

## Ces enfants sont-ils recrutés pour pallier le manque de soldats adultes ou s'agit-il d'une forme extrême d'exploitation des enfants?

Plus les conflits se prolongent, plus des enfants risquent d'y être impliqués. Ils coûtent moins chers et sont plus malléables que les adultes, plus faciles à conditionner pour obéir aveuglément et pour tuer. On connaît le cas d'enfants qui sont partis à l'assaut sous un feu nourri, sans penser qu'une balle pouvait les tuer. Durant le conflit frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée, en 1999-2000, les forces gouvernementales éthiopiennes ont enrôlé de force des milliers d'écoliers qu'ils raflaient sur les marchés et dans les villages. Certains ont été envoyés à l'assaut au travers de champs de mines.

## Qu'est-ce qui pousse les enfants à combattre?

Beaucoup ont subi ou assisté à des sévices infligés par les autorités: ils espèrent alors se trouver en sécurité ou être à même de protéger et de nourrir leur famille, ce qui est rarement le cas. On cherche souvent à recruter des enfants de minorités ethniques ou indigènes, comme

au Guatemala, pendant la guerre civile. Ils sont aussi l'objet de trafics entre pays frontaliers: des enfants du Rwanda et de l'Ouganda ont combattu en République démocratique du Congo; des enfants pakistanais ont été envoyés en Afghanistan.

**Au Sri Lanka, les Tigres Tamouls ont utilisé des jeunes filles comme bombe humaine, parce qu'elles risquent moins d'éveiller les soupçons. Avez-vous dénombré d'autres**

veux. Ils sont toujours sur le qui-vive, prêts à partir à la charge. Après des années passées à combattre, ils ne savent ni lire ni écrire et ne peuvent trouver leur place dans la société.

## Que peut-on faire pour réinsérer ces enfants analphabètes et sans formation?

En les soutenant et en leur donnant une seconde chance pour s'instruire ou apprendre un métier, ils peuvent tout à fait réussir leur réinsertion. Il est impor-

tant de mettre en place des programmes à long terme. Au Liberia, où la démobilisation des enfants soldats a été soudaine et les programmes de réinsertion insuffisants, beaucoup se sont réengagés ou sont tombés dans la délinquance. Ailleurs, comme en Angola ou en Sierra Leone, des conflits éclatent à nouveau.

Les programmes engagés au Mozambique et dans le nord de l'Ouganda donnent de bons résultats. Les meilleurs impliquent les communautés et asso-

cient la psychologie, la pédagogie modernes aux coutumes et rites traditionnels. Il peut s'agir de rites de purification aidant les enfants à se libérer de leur passé guerrier. Au Mozambique et en Sierra Leone, des enfants ont rendu visite aux familles de leurs victimes et, en dédommagement, ont effectué des travaux ou bâti des écoles. Des donateurs consacrent des moyens à cet aspect de la construction de la paix, mais un engagement plus cohérent s'impose si l'on veut s'attaquer efficacement au problème. ■



La Russie est l'un des 87 pays qui entraînent militairement des enfants.

© Oleg Mishin/Gamma Liaison, Paris

## cas de recrutement de jeunes filles?

Le nombre de garçons recrutés est nettement supérieur mais, dans certains conflits, la proportion de filles peut atteindre un tiers. Dans le nord de l'Ouganda et en Sierra Leone, de nombreuses jeunes filles ont été enlevées par des groupes de guerilleros, puis utilisées à des objectifs militaires et comme esclaves sexuelles. Ce fut aussi le cas au Salvador, pendant la guerre civile.

## Comment les enfants réagissent-ils à l'engagement militaire? Outre le danger pour leur vie, n'y a-t-il pas un risque de traumatisme psychologique?

Les conséquences sont dramatiques. D'anciens enfants soldats affirment qu'ils font des cauchemars et restent hantés par le souvenir des combats. Un simple bruit de pas dans leur dos les rend ner-



Global Report on Child Soldiers, 2001.  
www.child-soldiers.org



# Immatériel, mais bien réel

Danses, chants, rites, savoir-faire, langues et traditions orales sont autant d'éléments immatériels de la culture que l'UNESCO a décidé d'inventorier, de protéger et de développer. Mais selon quels critères?

**DR. RICHARD KURIN**

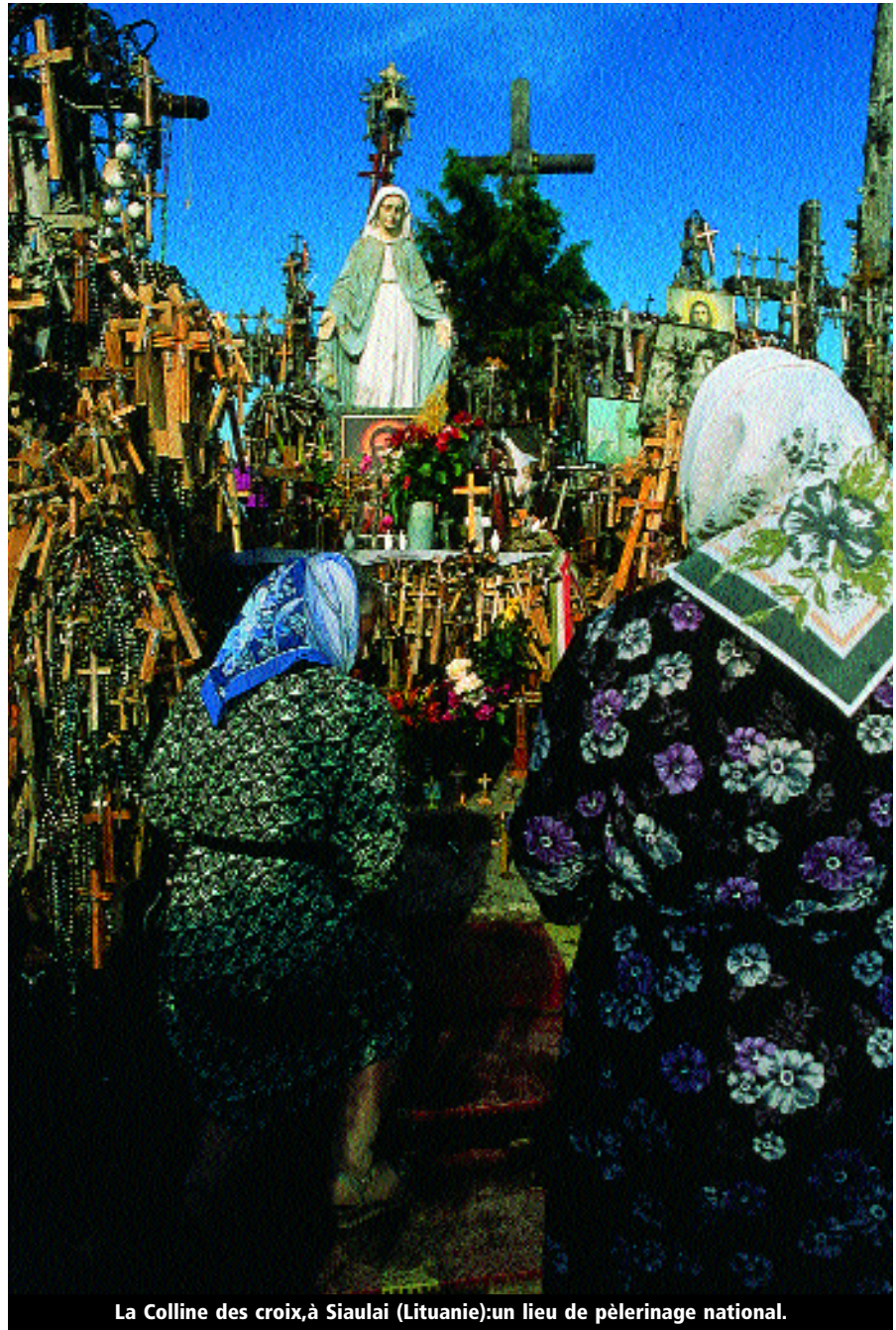
DIRECTEUR DU SMITHSONIAN INSTITUTION CENTER FOR FOLKLORE AND CULTURAL HERITAGE, À WASHINGTON (ÉTATS-UNIS).

opéra traditionnel *kunqu*, en Chine; le théâtre *nogaku*, au Japon; les spectacles de *kutiyattam*, en Inde; les polyphonies géorgiennes; l'artisanat des croix, de bois ou de métal, en Lituanie; le genre musical *niagassola sosso bala*, en Guinée... Voici quelques-uns des chefs-d'œuvre répertoriés par un nouveau programme de l'UNESCO: le Patrimoine oral et immatériel de l'humanité.

«Patrimoine immatériel»? Cette expression technique reste réservée aux experts. Les chamans et les musiciens ne l'utilisent pas. Elle désigne les aspects immatériels de la culture, ses productions éphémères comme les traditions orales, la langue elle-même, ou encore les croyances, les valeurs et les savoir-faire qui donnent leur vitalité aux cultures. Elle comprend, par exemple, les danses nuptiales et les chants funèbres, les techniques artisanales et les usages agricoles transmis oralement. Elle peut aussi désigner des fêtes et des lieux de rencontre, comme la merveilleuse place Djamaa el-Fna, à Marrakech. S'il a parfois sa place au musée – avec des échantillons des plantes utilisées par les guérisseurs, par exemple – le patrimoine immatériel représente avant tout la tradition orale et vivante d'un peuple. Il ne se conserve pas à l'abri d'une vitrine!

## Un élan qui remonte à l'ère Meiji

Le caractère immémorial de la culture n'est pas une découverte récente. Aux XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècles, philologues et folkloristes ont répertorié des traditions orales dans toutes les régions du monde. Mais l'expression «patrimoine culturel immatériel» est assez récente. En 1950, le Japon élabore un premier programme national en faveur de ses trésors vivants,



La Colline des croix, à Siaulai (Lituanie): un lieu de pèlerinage national.

© Nekrošius/Vilflos/Gamma, Paris

qui vise à reconnaître le savoir-faire des maîtres, dans les arts traditionnels. Très vite, la Corée, les Philippines, la Thaïlande, les États-Unis et la France vont s'en inspirer. Le patrimoine immatériel apparaît comme un bien ou une richesse qu'il faut protéger, reconnaître, promouvoir et encadrer. Cette idée remonte

à l'ère Meiji, mais rejoint la conception occidentale de la propriété intellectuelle, selon laquelle le droit d'auteur et le brevet s'appliquent à la traduction matérielle d'une idée. Reste la création culturelle collective. Sans support matériel écrit ou enregistré, elle posait – et pose encore aujourd'hui – des problèmes. ▶

Dans les années 1970, la réflexion sur le patrimoine immatériel et sur la nécessité de le sauvegarder se nourrit des débats qui accompagnent l'élaboration, par l'UNESCO, de la notion de patrimoine mondial de l'humanité. La réflexion se traduira enfin, en mai 2001, par une

---

**Les linguistes  
estiment  
que la majorité  
des 6 000 langues  
encore parlées  
sur la planète  
disparaîtra  
au siècle prochain**

---

avancée concrète, quand le Directeur général de l'UNESCO, M. Koichiro Matsuura, proclamera les 19 premiers chefs-d'œuvre du Patrimoine oral et immatériel de l'humanité.

Pourquoi un délai aussi long? A cause, tout d'abord, d'un manque de précision: si la notion de culture est large, les mots «patrimoine» et «immatériel» contribuent plus encore au flou. Ensuite, on imagine mal l'expression «patrimoine culturel immatériel» dans la bouche d'un artisan ou d'un griot lauréats.

Malgré ces deux écueils, l'intérêt pour ce domaine s'est accru en même temps que la sensibilisation de l'opinion à la mondialisation. Au niveau mondial, les biens culturels, à l'instar des ressources naturelles, paraissent menacés d'extinction. Les linguistes estiment que 50% à 95% des 6000 langues encore parlées sur la planète disparaîtront au cours du siècle prochain. La grande majorité d'entre elles n'étant pas fixée par l'écriture, chacune emportera avec elle des savoirs et des modes d'expression accumulés au fil des générations.

A l'échelle locale, l'opinion se montre réticente à accepter un modèle de consommation planétaire et homogénéisé, sans racines, sans mémoire et sans symboles. Défendre sa culture revient à dire: «*le monde dans lequel je vis s'est élargi, mais j'y ai encore ma place*». Dans un registre plus grave, la notion de patrimoine culturel immatériel a aussi retenu

l'attention de l'opinion quand des tensions liées aux pratiques religieuses et aux affirmations ethniques ont pris une tournure violente.

Evaluer le patrimoine immatériel n'est pas une tâche facile. La question a nourri les débats au sein du jury chargé par l'UNESCO de désigner les premiers chefs-d'œuvre immatériels. Un problème de définition s'est d'abord posé: une représentation de théâtre traditionnel met en jeu de nombreux éléments tangibles (textes écrits, scénographie, costumes). S'agit-il toutefois d'une tradition immatérielle parce que l'on a affaire à une représentation? A partir de quand une pratique culturelle devient-elle une tradition? Est-il nécessaire qu'elle soit connue d'un large public? Lorsque les pratiques évoluent, s'agit-il d'une adaptation appréciable de la tradition, ou d'une dérive condamnable?

Si la définition pose des problèmes, l'estimation de la valeur est plus épineuse encore. Chaque langue n'est-elle pas déjà un chef-d'œuvre? Comment estimer sa valeur et son importance relative – par le nombre de ses locuteurs, sa place dans l'Histoire, l'éclat de sa poésie?

Comment, enfin, décider si la richesse d'un patrimoine peut être préservée, et de quelle manière? A quelles traditions s'attacher en priorité? Les plus menacées ou les plus dynamiques? Sauvegarder une tradition nécessite de préserver les moyens de la pratiquer, parfois au prix de conditions de travail et de salaire inacceptables...

Les stratégies de la préservation ont donc, elles aussi, suscité des débats. Dans certains cas, le patrimoine immatériel peut apparaître comme un trésor national. Il mérite alors le soutien de l'Etat, des dégrèvements fiscaux ou des subventions... Au risque de transformer une pratique communautaire en une institution contrôlée par des bureaucrates.

### **Qui a le pouvoir de choisir?**

D'autres fois, on estimera qu'une célébration rituelle n'est pas assez mise en valeur. Mais des investissements supplémentaires ne vont-ils pas dévoyer la tradition, lui substituer une attraction touristique? Pour certaines ressources immatérielles, une simple reconnaissance de leur valeur peut être une occasion de conflits, que le contrôle de la tradition devienne un enjeu entre groupes rivaux

ou que l'ingérence extérieure modifie l'équilibre interne des pouvoirs. Il faut aussi savoir ce que l'on veut protéger de la tradition: ses productions (des chants), sa trace documentaire (un enregistrement), sa forme (le chant) ou ses moyens d'expression (les interprètes)?

A qui, enfin, revient le pouvoir de choisir? Les Etats membres de l'UNESCO présentent la candidature de traditions culturelles susceptibles d'être qualifiées de trésors. Le plus souvent, leur choix répond aux intentions les plus louables. Parfois, il reflète les intérêts étroits d'un clan au pouvoir. Des traditions minoritaires peuvent se trouver négligées, voire censurées, surtout quand elles puisent leur vitalité dans la résistance à la domination nationale. Le principe d'une désignation nationale est donc discutable.

Anthropologue et membre de ce jury, je doutais qu'il soit possible de définir et de sélectionner des trésors culturels

---

**Des traditions  
minoritaires peuvent  
se trouver négligées,  
voire censurées,  
surtout quand  
elles résistent  
à la domination  
nationale**

---

immatériels avant que soient résolues toutes les questions soulevées par ce projet. Je m'interroge encore sur certains points, sur lesquels il sera sans doute possible d'avancer à mesure que le programme évoluera. Mais j'avoue avoir été impressionné par la sélection des 19 premiers chefs-d'œuvre.

Il est encourageant, à l'ère de la mondialisation, de constater que des cultures locales survivent et parfois même prospèrent. En cette époque d'innovation accélérée, j'ai pu juger de la vigueur et de la ténacité des traditions sélectionnées et de leurs adeptes. Je souhaite que les programmes d'action locaux, nationaux et, à présent, internationaux contribuent à inspirer les générations à venir. ■

IMMATÉRIEL, MAIS BIEN RÉEL

# Des retombées bénéfiques pour les chefs-d'œuvre

L'Inde redécouvre son théâtre kuttiyattam, l'Espagne regarde d'un œil neuf son vieux Mystère d'Elche... 19 trésors brillent aujourd'hui de tout leur éclat, depuis leur inscription au patrimoine immatériel de l'UNESCO.

ASBEL LÓPEZ

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

En mai 2001, pendant la cérémonie de proclamation des 19 premiers chefs-d'œuvre du Patrimoine oral et immatériel de l'UNESCO, à Paris, des membres de la délégation espagnole poussent des cris de joie. Ils se précipitent sur leur

pour sa palmeraie millénaire, plantée quand la ville était arabe. Plus que pour la palmeraie, pourtant, le cœur des habitants bat pour le *Mysteri d'Elx*. Chaque année, dans la basilique Santa Maria, 300 volontaires jouent la mort, l'ascension et le couronnement de la Vierge. Ce drame musical sacré, célébré les 14 et 15 août, est un élément essentiel de l'identité culturelle et linguistique de la population qui maintient la tradition vivante depuis le XV<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, l'Inde redécouvre le théâtre sanscrit *kuttiyattam*, joué, aujourd'hui, par cinq familles *chakyar*. Le *kunqu*, la plus ancienne tradition théâtrale chinoise, est désormais représenté dans tout le pays. «Si la valeur de ces œuvres était indiscutable avant leur nomination, celle-ci leur a néanmoins conféré une nouvelle dimension», commente Noriko Aikawa, directrice de la section Patrimoine immatériel de l'UNESCO. Cette notoriété soudaine est décisive pour obtenir des moyens financiers, mobiliser les pouvoirs publics et stimuler la coopération internationale.

## L'UNESCO apportera un appui financier

C'est le cas, par exemple de la culture *garifuna* en Amérique centrale, sélectionnée pour sa langue, sa musique et sa danse. Les représentants de cette culture, des descendants d'esclaves rebelles, originaires d'Afrique, vivent disséminés au Belize (dont le gouvernement a présenté la candidature de ce patrimoine à l'UNESCO), au Honduras, au Nicaragua et au Guatemala. Des enseignants, membres du Conseil national *garifuna* du Belize, voyagent à travers le Nicaragua pour éviter la disparition de la langue.

Suite à la décision de l'UNESCO, des fonctionnaires du ministère de la Culture du Nicaragua ont proposé, comme l'explique Roy Cayetano, vice-ministre du Développement rural et culturel, de donner une dimension officielle à ce projet. Cette initiative participe à un projet ambitieux de normalisation de l'orthographe *garifuna*, qui sera un instrument indispensable aux 11 000 dépositaires de cette langue, dispersés à travers dix communautés de quatre pays différents.

De plus, l'UNESCO apportera un appui financier aux projets d'action présentés par les différents candidats afin de préserver et de promouvoir ces trésors fragiles. ■



Le carnaval d'Oruro, une ville minière de l'Altiplano bolivien.

téléphone portable pour diffuser la nouvelle: le Mystère d'Elche est reconnu comme un chef-d'œuvre! Le bouche-à-oreille aidant, en quelques minutes, des centaines d'habitants d'Elche, une ville du sud de l'Espagne, fêtent l'événement dans la rue, devant la célébration officielle prévue pour le lendemain.

Tout ce remue ménage pourrait paraître excessif, puisqu'Elche figure déjà au Patrimoine mondial de l'humanité

Figurer sur la liste du Patrimoine immatériel a des conséquences immédiates pour les dépositaires de ces œuvres. Comme pour les cinq indigènes qui parlent encore la langue *zapra* dans la forêt amazonienne, ou les conteurs de la place Jemmaa el-Fna de Marrakech. Les répercussions sont d'abord nationales, car la presse surmonte, dans certains cas, des décennies d'indifférence à l'égard de ces diverses manifestations.

© Hy F de Fanta Castro/Gamma, Paris

# Publicitaires, lâchez les enfants!

Est-il acceptable d'inciter les plus jeunes à la consommation? Non, pense la Suède, qui interdit la publicité télévisée pour les moins de douze ans. Et qui veut promouvoir son modèle. L'offensive commence en Europe.

PASCALINE DUMONT

JOURNALISTE FRANÇAISE INDÉPENDANTE.

**D**onnez-moi un enfant de n'importe quel milieu et dites-moi ce que vous voulez que je fasse de lui – un scientifique, un artisan, un politicien ou même un criminel. J'atteindrai cet objectif», proclamait, en 1932, le psychologue américain Edward Chace Tolman. Bien que ses méthodes n'aient jamais abouti à des résultats convaincants, le théoricien de l'éducation manipulatrice garde, encore aujourd'hui, de discrets émules: les grandes marques et les agences de publicité s'efforcent, par le biais de la télévision, de transformer les enfants en

consommateurs. Téléspectateurs assidus, ces derniers constituent une cible idéale. Selon une enquête du *Journal de Genève*, les 7 à 12 ans, en France et en Suisse, passent, en moyenne, deux heures et demie par jour devant le petit écran.

Si les petits Allemands résistent mieux, les enfants américains ingurgitent quatre à cinq heures quotidiennes de programmes télévisés! Les marques de l'agroalimentaire, de jouets, de vêtements ou les labels de musique investissent déjà des centaines de millions de dollars ou d'euros pour les

séduire. Aux Etats-Unis, selon l'association Consumers Union, chaque enfant voit défiler 30 000 spots publicitaires par an.

Leur comportement s'en ressent: ils choisissent désormais ce qu'ils consomment, imposent leurs marques et influencent les choix familiaux. «*L'enfant est de plus en plus prescripteur et il exprime ses goûts de plus en plus tôt*», constate Claude-Yves Robin, directeur général de la chaîne thématique française Canal J. Spécialiste du marché des enfants, Moeata Melard, de l'agence MSM Marketing Research, expli-



Les regards attendrissants: une arme de vente efficace pour les produits de l'agroalimentaire.

© F. Lochon/Gamma, Paris

quait dans une interview au quotidien français *Le Monde* que, des jeux électroniques aux CD-Rom et aux produits multimédias, «plus de la moitié des innovations parvient dans les foyers par le biais des enfants». Pour éviter les conflits, les parents accéderaient, dans plus de 50% des cas, aux demandes de leur progéniture.

Depuis longtemps déjà, l'exposition des enfants au matraquage publicitaire fait l'objet d'un débat. «De nombreuses études ont démontré que les enfants, avant 8 ans, ne sont pas en mesure de faire la différence entre une émission et une publicité», s'alarmait, voici quelques années, l'Académie américaine de pédiatrie, avant de conclure: «l'Académie considère que la publicité qui leur est destinée est trompeuse». Aux Etats-Unis toujours, de nombreux psychologues dénoncent l'utilisation, par les publicitaires, de techniques qui confinent à la manipulation des esprits.

## Avec le satellite, les chaînes contournent la loi

Dans l'Union européenne, un tiers seulement des pays membres se sont dotés de règles, rarement contraignantes, dans le cadre de la directive Télévision sans frontières (voir encadré). Seule la Suède fait exception avec sa réglementation stricte. Erling Björnstrom, professeur en communication, dont les travaux ont servi à élaborer la loi, confirme que les enfants sont incapables de distinguer un message commercial d'un autre programme avant 10 ans. Ce n'est qu'à partir de 12 ans qu'ils parviennent à comprendre le but d'une publicité. En conséquence, depuis 1991 et l'apparition des chaînes privées, toute publicité est interdite pendant les plages horaires réservées aux enfants. De plus, jusqu'à 21 heures, en semaine, et 22 heures, le week-end, les spots mettant en scène des enfants ou des personnages qui leur sont familiers sont, de même, prohibés.

Sûre de la validité de son modèle, la Suède voudrait le promouvoir en Europe. En mai 2001, alors que son pays assurait la présidence de l'Union européenne, Marita Ulvskog, la ministre suédoise de la Culture, organisait une rencontre sur ce thème, dans la ville de Falun, avec ses homologues européens. Le débat est désormais engagé et le moment est opportun, puisque la directive européenne Télévision sans frontières doit être révisée en 2002. Plusieurs Etats – la Grèce et le Portugal, au Sud, la Grande-Bretagne, le Danemark et les Pays-Bas, au Nord – s'affirment déjà partisans d'un ren-

forcement de la réglementation européenne, alors que les autres se satisfont de la situation actuelle qui laisse chaque pays membre, seul juge des mesures à prendre.

Depuis que la question est à l'ordre du jour de l'agenda européen, les professionnels de la communication ont commencé à fourbir leurs arguments. Premier angle d'attaque: la mondialisation. «Rien n'empêchera les chaînes thématiques de diffuser

Suède, en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne pour le compte de la Commission européenne. «Il n'existe pas de preuves convaincantes», écrit-t-il, que la publicité affecte les valeurs des enfants, leurs habitudes alimentaires, la consommation de tabac et d'alcool (...) Les enfants sont plus influencés par leurs parents et leurs camarades de jeux que par les médias. Et il conclut: les gens exagèrent le pouvoir de la



Marita Ulvskog (au centre), ministre suédoise de la Culture avec ses homologues européens.

© Bertil Ericson/STF/AFP, Paris

de la publicité aux enfants», explique ainsi Robert Gerson, ancien président pour la France de la firme Mattel, qui vend, entre autres, les poupées Barbie. De fait, le développement exponentiel des bouquets-satellites en Europe – qui sont de formidables tremplins pour les chaînes américaines comme MTV, Disney Channel ou Nickelodeon – empêcherait l'application d'une interdiction à l'échelle européenne. C'est le cas en Suède, où TV3 et Kanal 5, deux chaînes privées qui émettent depuis la Grande-Bretagne, contournent la loi.

Deuxième argument: celui de l'innocuité du matraquage publicitaire. L'Advertising Education Forum – une association dont le conseil de d'administration est composé d'annonceurs, de diffuseurs et d'agences de conseil en communication – vient de publier les résultats d'une étude concernant 5 000 parents, dans 20 pays européens. Selon 85% des sondés, la publicité influencerait peu ou pas du tout leur progéniture.

Ces dernières années, Jeffrey Goldstein, chercheur au département de communication à l'université d'Utrecht (Pays-Bas), a mené quatre enquêtes en

publicité parce qu'elle est omniprésente.»

A nouveau sollicité, dans le cadre de la révision de la directive Télévision sans frontières, le même Jeffrey Goldstein vient tout juste de remettre son rapport à la Commission. «Il en appelle à la responsabilité des annonceurs», explique Daniel Aboaf, vice-président de la Fédération européenne du jouet (ETI — European Toy Industry). *Mieux vaut une autorégulation selon des principes simples que des mesures d'interdiction.»*

## Une défense paradoxale

Pour démontrer leur faible emprise sur les plus jeunes, les publicitaires mettent aussi en avant l'argument du prix: aujourd'hui, l'audience d'un enfant vaut trois fois moins cher que celle d'un adulte. Plus hétérogène, la nouvelle génération est difficile à cibler et à fidéliser. S'ils sont sensibles à la nouveauté, leur attention est aussi plus difficile à capter. Selon une étude réalisée par le Dr Reinhold Bergler, professeur d'université, à Bonn, à la demande de la Commission européenne, 33,6% des moins de six ans n'hésitent pas à remettre en cause la crédibilité de la publicité. ▶

## Télévision sans frontières

Adoptée le 3 octobre 1989 et modifiée en 1997, la directive Télévision sans frontières a été conçue pour harmoniser le cadre juridique des activités des chaînes de télévision dans l'Union européenne. Selon une de ses dispositions, la publicité télévisée ne doit pas inciter directement les mineurs à l'achat, «en exploitant leur inexpérience et leur crédulité». Chaque pays peut appliquer ce principe à sa convenance. En Suède, la publicité télévisée destinée aux enfants est interdite. Au Luxembourg et en Belgique, elle est interdite cinq minutes avant et après les programmes pour enfants. En Italie, les dessins animés ne peuvent être interrompus par des écrans publicitaires. Au Danemark, il existe un accord entre l'Etat et la chaîne privée TV2 sur les restrictions de la publicité destinée aux enfants. ■

Les défenseurs du statu quo plaident donc l'inefficacité de la publicité sur les enfants, malgré les sommes considérables qui y sont investies. Poussant plus loin le paradoxe, ils mettent en avant la force du sens critique chez les enfants. Et leur sens des responsabilités. Plutôt que de les priver de publicité, mieux vaudrait leur apprendre à faire le tri: «c'est aux parents et aux enseignants d'apprendre aux enfants les réalités du monde commercial. Tout comme on leur apprend à regarder avant de traverser la rue», explique ainsi l'hebdomadaire britannique *The Economist*.

### Des relations incestueuses

Partie prenante du débat, les chaînes de télévision et les producteurs de programmes invoquent, quant à eux, la sauvegarde de l'emploi. Dans l'ensemble de l'Union européenne, les recettes de la publicité télévisée destinée aux enfants atteignent 670 millions à un milliard d'euros par an. Les Etats ayant imposé aux chaînes des quotas de production originale, ces recettes financent la fabrication de programmes nationaux et limitent l'importation de fictions et de dessins animés américains ou japonais. La France, par exemple, se place aujourd'hui au troisième rang mondial pour la production de séries animées. Mais, avec seulement 300 heures par an, elle reste très loin derrière les deux premiers mondiaux.

Pourtant, que l'on préfère ou non, pour des questions de goût ou de culture, le style des séries européennes à leurs homologues étrangères, leur fonction reste la même. Dès que la publicité finance une programmation, cette dernière a pour mission première de drainer une audience, si possible ciblée, vers les annonceurs. Cette relation

incestueuse entre programmes télévisés et commerce s'affiche d'ailleurs sans scrupules. On l'a vu, encore récemment, avec la série japonaise *Pokemon*. Aussitôt que le succès s'empare d'une création de fiction, les personnages en sont répliqués, jusqu'à l'indigestion, dans la confiserie, les chaînes de fast-food ou les stations-service.

«Toute interdiction ou restriction supplémentaire de la publicité visant les enfants en Europe serait dévastatrice pour la production audiovisuelle», déclarait récemment Cindy Rose, lobbyiste du groupe Walt Disney, à Bruxelles. Son inquiétude ne se limite pas à la défense de la création artistique et des emplois qui l'accompagnent. Le groupe qu'elle représente est affecté à plus d'un titre: outre la vente de programmes à la télévision, il prospère aussi, en Europe, grâce son parc Eurodisney, à ses films et

à ses innombrables produits dérivés. Production et publicité se parasitent mutuellement.

### Les entreprises à l'école

Quel que soit leur avenir sur les chaînes de télévision, les annonceurs se déploient déjà sur d'autres terrains. La présence accrue des entreprises à l'école inquiète déjà de nombreux spécialistes de l'enfance. Les marques de fast-food, de boissons gazeuses, de chaussures de sport ou de prêt-à-porter ne se contentent pas de distribuer – avec la discrète complicité des enseignants – quelques échantillons ou kits publicitaires. «Aux yeux des chefs de produit, chaque cafétéria, chaque salle de cours est un groupe de discussion (...) une sérieuse occasion de chasser le cool...» écrit Naomi Klein, auteur de *No Logo, la tyrannie des marques* (éditions Actes sud). La Grande-Bretagne de Tony Blair n'a pas hésité à demander aux entreprises privées de voler au secours des établissements scolaires publics en mal de ressources.

Même dans ce domaine, la télévision a encore un rôle à jouer. Aux Etats-Unis, la chaîne privée Channel One, qui diffuse des programmes pédagogiques dans les écoles, se targue de sa présence dans 12000 établissements et d'une audience estimée à 8 millions de scolaires pour imposer à ses annonceurs des tarifs deux fois plus élevés que les chaînes généralistes. L'enfance est un vert paradis, de la couleur du dollar. ■



Ciblés par la publicité, les enfants «prescripteurs» incitent les parents à l'achat.

# Adam Michnik:

## La démocratie, éternelle inachevée...



© Gazeta/Agence-Vu, Paris

Jadis, dans la dissidence, comme aujourd'hui à la tête du plus grand quotidien polonais, Adam Michnik n'a jamais cessé de jouer les agitateurs d'idée. Comment juge-t-il l'ordre démocratique en Europe, 12 ans après la chute de l'Empire soviétique?

**D**epuis l'arrivée au pouvoir, à Varsovie, en 1989, d'un gouvernement non-communiste — le premier du Bloc de l'Est —, la Pologne a très vite appris le jeu de la démocratie...

Douze ans après la «Révolution de velours», la majorité des pays d'Europe

centrale et de l'Est sont aujourd'hui des démocraties. Mais la démocratie, ici, est malade. D'abord, au sens élémentaire du terme, dans la mesure où nos structures démocratiques sont jeunes, faibles, sans grande tradition ni culture politique. Mais aussi parce que la démocratie occidentale est malade, elle aussi. Chez nous, comme chez vous, la corruption est inhérente au système. Dans nos démocraties polonaise, tchèque, hongroise ou slovaque, cela prend



© Chip Hilar/Gamma, Paris

## «La démocratie ne se prétend pas infaillible. On peut y remplacer les armes par des arguments»

des proportions plus graves que dans vos démocraties occidentales, qui sont plus établies. Mais il n'y a pas de différence de nature: nos problèmes sont aussi les vôtres. Et la corruption reste le grand défi de l'ordre démocratique.

**Était-ce cette «normalité» à laquelle vous aspiriez du temps où vous militiez clandestinement?**

Pas vraiment! Mais tout n'est pas fichu! Grâce à Dieu, nous avons une presse libre. Nous pouvons chaque jour, dénoncer les «affaires». C'est une lutte complexe. Mais à tout prendre, je préfère subir la corruption dans la démocratie que la corruption dans la dictature. Notre rôle, au quotidien *Gazeta*, dont je suis le Rédacteur en chef, est, bien sûr, la défense de la liberté, de la vérité, mais aussi l'exercice du quatrième pouvoir. Nous observons le gouvernement avec vigilance. Nous alimentons le débat sur les valeurs démocratiques, les traditions nationales, l'héritage de l'histoire, la tolérance. Nous pensons aussi aux exclus: les pauvres, les minorités religieuses et ethniques. Pour nous, travailler à *Gazeta*, c'est une façon de poursuivre ce que l'on faisait dans l'opposition démocratique, au temps du communisme.

**Autrefois, les dissidents de l'Est faisaient entendre leur voix jusqu'à l'Ouest. Ces voix, on ne les entend plus...**

Parce que notre combat est devenu un combat de tous les jours! Ce n'est plus «la lutte finale»... A l'époque de la dictature, la principale différence entre nous et les mouvements révolutionnaires, c'est que nous, opposition anticommuniste, ne nourrissions aucune «utopie de la société parfaite». Personnellement, je crois plutôt en *Une société imparfaite*, pour reprendre le titre d'un livre de Milovan Djilas. C'est pourquoi je n'éprouve pas de grande désillusion. C'en est peut-être une, pour vous les idéalistes de l'Ouest! Mais c'était aussi la spécialité des intellectuels occidentaux que de mettre leur espoir dans le Vietcong, Fidel Castro, Mao Ze

Dong, l'Union soviétique, les Sandinistes du Nicaragua, ou que sais-je encore. Notre mouvement — celui du Tchèque Vaclav Havel, du Russe Andreï Sakharov, de Solidarnosc — fut un mouvement sans utopie, pour un retour au «normal». Bien sûr, nous avons idéalisé la démocratie occidentale. Nous la connaissons mieux, aujourd'hui, avec ses faiblesses. Mais cela ne nous empêche pas de lutter, au sens moral, contre la corruption, le chômage, la pauvreté et pour la construction d'un système plus juste. Mais la spécificité de cette lutte, c'est qu'elle ne sera jamais achevée. Elle est infinie, comme le travail de Sisyphe qui, aux Enfers, doit sans cesse pousser son énorme rocher au sommet d'une colline qu'il n'atteindra jamais.

**Vous faites souvent l'éloge du gris...**

Le monde de la dictature était en noir et blanc. C'était le combat du Bien contre le Mal. La Vérité totale contre le Mensonge absolu. Il fallait être un idiot ou un voyou pour oser s'y opposer. La démocratie est de nature qualitativement différente. C'est un monde où s'entrechoquent des logiques, des intérêts fragmentaires et contradictoires et où le gris domine. Recherche incessante du compromis, éternelle imperfection... La démocratie ne se prétend pas infaillible. On peut y remplacer les armes par des arguments. C'est une

alternative à la guerre civile. En ce sens, les attentats basques contre l'Etat espagnol, qui est un Etat parfaitement démocratique, sont inacceptables.

**Il y a vingt ans, le 13 décembre 81, le général Jaruzelski décrétait l'état de guerre. Vous êtes arrêté, avec des milliers d'autres. Qu'est-ce qui vous donnait les moyens d'agir et de tenir?**

Pour ma génération, le chemin vers la liberté a commencé en 1968. Tandis que les étudiants de Paris ou de Berkeley rejetaient la démocratie bourgeoise, nous, à Prague ou à Varsovie, nous nous battions pour une liberté que seul l'ordre bourgeois pouvait nous garantir. En apparence, tout nous divisait. Quelque chose, cependant, nous rapprochait: la nécessité de la rébellion inscrite dans cette conviction que, tant que le monde serait ce qu'il est, cela ne valait pas la peine de mourir tranquillement dans son lit. Ici, nous étions la première génération à pouvoir échafauder des projets d'avenir et ces projets n'étaient pas infondés, comme l'a montré la suite. Après quelques années, la situation a bel et bien évolué. Beaucoup de facteurs ont joué à la fois: le pays traversait une crise économique profonde. Il y avait aussi l'impact des changements en Union soviétique. Il y avait enfin cette évolution de la nomenklatura commu-

## MICHNIK L'INSURGÉ

Du haut de son observatoire fiévreux, un bureau minuscule encombré de paperasses, à Varsovie, Adam Michnik, 54 ans, n'a jamais cessé de pratiquer la dissidence. De sa plume, fine et acerbe, il s'oppose à la vague populiste, pourfend ces Catholiques qui prétendent instaurer l'Ordre moral. Et il le fait avec humour. Si son journal est devenu le plus important du pays, c'est, dit-il, «que je n'ai pas réussi à le ruiner totalement».

En 1989, il crée *Gazeta Wyborcza* (la Gazette électorale), «premier quotidien libre de l'Elbe à Vladivostok», pour soutenir le syndicat indépendant Solidarnosc dans la première élection libre de l'histoire du Bloc communiste. Le Mur de Berlin est toujours debout. Très vite, le journal se détache de toute chapelle. Michnik, élu député, plaide pour une «thérapie de choc», une réforme radicale de l'économie, et pour la participation de tous à la construction de la démocratie. Son chemin diverge alors de celui de Lech Walesa, figure historique de Solidarnosc et futur président.

Chez Michnik, réflexion et insurrection vont toujours de pair. Leader étudiant, en 1968, cofondateur du KOR (Comité de défense des travailleurs), puis conseiller de Solidarnosc, il a passé, au total, six ans derrière les barreaux. Son combat et ses faits d'armes lui ont valu de multiples récompenses. ■







© Chip Hiter/Gamma, Paris

## «Le vieux clivage droite-gauche a trouvé sa fin avec la Révolution anticommuniste»

un cynique. Il ne voulait pas la transformation du communisme en un chauvinisme sauvage, comme le Serbe Milosevic ou le Croate Tudjman, qui ont enflammé les Balkans cette dernière décennie. Il n'a pas voulu construire sa propre identité en suscitant la haine des autres, de ceux qui appartiennent à une autre ethnie, une autre religion, une autre classe. Non. Je suis sûr qu'il a toujours voulu bâtir une Pologne non ethnique, laïque. Cela rejoignait ce que nous avons toujours défendu à *Gazeta*: un Etat pour tous les citoyens. Le refus de la domination d'un camp sur l'autre, avec des règlements de compte sans fin. Notre pays doit faire sa place à tous. C'est la seule manière de construire un Etat démocratique et souverain.

**La Pologne va bientôt rejoindre l'Union européenne. Une Europe en crise, qui a raté sa réforme pour être à même d'intégrer les nouveaux venus...**

Les débats au sein de l'Union Européenne opposent deux visions fondamentalement différentes: celle, défendue par un De Gaulle (Président de la République française de 1959 à 1969), d'une Europe des

nations et celle, défendue par un Denis de Rougemont, dans son livre *Lettre ouverte aux Européens*<sup>1</sup>, d'une Europe fédérale, des régions. Moi-même, je me sens plus proche de l'attitude gaulliste. Chaque culture nationale porte en son sein quelque chose de sacré. Pour ceux de ma génération, ce quelque chose de sacré, c'est l'indépendance. Nous avons beaucoup de mal à nous en séparer. Bien qu'on nous explique que cela vaut mieux, nos émotions ne nous le permettent pas. Plus généralement, la chute du communisme a entraîné aussi un dégel en Europe occidentale. Sous la glace, on a vu apparaître des fleurs et de la pourriture: des crises qui mettent en jeu la cohérence des Etats et de l'Europe.

**Les démocraties occidentales rencontrent d'autres problèmes, comme l'affaiblissement des relais traditionnels — syndicats, partis politiques — entre le pouvoir et la population. Comme si les chefs d'Etat se retrouvaient seuls face à la télévision et son omnipotence...**

Nous assistons, en Pologne, au même phénomène et nous n'avons aucune recette pour le combattre. Cela renforce, chez les hommes politiques, la tentation du populisme et nous craignons d'être emportés par cette lame de fond. Mais cela va plus

loin que le simple effet pervers de la télévision ou le triomphe d'un certain nihilisme. Le champ politique lui-même est en plein bouleversement. La vieille division droite-gauche a fait son temps. Ce clivage, qui fut créé par la Révolution française, a trouvé sa fin avec la Révolution anticommuniste. Aujourd'hui, la nouvelle ligne de partage passe entre ceux qui défendent l'idée d'une société ouverte, multiculturelle, fondée sur les droits de l'homme et du citoyen, et ceux qui pierre à pierre, reconstruisent de nouveaux murs autour d'une société fermée.

Que ce soit pour le traité de Maastricht<sup>2</sup> ou l'intervention de l'Otan au Kosovo, les divisions politiques traditionnelles ne correspondent plus aux divisions réelles du monde nouveau. On le voit sur tous les grands thèmes: quelle Europe construire? Quelle doit être la place de la religion dans la vie publique? Quelle est la juste vision de l'Etat: Etat ethnique, Etat religieux ou, à l'inverse, Etat des citoyens? Quelle politique adopter vis-à-vis des demandeurs d'asile ou de l'immigration?

Un récent débat a déchiré la Pologne: celui sur le massacre de Jedwabne. Bien qu'il se soit produit en 1941, sous l'occupation allemande, un historien a dévoilé que les 1 600 Juifs de ce village avaient été massacrés par leurs propres voisins... Ce

## LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

**AFRIQUE DU SUD:** International Subscription Services, PO Box 4 1095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.  
**Mast Publications,** PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.  
**ALLEMAGNE:** German Commission for Unesco, Colmantstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.  
**Uno Verlag,** Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.  
**ARGENTINE:** Edilyr Srl, Libreria Correo de la Unesco, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194  
**AUSTRALIE:** Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154.  
**ISA Australia,** PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.  
**United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div.,** 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.  
**Canada & Gotch Australia Pty. Ltd.,** Private Bag 290, Burwood VIC 3125. Fax: 03 9888 8561  
**AUTRICHE:** Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.  
**BELGIQUE:** Partner Press, 11 rue Charles Parenté, B-1070 Bruxelles. Fax: (32 2) 556 41 46/Tel.: (32 2) 556 41 40/partner.press@ampnet.be  
**BRÉSIL:** Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.  
**CANADA:** Renouf Publishing Company Ltd., 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J5. Fax: (1-613) 745 7660.  
**Faxon Canada,** PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.  
**CHILI:** Universitaria Textilibro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.  
**CHINE:** China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.  
**CORÉE:** Korean National Commission for Unesco, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.  
**DANEMARK:** Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.  
**ESPAGNE:** Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

**Libreria Al Andalús,** Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.  
**UNESCO Ebea,** Avenida Urquijo 60, Ppal.Dcha., 48011 Bilbao. Fax: 427 51 59/69  
**ÉTATS-UNIS:** Bernan-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.  
**FINLANDE:** Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.  
**Suomalainen Kirjakauppa Oy,** PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.  
**GRÈCE:** Librairie Kauffmann SA, Mauvrokordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.  
**GUATEMALA:** Comisión Guatemalteca de Cooperación con la Unesco, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.  
**HONG KONG:** Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.  
**HONGRIE:** Librotrade K F T, Periodical Import/K, POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.  
**INDE:** Unesco Office, 8 Poorvi Marg, Vasant Vihar, New Delhi 1 10057  
**ISRAËL:** Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.  
**ITALIE:** Licosa/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.  
**JAPON:** Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.  
**LUXEMBOURG:** Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.  
**MALTE:** Sapientzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.  
**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.  
**MAURICE:** Editions Le Printemps Ltée., 4 Route du Club, Vacoas. Fax: 686 7302  
**MEXIQUE:** Libreria El Correo de la Unesco SA, Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.  
**NORVÈGE:** Swets Norge AS, Øststensjøveien 18-0606 Oslo, PO Box 65 12, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.

**NOUVELLE ZÉLANDE:** GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.  
**PAYS-BAS:** Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse. Fax: 2524 15888.  
**Tijdschriftcentrale** Wijk B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.  
**PORTUGAL:** Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.  
**RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:** Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.  
**ROYAUME-UNI:** The Stationery Office Publications Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.  
**RUSSIE:** Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.  
**SRI LANKA:** Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.  
**SUÈDE:** Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.  
**SUISSE:** Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.  
**Edigroup SA,** Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82.  
**Europa Verlag,** Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81  
**Van Diermen Editions Techniques-ADECO,** Chemin du Luciez, CH-1807 Blonay. fax: 943 36 05.  
**THAÏLANDE:** Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamem Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.  
**TUNISIE:** Commission Nationale Tunisienne auprès de l'Unesco, 22,rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.  
**URUGUAY:** Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.  
**VENEZUELA:** Distriplumes, Apartado 49232, Colinas Bello Monte, 1042 A Caracas. Fax: (58 2) 9798360  
**Unesco/CRESALC,** Edif. Asovincar, Av Los Chorro, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucan, Caracas. Fax: (58 2) 2860326.



Le candidat Michnik avec Lech Walesa, aux chantiers navals de Gdansk, en 1989.

débat a été, chez nous, aussi violent que l'affaire Dreyfus<sup>3</sup>, en France. Le pays, les familles, en sont sortis profondément divisés. Et là aussi, la fracture ne s'est pas creusée selon le vieux clivage gauche-droite, mais entre les partisans d'une Pologne ouverte, et ceux d'une Pologne fermée sur elle-même.

Entrait aussi en ligne de compte la vision que chacun avait de la nation dans l'Europe. Sommes-nous d'éternelles victimes innocentes ou co-responsables de l'humiliation des autres? De l'humiliation des Ukrainiens, des Juifs mais aussi... des Allemands, envers lesquels nous avons pratiqué, après la deuxième guerre mondiale, une forme de nettoyage ethnique. Les défenseurs d'une Pologne «éternellement innocente» se recrutent au sein de l'extrême droite, chez les postcommunistes, les évêques... C'est une conception dangereuse. Les Serbes, eux aussi, se sont toujours pris pour d'éternelles victimes. Ils en payent aujourd'hui le prix.

**Les manifestations «anti-mondialisation» sont, elles aussi, le résultat d'un conglomérat d'opinions diverses. Comment les analysez-vous?**

Qu'est-ce que la mondialisation? Internet, le téléphone portable, l'ouverture des frontières? Je crains que la peur ne conduise de nouveaux volontaires à s'enrôler sous la bannière de nouvelles croisades idéologiques. Ces gens se proclament «pour les pauvres», mais ils ne se battent pas pour que les marchés des pays riches – l'Europe, l'Amérique – s'ouvrent aux produits des pays du Tiers-Monde. Ils

ne débattent pas de la réforme du FMI ou de la Banque mondiale. Ce serait trop concret, trop terre-à-terre. Ils agissent, comme Daniel Cohn-Bendit, Joschka Fischer ou Rudi Dutschke, en 1968, au nom des certaines utopies communistes-révolutionnaires, anarchistes, situationnistes, maoïstes ou trotskistes. Je peux les comprendre. Mais nous connaissons bien, aujourd'hui, la vraie nature de ces utopies: elles sont stupides. Pour moi, ce mouvement anti-mondialisation est plutôt le signe d'une crise de la pensée. ■

### PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE DEMENET

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

1. *Aux éditions Albin-Michel. Penseur et écrivain, Denis de Rougemont (1906-1985), promoteur du «dialogue entre les cultures», partisan d'une Europe fédérale, fut l'un des fondateurs du Personnalisme.*
2. *Signé le 7 février 1992 à Maastricht, entré en vigueur le 1er janvier 1993, le Traité de Maastricht sur l'Union européenne a notamment décidé la création d'une monnaie unique et renforcé les compétences communautaires.*
3. *En 1894, le capitaine Alfred Dreyfus, un officier français, est arrêté sous une fausse accusation d'espionnage. «L'affaire Dreyfus» allait profondément diviser la France, attiser l'antisémitisme, et susciter l'engagement des intellectuels en faveur de Dreyfus (dont l'écrivain Emile Zola et son fameux «J'Accuse»).*

Mensuel publié en 28 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.  
31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France  
Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47  
Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org  
Internet: http://www.unesco.org/courier

**Directeur:** René Lefort  
**Rédacteur en chef:** James Burnet  
**Anglais:** Cynthia Guttman  
**Espagnol:** Louise Corradini  
**Français:** Sophie Boukhari, Philippe Demenet  
**Secrétariat de direction/éditions en braille:**  
Annie Brachet (01.45.68.47.15)

#### Rédaction

Michel Bessières  
Ivan Briscoe  
Lucia Iglesias Kuntz  
Asbel López  
Amy Otchet  
Shiraz Sidhva

#### Traduction

Miguel Labarca

**Unité artistique/fabrication:** Gérard Prosper

**Photographe:** Anrick Couffé

**Illustration:** Ariane Bailey (01.45.68.46.90)

**Documentation:** José Banaag (01.45.68.46.85)

**Relations Editions hors Siège et presse:**

Solange Belin (01.45.68.46.87)

#### Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral,  
Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

#### Editions hors siège

Allemand: Urs Aregger (Berne)  
Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)  
Italien: Giovanni Puglisi, Gianluca Formichi (Florence)  
Hindi: Pushplata Taneja (Delhi)  
Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)  
Persan: Jalil Shahi (Téhéran)  
Portugais: Alzir Alves de Abreu (Rio de Janeiro)  
Ourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)  
Catalan: Jordi Folch (Barcelone)  
Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)  
Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)  
Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)  
Chinois: Feng Mingxia (Beijing)  
Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)  
Grec: Nicolas Papageorgiou (Athènes)  
Cinghalais: Lal Perera (Colombo)  
Basque: Juxto Egaña (Donostia)  
Thaï: Suchitra Chitranukroh (Bangkok)  
Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)  
Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)  
Ukrainien: Volodymyr Vasiluk (Kiev)  
Galicien: Xavier Serin Fernández (Saint-Jacques-de-Compostelle)  
Serbe: Boris Iljenko (Belgrade)  
Sarde: Diego Corraïne (Nuoro)  
Russe: Valeri Kharkin (Moscou)

#### Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

#### Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)  
Relations agents et prestataires:  
Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)  
Gestion des stocks et expéditions:  
Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPÔT LÉGAL: C1 - SEPTEMBRE 2001

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The UNESCO Courier (USPS 016686) is published monthly

in Paris by UNESCO. Printed in France.

Periodicals postage paid at Champlain NY

and additional mailing offices.

Photocomposition et photographe:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

21 - 25 NOVEMBRE 2001

Paris expo (Porte de Versailles) Paris/France

<http://www.educatec.com>

Pour tout savoir sur le salon EDUCATEC, considéré comme l'une des manifestations les plus innovantes au monde, pour exposer, pour visiter, pour participer aux conférences.

**EDUCATEC**  
**2001**

19ème Salon professionnel des équipements, systèmes et services pour l'éducation et la formation professionnelle.

 le salon de l'éducation

EDUCATEC est le salon réservé aux professionnels de l'immense Salon de l'Éducation organisé avec le soutien du ministère de l'Éducation nationale. 2000 exposants, 500 000 visiteurs (37 000 visiteurs de 67 pays dans la partie professionnelle), 15 000 auditeurs aux conférences et débats.

EDUCATEC est divisé en plusieurs secteurs :

SCIENCES ET TECHNIQUES • MULTIMÉDIA ET RÉSEAUX • LANGUES ET ÉDUCATION • E-ÉDUCATION • ÉQUIPEMENTS DES ÉTABLISSEMENTS

Pour toute information :

EDIT EXPO INTERNATIONAL / GROUPE TARSUS 31-35, rue Gambetta BP 141 - 92154 Suresnes Cedex France  
Tél. 01 41 18 86 18 - Fax : 01 45 06 29 31 - Email : educatec@editexpo.fr

Dans le prochain numéro:

**le Courrier**  
**UNESCO**

Toutes les voix d'un seul monde

**Dossier:**

- Histoires d'eau: des guerres au compte-gouttes
- Les «stress hydriques» dans le monde: faits et chiffres
- L'or bleu du Nil bleu
- Israël/Palestine: vers un plan de partage des eaux?
- Danube: une pollution politique
- Les nappes secrètes du Kalahari
- Négocier sur l'eau tout en protégeant la nature

Le dossier du numéro d'octobre 2001:

**La guerre de l'eau n'aura pas lieu**

**Et dans les rubriques:**

- La boxe thaïe, une passion
- Bâtir sur la mer: danger environnemental
- Nord recherche désespérément enseignants
- Nord/Sud: l'aide publique internationale au plus bas
- Communication, information, divertissement: vers le tout digital?
- Entretien: Sotigui Kouyaté, acteur et griot malien

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de l' UNESCO sur Internet à l'adresse suivante:

 [www.unesco.org/courier](http://www.unesco.org/courier)

Publié en 28 langues